



Go East !
Une lecture critique de la littérature
portant sur l'attitude du Fonds monétaire
international en Russie (1992-1999)

Olivier Régol

CEPES

Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité
Université du Québec à Montréal

Série Mémoires 4

Mai 2005







Remerciements

Je tiens à remercier sincèrement mon directeur de mémoire, M. Mark-David Mandel, professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal, pour sa patience et sa pédagogie ; jamais personne ne m'aura autant apporté dans le domaine académique que lui. Ce mémoire est aussi l'aboutissement d'un long cheminement qui s'inscrit dans mon expérience québécoise. J'y ai rencontré des personnes hors du commun, tant par leur caractère que par leur vision du monde. Ce fut un honneur et un véritable plaisir d'échanger avec elles, dans des circonstances aussi bien caféinées qu'alcoolisées. Je tiens à remercier plus spécialement Pierre Brassard, compagnon de route tout au long de cette maîtrise, Pascale Hatcher pour sa charmante personnalité, ainsi que « la bande des sociologues », voisins académiques dotés d'un esprit critique et d'un humour rafraîchissants en cette période de néolibéralisme aiguë. Enfin, je ne peux passer sous silence le soutien jamais démenti de ma famille, aussi bien française que québécoise, soutien psychologique et matériel primordial dans l'accomplissement de ce périple intellectuel qui marque de manière forte ma perception des assassins qui nous gouvernent.



Résumé

Ce mémoire cherche à fournir une explication de la politique du FMI à l'égard de la Russie au cours de la décennie 1990. Chargé par le G7 de mettre en œuvre les réformes économiques nécessaires à l'implantation d'un système capitaliste efficient dans ce pays, le Fonds préconisa la thérapie de choc comme stratégie la plus à même de réaliser cet objectif. Contre toute attente affichée du FMI, les résultats furent rapidement catastrophiques d'un point de vue social et économique. Néanmoins, le Fonds n'a eu de cesse de promouvoir cette politique économique, de concert avec les dirigeants occidentaux et le régime Eltsine. L'incohérence entre ses objectifs affichés et son attitude est à l'origine de ce mémoire. Pour comprendre ce que cherche réellement le FMI en Russie, nous avons soumis les courants de pensée appartenant au courant dominant à une analyse critique. Cette analyse a révélé que ces derniers, qui sont parfois très différents les uns des autres, souffrent tous de lacunes et d'incohérences suffisamment profondes pour être jugés non pertinents à fournir une réponse éclairante. Leur principale faiblesse est de refuser de prendre en considération les intérêts du G7 dans la restructuration économique de la Russie, tant d'un point de vue économique que géostratégique. Seul le courant marxiste considère que le FMI œuvre en Russie pour les intérêts du G7 et non pas pour ceux de la Russie. Plus précisément, le FMI est là pour assurer des profits, et si possible des sur-profits, à l'élite financière occidentale et empêcher la Russie de nuire à la domination géostratégique des États-Unis. Nous avons donc confronté les explications que peut nous fournir cette approche (qui s'insère dans une analyse marxiste du système économique mondial) à la réalité de la Russie eltsinienne. Le résultat fut une très grande cohérence entre les objectifs du FMI tels que cernés par une approche marxiste et la situation réelle de la Russie. La catastrophe socio-économique qui résulte de la thérapie de choc n'est pas un objectif en soi, mais une conséquence acceptable pour le FMI, qui plus que tout cherche à promouvoir les intérêts de l'élite financière occidentale.

Introduction

En 1991, la fin du système socio-économique, qui prévalut pendant 70 ans dans l'URSS défunte, devait être synonyme de l'avènement de la prospérité et de liberté pour la population russe. Les « démocrates », avec à leur tête Boris Eltsine, avaient pour ambition de « normaliser » la Russie, c'est-à-dire d'en faire un pays capitaliste moderne, à l'image des pays du G7. Les dirigeants occidentaux — telles de bonnes fées — se penchèrent rapidement sur le berceau de la Russie postcommuniste et lui prodiguèrent nombre de conseils tout en lui promettant une aide financière substantielle afin de permettre, effectivement, la mise en œuvre d'un système capitaliste efficient. Pour cela des réformes structurelles — certes douloureuses à court terme, mais bénéfiques pour l'avenir — étaient nécessaires.

En pratique, le passage d'une économie planifiée à une économie capitaliste est un événement historique sans précédent. Cela signifie que les architectes de la transition, le gouvernement russe appuyé par diverses institutions internationales ainsi que les gouvernements occidentaux se trouvaient dans une position tout à fait originale, sans véritable point de repère. La réalisation de cette transition fut confiée par le G7 au Fonds monétaire international (FMI). Dès 1991, en collaboration avec d'autres organismes internationaux, il décida de la stratégie à appliquer¹. Le choix se porta sur la *thérapie de choc*, qui était la plus radicale d'entre toutes les possibilités étudiées. Le moyen était radical, car il consistait en une marche forcée et rapide vers le capitalisme, dont les résultats positifs devaient se manifester aux alentours de 1994 ou 1995, après deux ou trois ans critiques.

Tant et si bien que dix ans après le début de ces réformes économiques, la situation socio-économique de la Russie est catastrophique ; jamais un pays moderne et en paix n'a connu une crise économique d'une telle ampleur : le PIB a chuté d'au moins 50 % ! Willem Buiters, économiste en chef de la BERD, a indiqué, en novembre 2000, qu'il faudrait au minimum une décennie pour que

1. FMI, OCDE, BERD, *L'Économie de l'URSS : résumé et recommandations*, Paris, 1991.

la Russie retrouve son niveau économique de 1989². Autrement dit, il faudra attendre au minimum 2010 pour que la Russie post-communiste atteigne les résultats économiques de l'URSS agonisante. Ce constat n'est pas surprenant lorsqu'on sait que la crise économique russe est deux fois plus profonde que celle qui toucha les États-Unis lors de la Grande Dépression.

Il semble patent dans ces conditions que la transition économique opérée à partir de 1992 ait donné des résultats désastreux, qui se traduisent dans la société. Ainsi, 10 % des plus riches perçoivent 40,7 % du revenu total de la nation, tandis que les 10 % les plus pauvres seulement 2,7 %³. La mortalité infantile du fait d'accidents ou de violence est cinq fois supérieure au taux moyen en Europe occidentale⁴. La santé de la population est préoccupante, le nombre de séropositifs a augmenté dramatiquement et des maladies liées à la pauvreté font un retour en force sur le territoire russe : la tuberculose touche 2,5 millions de Russes. Peut-être plus grave encore, la population décline :

The extent of Russia's demographic debacle was outlined [...] by Russian Labor and Social Development Minister Aleksandr Pochinok, who told the State Duma that the country's demographic situation now threatens not only economic progress but also national security. The population of the country, has fallen by 6 million since 1992 and could sink another 7,2 million by 2015 if current trends continue⁵.

La forte baisse de l'espérance de vie démontre la violence de la thérapie de choc pour la population russe⁶ :

Le déclin s'est par la suite stabilisé, mais la comparaison de l'espérance de vie de la population russe avec celle des populations de plusieurs pays développés — en 1998 — est frappante d'inégalité⁷ :

2. Ron Synovitz, « EBRD Report Sees Big Disparities Between CIS and Central Europe », Radio Free Europe/Radio Liberty, 15 novembre 2000, <http://russian-news.com/archive/112000/msg00020.html>.
3. Itar-Tass, « 10 % of Richest Russians Hold 1/3 of Population's Income », 4 mai 2000 (Johnson's Russia List, n° 4283, www.cdi.org/russia/johnson/4283.html#1).
4. AFP, « Children Die in Russia at Five Times Rate of Europe », 22 octobre 1998, (Johnson's Russia List, n° 2243, www.cdi.org/russia/johnson/2443.html#1).
5. Paul Goble, « Compounding a Demographic Disaster », Radio Free Europe/Radio Liberty, 20 novembre 2000, www.hri.org/news/balkans/rferl/2000/00-11-20.rferl.html.
6. World Ressource Institute, « World Ressource 1996-1997, a Guide to the Global Environment. 8. Population and Human Development », figure 8.5, www.wri.org/wri/wr-96-97/hd_txt3.html.
7. Les chiffres concernant les pays développés proviennent du CREDES, www.credes.fr/En_ligne/Chiffres/Cadrage/demosante/espvie/evieocde.htm ;

Graphique 1
Espérance de vie de la population russe (1960-1994)

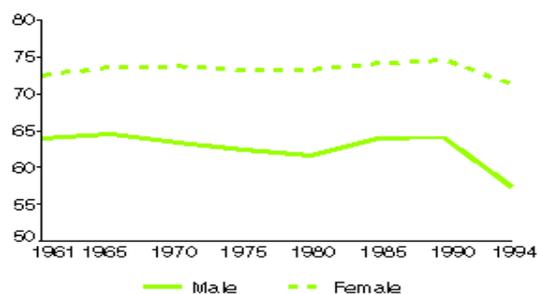


Tableau 1
Espérance de vie dans plusieurs pays développés
et en Russie (1998)

	Femmes	Hommes
Canada	81,5	76,1
France	82,2	74,6
Allemagne	80,5	74,5
Japon	84,0	77,2
Royaume-Uni	79,7	74,8
États-Unis	79,5	73,8
Russie	73,21	61,34

Donc, la prospérité promise ne s'est pas concrétisée. Cette réalité n'est contestée par personne. Pourtant, depuis le début de la transition économique, le FMI n'a de cesse de refuser le moindre changement dans la stratégie décidée. La thérapie de choc doit s'appliquer, la ligne officielle n'a jamais dévié. Cette intransigeance est la base de ce mémoire. Notre ambition est de parvenir à comprendre les raisons pour lesquelles le FMI a préconisé la thérapie de choc puis a toujours opposé un refus franc et net à toute option, même dix ans après, face à des résultats dramatiques pour la population russe et pour l'économie du pays.

ceux de la Russie sont issus de l'INED, http://census.ined.fr/demogrus/Demographie/Conjoncture/conj_tot_t.htm.

Afin de répondre à cette question, nous procéderons dans un premier temps à l'analyse des explications fournies par les courants appartenant à la pensée dominante. Ces courants peuvent être très différents les uns par rapport aux autres, mais ils ont pour base idéologique commune d'accepter sans questionnement le discours officiel du FMI selon lequel sa priorité est d'instaurer en Russie un système capitaliste efficient, afin d'apporter à ce pays une prospérité similaire à celle des pays du G7. Notre ambition est de mettre en relief les incohérences internes ainsi que les insuffisances de ces explications à rendre compte de la réalité empirique du comportement du FMI à l'égard de la Russie. Notre objectif est de démontrer que l'on ne peut aboutir à une explication cohérente de l'attitude du FMI en Russie si les analyses proposées se fondent sur son discours officiel.

Dans une seconde partie, nous étudierons la politique du FMI envers ce pays à travers une grille d'analyse marxiste. Selon celle-ci, le FMI est au service des intérêts des classes dominantes occidentales. Son action en Russie doit non seulement assurer à ces bourgeoisies l'accès libre au marché russe, mais aussi éviter que ce pays devienne une menace à leur prédominance internationale, autant dans le domaine économique que géostratégique. Donc le rôle du FMI ne serait pas en priorité d'aider la Russie, mais de transformer l'économie du pays pour la rendre complémentaire aux économies des pays développés. Cette analyse sera confrontée à la situation économique et géostratégique réelle de la Russie pour vérifier si elle est capable de fournir une lecture cohérente du comportement du FMI.

Ce mémoire ne peut prétendre apporter une réponse définitive à la question des intérêts qui animent le FMI en Russie, du fait notamment de la culture du secret qui entoure les relations du FMI avec ses principaux bailleurs de fonds qui rend pratiquement impossible l'étude des documents pertinents. Il cherche plutôt à remettre en cause la gamme des explications « acceptables » en démontrant la force de la cohérence d'une explication marxiste et l'incohérence des courants de la pensée dominante.



1^{re} partie

Analyse de la littérature non marxiste





Cette première partie présente les analyses non marxistes qui veulent rendre compréhensible l'attitude du FMI en Russie. Le premier chapitre expose le contexte historique dans lequel le G7 décida de lui confier la mission de réformer l'économie de la Russie. Le deuxième étudie les courants de pensée qui ont en commun de considérer que la terrible crise économique qui sévit en Russie provient de la non-application de la réforme économique proposée par le Fonds. Le dernier chapitre de cette première partie rend compte des courants de pensée pour qui la stratégie de la thérapie de choc promue par le FMI s'est réalisée et est à l'origine de la catastrophe économique russe. Ces différents courants ont en commun de refuser de prendre en compte, dans leur analyse, les intérêts occidentaux.

Chapitre 1

Aperçu historique : l'implication du FMI dans les réformes économiques en Russie

1.1 Le FMI comme chef d'orchestre des réformes russes

Créé en 1944 lors des Accords de Bretton Woods, le FMI a pour principale mission de permettre une croissance harmonieuse des échanges internationaux afin de favoriser, selon la vision libérale, l'émergence d'un environnement propice au progrès, à la prospérité économique et *in fine* à la paix internationale. Ses objectifs sont précisés dans l'article 1^{er} de ses statuts et comprennent six domaines :

Les buts du Fonds monétaire international sont les suivants :

- i) Promouvoir la coopération monétaire internationale au moyen d'une institution permanente fournissant un mécanisme de consultation et de collaboration en ce qui concerne les problèmes monétaires internationaux.
- ii) Faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international et contribuer ainsi à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel et au développement des ressources productives de tous les États membres, objectifs premiers de la politique économique.
- iii) Promouvoir la stabilité des changes, maintenir entre les États membres des régimes de change ordonnés et éviter les dépréciations concurrentielles des changes.
- iv) Aider à établir un système multilatéral de règlement des transactions courantes entre les États membres et à éliminer les restrictions de change qui entravent le développement du commerce mondial.
- v) Donner confiance aux États membres en mettant les ressources générales du Fonds temporairement à leur disposition moyennant

des garanties adéquates, leur fournissant ainsi la possibilité de corriger les déséquilibres de leurs balances des paiements sans recourir à des mesures préjudiciables à la prospérité nationale ou internationale.

- vi) Conformément à ce qui précède, abréger la durée et réduire l'ampleur des déséquilibres des balances des paiements des États membres.

Dans toutes ses politiques et décisions, le Fonds s'inspire des buts énoncés dans le présent article¹.

Sa mission première reste encore aujourd'hui de veiller à la stabilité de la balance des paiements des pays, mais son influence s'est considérablement développée en cinquante ans, à tel point qu'il est le chef d'orchestre désigné par le G-7 des réformes à entreprendre en Russie. Ces réformes étaient souhaitées par l'URSS, qui envisageait depuis plusieurs années de s'intégrer à l'économie mondiale :

Il faut entrer dans le courant général de l'économie mondiale, mais maintenant ce n'est pas facile. Nous devons changer beaucoup de choses dans ce pays. Mais, avant tout, il faut savoir concrètement quels seront nos gains et nos pertes. Des calculs précis sont indispensables. Forte de ceux-ci, la politique pourra agir plus conséquemment².

Au cours de l'année 1991, un accord d'assistance technique est signé entre l'URSS et le FMI. Le 1^{er} juin 1992, la Russie devient membre à part entière du Fonds et dès lors accéda aux ressources financières de l'organisation internationale. Le FMI s'engagea dans le processus de transition économique russe de deux manières historiquement distinctes. La première phase correspond à la période 1990-décembre 1991 ; la seconde de janvier 1992 à aujourd'hui. Ce mémoire se concentre sur la période 1992-1999, correspondant à l'implantation de la thérapie de choc sous l'ère Eltsine (qui démissionna de son poste de Président de la Fédération de Russie le 31 décembre 1999). Néanmoins, la première période doit être brièvement relatée afin de comprendre l'attitude du FMI, déterminée à première vue par les objectifs généraux publiquement affichés par l'Occident.

Les racines de ce projet de transformation complète du système politico-économique russe sont européennes. En effet, à la suite de la chute du mur de Berlin et de la déliquescence du bloc de l'Est,

1. Statuts du FMI, article 1^{er}, www.imf.org/external/pubs/ft/aa/fre/aa01.htm.

2. Edouard Shevardnadze, « La XIX^e Conférence du PCUS : la politique extérieure et la diplomatie », *La vie internationale*, n° 10, octobre 1988, p. 33.

l'objectif avoué de la Communauté européenne est d'intégrer l'URSS dans le système politico-économique international de telle manière que la stabilité internationale soit consolidée :

Il importe que les changements et les transitions nécessaires ne s'opèrent pas au détriment de la stabilité de l'Europe mais qu'au contraire ils contribuent à la renforcer.

Loin de vouloir tirer des avantages unilatéraux de la situation présente, la Communauté et ses États membres entendent apporter leur soutien aux pays qui sont entrés dans la voie des changements démocratiques. Ils déplorent d'autant plus que dans certains pays ce processus soit encore entravé.

La Communauté et ses États membres sont pleinement conscients de la responsabilité commune qui leur incombe dans cette phase décisive de l'histoire de l'Europe. Ils sont prêts à développer avec l'URSS et les autres pays de l'Europe centrale et orientale ainsi qu'avec la Yougoslavie, dès lors qu'ils se sont engagés dans cette voie, des relations plus riches et plus étroites, qui reposeront sur une intensification du dialogue politique et une coopération accrue dans tous les domaines. En particulier la Communauté est décidée à soutenir les réformes économiques entreprises dans ces pays, en apportant — en collaboration avec ses partenaires occidentaux — sa contribution à l'établissement d'économies saines et prospères dans le cadre de structures appropriées³.

Le Conseil européen a précisé la voie que devait emprunter l'URSS pour obtenir un soutien communautaire :

L'effort communautaire dans le cadre de la coopération avec l'Union soviétique appuie l'objectif du gouvernement de l'Union de réaliser son insertion [*sic*] progressive dans l'économie mondiale. La Communauté et ses États membres useront de leur influence pour faciliter l'appartenance de l'URSS aux institutions financières internationales, notamment le FMI, qui constitue le cadre principal de l'assistance macroéconomique⁴.

La « générosité » occidentale a ses limites : l'aide « offerte » est conditionnée à des actes politiques de l'Union soviétique qui favorisent les intérêts de l'Occident au niveau international. Cela est très clairement affirmé par la déclaration finale du sommet du G-7 de Houston :

Nous, chefs d'État et de gouvernements des sept grandes démocraties industrialisées et président de la Commission des Communautés euro-

3. Conseil européen des 8/9 décembre 1989 à Strasbourg, http://cuej.u-strasbg.fr/forma/euroj/euro_ser/cons_01_42/42_strasbourg_09_12_89.html.

4. Conseil européen de Rome des 14/15 décembre 1990, http://cuej.u-strasbg.fr/forma/euroj/euro_ser/cons_43_63/44b_rome_15_12_90.html.

péennes [...] sommes également convenus que, si l'URSS prenait d'autres décisions pour avancer de manière plus nette dans la voie d'une économie de marché, pour transférer de manière substantielle les ressources affectées au secteur militaire et ne plus soutenir les pays qui favorisent des conflits régionaux, les perspectives d'une aide économique significative et soutenue seraient accrues⁵.

Cette « aide » est d'autant plus intéressée qu'elle stimule l'économie des pays riches :

L'« aide » à l'ex-URSS génère des retombées économiques dans les pays du G-7 eux-mêmes. L'aide alimentaire, pour laquelle les États-Unis ont déboursé quelques milliards de dollars, profite aux fermiers américains. [...] Même un don de 102 millions de dollars en blé et en riz ne constitue pas une perte nette pour l'économie américaine. [...] Sur une somme de 1,8 milliard de dollars que le Japon accorde à la Russie en avril 1993 pour appuyer un Boris Eltsine en pleine campagne référendaire, 1,6 milliard consiste en prêts destinés à promouvoir les exportations japonaises⁶.

Parallèlement aux réformes économiques doivent s'implanter des réformes politiques permettant l'émergence de la démocratie (le modèle proposé est implicitement calqué sur les démocraties occidentales, sans spécifier le régime, soit parlementaire, soit présidentiel).

La Communauté s'efforcera de conclure les négociations relatives à l'association avec ces pays [de l'Europe centrale et orientale] dès que possible, étant entendu que les conditions fondamentales en ce qui concerne les principes de la démocratie et le passage à une économie de marché auront été remplies⁷.

Pourquoi aider la Russie ? Selon Stanley Fischer, alors professeur d'économie au MIT (il deviendra n° 2 du FMI en septembre 1994), les enjeux étaient « d'éviter les conflits entre les républiques, d'endiguer l'émigration soviétique vers l'Ouest et de répondre à des préoccupations humanitaires⁸ ». À ceux-ci s'ajoute le potentiel que représente l'ouverture de l'économie de l'URSS pour la croissance mondiale.

-
5. « La liberté et la prospérité économique se renforcent mutuellement affirment [sic] la déclaration finale », *Le Monde*, 13 juillet 1990.
 6. Michel Roche, *Thérapie de choc et autoritarisme en Russie, la démocratie confisquée*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 2000, p. 51-52.
 7. Réunion spécial du Conseil Européen, Dublin, 28 avril 1990 : conclusions de la Présidence, http://cuej.u-strasbg.fr/forma/euroj/euro_ser/cons_43_63/43_dublin_29_04_1990.html.
 8. Pamela J. Bradley, « L'association de l'URSS au FMI marque la fin d'un coûteux détour », *Bulletin du FMI*, 25 novembre 1991, p. 343.

Dans cette logique, aussi bien l'Ouest que l'URSS devaient bénéficier de la mise en place de l'économie de marché dans l'ancien bloc soviétique et tout particulièrement la Russie (ses potentiels humains et naturels sont immenses et lui donnent *a priori* suffisamment d'atouts pour s'intégrer *par le haut* dans l'économie mondiale). Les propositions de l'étude de l'économie soviétique entreprise par le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), la Banque mondiale et la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) suivent la grille de lecture proposée par ses commanditaires : permettre la création de l'économie de marché en parallèle à l'émergence de la démocratie, tout en minimisant les coûts de ces changements supportés par la population.

1.2 Que propose l'étude du FMI ?

L'étude repose sur deux postulats : il faut instaurer le capitalisme en URSS et le processus doit être irréversible. Les auteurs privilégient de prime abord une transformation graduelle pour ensuite souligner son impossibilité.

La voie idéale serait celle d'une réforme graduelle qui réduirait autant que possible les perturbations économiques et permettrait de recueillir rapidement les fruits de l'amélioration de l'efficacité économique. Mais nous n'entrevoions pas une telle voie, en particulier *compte tenu du point de départ*. De fait, un retour au système de contrôle central ne nous paraît pas être une option viable, et nous recommandons aux autorités de donner suite rapidement à leur engagement en faveur d'une économie de marché⁹.

L'approche se veut pragmatique puisque « les recommandations clés formulées [...] prennent en compte les caractéristiques propres à l'URSS. Il y a d'importantes différences entre l'URSS et les autres économies à planification centrale en transition¹⁰ ». L'étude souligne l'urgence des réformes, car « il est impératif de réaliser d'emblée des progrès suffisants pour que la réforme apparaisse comme une rupture irréversible avec le passé et que le processus s'enclenche sans retour¹¹ ». Aucune explication n'est apportée sur les raisons justifiant cette irréversibilité des réformes, alors que cet objectif entre en conflit avec la mise en place d'une démocratie

9. FMI et al., *L'Économie...*, op. cit., p. 9. Nos italiques.

10. *Ibid.*, p. 40.

11. *Ibid.*, p. 10.

fondée sur la souveraineté populaire, objectif souvent défendu en public par l'Occident.

L'étude préconise trois axes prioritaires :

1. La stabilisation macroéconomique : respect d'un budget strict impliquant une forte réduction du déficit des administrations publiques, une limitation ferme de la création de crédit, un relèvement des taux d'intérêts afin de limiter la tendance inflationniste née de la libéralisation des prix.
2. La réforme des prix : libéralisation totale des prix, avec quelques exceptions (subventions limitées) pour les produits énergétiques, les produits de première nécessité et les loyers par exemple. L'objectif est d'aligner les prix sur ceux du marché mondial afin de « hâter l'intégration de l'URSS dans l'économie mondiale¹² ».
3. La réforme du régime de propriété : réforme de l'infrastructure institutionnelle et juridique afin de garantir le droit de propriété privée, pierre angulaire d'une économie de marché. Il faut parallèlement supprimer les entraves juridiques à l'instauration de la concurrence, privatiser rapidement les petites entreprises et ouvrir le pays aux échanges internationaux pour achever la création du marché.

Les conséquences sociales de ces changements doivent être atténuées par la création d'un filet de sécurité pour les plus pauvres, en préalable à la création d'un système de protection sociale calqué sur ceux des autres économies de marché (sans préciser quel modèle adopter). Mais au-delà de la rhétorique, la lutte contre le déficit budgétaire reste intangible, puisque « ces protections sociales devront être conçues de manière à être compatibles avec les contraintes budgétaires¹³ ». Il n'est pas précisé comment concilier ces deux objectifs, mais la priorité est clairement affichée.

Le changement proposé a donc d'importantes conséquences politiques, du fait de la décentralisation des décisions économiques qui sous-tend le projet. « En conséquence, il est urgent que soit conclu un nouveau Traité de l'Union définissant la répartition des pouvoirs et des responsabilités ou, à tout le moins, marquant un accord formel entre l'Union et les Républiques sur les questions les plus pressantes¹⁴. »

Cette question recevra une réponse radicale, la disparition pure et simple de l'URSS, officialisée par Mikhaïl Gorbatchev le 25

12. *Ibid.*, p. 42.

13. *Ibid.*, p. 42.

14. *Ibid.*, p. 39.

décembre 1991. L'URSS est remplacée par une Communauté des États indépendants (CEI) aux contours juridiques flous et dont la capacité d'action ne peut en tout état de cause freiner ou réorienter les décisions de politique intérieure du Président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine. Dans ce contexte, les réformes sont mises en œuvre à partir du 2 janvier 1992 avec la libéralisation des prix, suivie d'une privatisation massive des moyens de production et une ouverture du pays à l'économie mondiale.



Chapitre 2

La thérapie de choc n'a jamais été appliquée en Russie, ce qui explique les résultats catastrophiques de la transition

Introduction

Très critiqué, le FMI doit justifier sa stratégie eu égard à la paupérisation et à la corruption massives qui frappent le pays ainsi qu'aux risques que cela engendre pour la stabilité de la seconde puissance nucléaire au monde. Le FMI n'a d'autre choix que de rendre des comptes.

2.1 Comment le FMI appréhende-t-il les résultats observables des réformes russes ?

The facts are [...], that what is at the heart of our mission in Russia—namely, supporting its difficult transition to a market economy—is working¹.

2.1.1 Quelles sont les explications proposées ?

Selon la version du FMI, l'économie de l'URSS était dans un état alarmant et seule une réforme radicale permettant l'implantation irréversible de l'économie de marché pouvait améliorer le bien-être

1. Interview de Michel Camdessus, « Camdessus Reports “Unanimous Support” for Fight against Poverty, Defends Russian Program », *IMF Survey*, 11 octobre 1999, p. 332.

de la population et l'efficacité de l'économie. Malheureusement, des problèmes imprévus ont bloqué l'application conséquente de la stratégie radicale, ce qui explique le délabrement économique de la Russie. Les Russes sont les seuls responsables de la catastrophe, car une élite parasitique s'est formée au début des réformes et a empêché leur approfondissement. Les oligarques sont les ennemis des réformes économiques ; ils réussirent à conserver leurs rentes de situation jusqu'au krach d'août 1998. Les réformateurs ont lutté pour permettre la mise en place des prescriptions du FMI afin de parvenir à transformer la Russie en un pays capitaliste prospère, mais ne sont pas parvenus à réaliser ce projet. Le FMI n'a pas pour objectif d'interférer dans la vie politique de la Russie, mais veut concrétiser les réformes en toute bonne foi. Dans cette lutte inégale, il refuse d'être blâmé pour les résultats catastrophiques obtenus en Russie.

Le Fonds refuse de changer de stratégie même s'il admet que des erreurs ont été commises (« [...] in retrospect it is clear that policies pursued in transition have not always been ideal² »), car elle reste indiscutablement la meilleure méthode possible pour parvenir à opérer une transition réussie. « The main ingredients of the transition process were agreed upon fairly early³. » Il n'est pas précisé quels sont les acteurs de ce consensus (des universitaires, des membres officiels d'administration étatique ou d'organisations internationales ?).

En conséquence pour le FMI, seule la poursuite de cette politique peut mener la Russie à la prospérité. D'autant plus que cette stratégie a produit certains résultats positifs. Sept mois avant le krach financier d'août 1998, Stanley Fischer s'exprime ainsi : « Six years after the start of the Russian economic reform process, much has been achieved and the continued progress of the economy towards economic normalization is not in doubt⁴. » Ces développements positifs débordent du champ économique et touchent le système politique de la Russie. « The Soviet totalitarian system has been buried. Russia has become a democracy, with a President and legislative bodies elected by popular vote, with open political debate and a free press⁵. »

2. *World economic outlook*, chapitre III, « Transition : Experience and Policy Issues », octobre 2000, p. 84, www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2000/02/pdf/chapter3.pdf.

3. IMF, « Transition Economies : an IMF Perspective on Progress and Prospects », 3 novembre 2000, www.imf.org/external/np/exr/ib/2000/110300.htm.

4. Stanley Fischer, « The Russian Economy at the Start of 1998 », 9 janvier 1998, www.imf.org/external/np/speeches/1998/010998.htm.

5. *Ibid.*

Parmi les différentes causes de l'échec de la thérapie de choc, le FMI revient presque constamment sur deux facteurs, qui sont véritablement au cœur de son argumentation :

1. La situation de la Russie était plus préoccupante qu'initialement prévu : « it is likely that the pre-transition level of output was overestimated by faulty statistics. If value added had been measured correctly at market prices, the pre-transition output, and therefore the collapse of output, would have been much lower⁶. » Cela signifie que les résultats des réformes entreprises sont grevés par le passif caché du système soviétique.
2. Les réformes nécessaires à l'épanouissement du marché n'ont pas été suffisamment implantées : « empirical analysis has shown that the main reason why growth in Russia [...] lags behind the record of the Eastern European and Baltic countries is the slower pace of market-oriented structural reform⁷ ». Donc il aurait fallu une thérapie de choc encore plus radicale, qui semble être le « schéma universel » pour une réforme réussie des économies des pays en transition. En toute logique, le FMI demande inlassablement au gouvernement russe de poursuivre et d'approfondir les réformes économiques.

Les deux phénomènes se combinent :

Growth has been disappointing, the pace of institutional reform has left much to be desired and living standards for most Russians have fallen since Communist times. But these shortcomings represent not so much the failure of reform as the effects of 70 years of central planning and the incomplete implementation of reform policies—itself a result of a lack of domestic political consensus on reform⁸.

Les résultats sont catastrophiques : une inflation en 1992 de l'ordre de 2300 %, un système fiscal inefficace, un processus de privatisation opaque qui favorise la corruption et la concussion entre l'élite économique et politique. Le marché ne peut d'autant pas s'épanouir que le système bancaire n'est pas régulé par des règles strictes indispensables au développement de la confiance du public. Dans le même ordre d'idées, le système de faillite est inefficace ce qui empêche la sélection entre les entrepreneurs compétitifs et les improductifs de se faire correctement (au lieu de cela,

6. IMF, « Transition Economies... », *op. cit.*

7. Stanley Fischer, « The Russian... », *op. cit.*

8. Michel Camdessus, « Russia : Long Climb Out of a Black Hole », *The Washington Post*, 13 septembre 1999, www.imf.org/external/np/vc/1999/091399a.htm .

les relations personnelles des hommes d'affaires avec le monde administratif et politique déterminent les gagnants des perdants). Tel un cercle vicieux, la non-application des réformes préconisées par le FMI encourage la corruption qui mine toute volonté du monde politique d'instaurer des réformes « saines ».

Fischer et Sahay soutiennent que les problèmes actuels de la Russie tiennent en partie au fait « que la dynamique des réformes n'a pas été entretenue après les élections de 1996, qui ont renforcé la mainmise de puissants détracteurs d'intérêt sur le pouvoir politique et économique, intensifiant la corruption » Il convient donc [...] d'obtenir des autorités politiques qu'elles relancent les réformes et améliorent la gestion publique⁹.

2.1.2 Critique de ces explications

Puisque la situation de la Russie était plus préoccupante qu'initialement prévu, cela signifie que la thérapie de choc s'est heurtée à des problèmes imprévus par l'étude du FMI.

« Adverse initial conditions » in some countries are generally invoked to explain why the pattern of collapse differed across countries. This is a reference to the fact that the characteristics of the economies differed at the start of the transition, and in many countries, the characteristics made the task of maintaining economic activity difficult¹⁰.

Or, en 1991, le FMI considérait clairement connaître parfaitement et de façon exhaustive la situation de l'économie soviétique ; en effet il préconisa la thérapie de choc, *compte tenu du point de départ*.¹¹ Son étude étant imparfaite, il ne semble pas pertinent de vouloir persévérer dans le processus de réformes initial. Mais, pour refuser toute modification à sa stratégie, le Fonds se justifie en précisant explicitement que la méthode utilisée pour réformer les économies en transition est la même dans l'ensemble des pays de l'Est, car une seule la thérapie de choc est pertinente : « Puisque l'on sait bien quelles politiques sont de nature à assurer la croissance, pourquoi les pays où les réformes tardent ne les adoptent-ils pas¹² ? » Pourtant, cette position est en contradiction flagrante avec l'affirmation de son étude antérieure selon laquelle il tiendrait compte des particularités de chaque pays. Donc, le Fonds refuse toute

9. IMF, « Transition Economies... », *op. cit.*

10. *Ibid.*

11. FMI *et al.*, *op. cit.*, nos italiques.

12. Stanley Fisher et Ratna Sahay, « Économie en transition, bilan nuancé », *Finance & Développement*, vol. 37, n° 3, septembre 2000, p. 6.

remise en cause de son approche initiale sans apporter de justifications convaincantes. Selon lui, la stratégie voulue reste la seule possible pour la Russie. « [...] quelle est l'alternative ? Nous avons choisi de préserver les chances de la réforme. C'est sur ce choix que nous devons être jugés. »¹³

Le consensus selon lequel la thérapie de choc est la meilleure stratégie possible n'existe pas.

Des économistes appartenant au courant dominant sont hostiles à l'application des recettes néolibérales comme nous le verrons dans ce mémoire. Mais plus marquant, au sein même du FMI, le consensus n'existe pas. En 1993, Jakues de Groot, à l'époque le plus ancien membre du conseil d'administration du FMI, écrivit un mémorandum¹⁴ très critique à l'égard de la thérapie de choc, sans faire l'économie d'un questionnement à l'encontre des objectifs officiellement poursuivis. « Though the cold war was ended, the present failure of Russia's economic policies is still seen as a positive development in certain intelligence circles. » Cela signifie que l'un des plus hauts dirigeants du FMI considérait que les motivations du FMI pourraient être différentes des objectifs officiels.

Selon lui, la philosophie de la thérapie de choc ne pouvait mener qu'à un désastre : « Strongly marked by the ideological bias of the "Reaganite" school in the United-States, this approach was bound to meet with the same failures as the Reaganite policies [...] » Il recommande tout au contraire une politique keynésienne et l'instauration des structures de marché avant la libération totale de l'économie. La Russie ne doit pas s'inspirer du modèle américain, mais plutôt de la Corée du Sud « which has engeneered a rapid expansion of its economy based on a strong organizing role for the government combined with a dynamic stimulation of private interests. » Le FMI est critiqué car son rôle « is not to promote systemic change, but to support policies conducive to balance-of-payments viability » et surtout l'influence occidentale doit décliner car « the program negotiated with the IMF will never be accepted by the Russian Parliament and public unless it is clearly seen to grow out of nationally chosen options. » Non seulement cette position a été ignorée, mais elle a été littéralement censurée puisque la même année, l'Exécutif russe faisait bombarder le Parlement afin de réduire à néant l'opposition à la thérapie de choc et Jakues de

13. Michel Camdessus, « La Russie a mis un coup de canif dans son contrat avec le FMI », interview de *Libération*, 31 août 1999.

14. Jakues de Groot, *Reform in Russia: Another Chance*, 1993, non publié.

Groote était renvoyé du FMI pour avoir fait circuler son mémorandum¹⁵ :

He drew fire for privately circulating a memorandum in which he questioned whether the Fund was being used by « certain intelligence circles and by some Western media », to promote the objective that « any weakness of Russia is advantageous for the West ». [...] IMF staff admitted that de Groote fell under investigation for embarrassing leaks from an IMF board meeting at which he blocked a move by the Russian director, Konstantin Kagalovskiy.

Le FMI ne tolérait qu'une seule et unique stratégie de réformes économiques. Dans ces conditions, parler de consensus et dénoncer les blocages politiques russes comme il le fait est une aberration. Boris Eltsine a été durant la décennie 1990 l'homme fort du pays et le principal instigateur de la mise en place de la thérapie de choc. Le soutien du FMI fut constant et particulièrement visible lorsqu'il risquait de perdre sa mainmise sur la politique économique de la Russie. L'ingérence du FMI dans la vie politique intérieure russe est singulièrement forte durant ces périodes. Deux exemples flagrants le démontrent. Le premier peut être trouvé lors de la crise institutionnelle qui opposait l'Exécutif au Législatif en 1993. Cet épisode est très bien résumé par MM. Reddaway et Glinsky¹⁶ :

The IMF also gave support to Yeltsin's autumn 1993 offensive against the Russian parliament. [...] In mid-September, the organization warned the Russian government that it would not disburse a promised loan tranche until Russia « returned to the path of economic reform. » In other words, the IMF and its closest US associates saw the action of the Russian parliament as an obstacle to their priorities and policies that had to be circumvented.

Le second se situe durant la période de la campagne électorale qui précède les élections présidentielles de juin-juillet 1996. Peu de temps avant ces échéances électorales, le FMI accorda un prêt de 10 milliards de dollars à la Russie (le deuxième prêt le plus important de son histoire, en termes monétaire), et Michel Camdessus de prévenir en cas de victoire du leader communiste Ziouganov : « S'ils adoptent une approche communiste, un accord serait effectivement

15. John Helmer, « The IMF and Russia – who Pays the Piper Calls the Tune », Johnson's Russia List, 17 février 1999, www.cdi.org/russia/johnson/3057.html##8.

16. Peter Reddaway et Dmitri Glinsky, *The tragedy of Russia's Reforms, Market Bolshevism Against Democracy*, United States Institute of Peace Press, Washington, DC, 2001, p. 294.

impossible et nous devons suspendre le prêt¹⁷. » La conditionnalité de ce prêt n'était pas d'ordre économique, mais bien d'ordre politique, car elle limitait la liberté de choisir un modèle différent de celui impulsé par Boris Eltsine en collaboration avec le FMI : « Ces financements sont directement liés à la mise en œuvre du programme de réforme économique élaboré par le gouvernement de Boris Eltsine¹⁸. » Or, les oligarques sont le produit de la politique économique de Boris Eltsine et aussi le principal soutien interne de ce régime. Donc le FMI a directement et fortement contribué à leur mainmise sur le pouvoir en Russie. En outre, lorsque le Fonds se désole que les réformes libérales n'aient pas été mises en œuvre, cela ne semble être que de la pure rhétorique. Au lendemain de la crise financière d'août 1998, Michel Camdessus mit en garde le gouvernement Primakov : « “des conséquences désastreuses” s'il “quitte la voie des réformes libérales de marché”¹⁹ ».

La thérapie de choc a été suffisamment bien appliquée pour que le FMI offre son appui politique et matériel au régime d'Eltsine. Même si les réformes ne sont pas « parfaites », le FMI n'est pas insatisfait de la situation. « Les objectifs que nous avons fixés sont en train d'être atteints. Une réforme est bien en cours²⁰. » Les privatisations ont été massives et rapides, l'ouverture la plus complète aux capitaux étrangers est assurée, la réduction du déficit budgétaire est une préoccupation continue des autorités, la convertibilité de la monnaie et la disparition des barrières protectionnistes caractérisent l'économie russe. La philosophie des réformes et son application concrète répondent aux vœux de la thérapie de choc. La position du FMI à l'égard de cette réalisation est donc variable : parfois il argue qu'elle a été mal appliquée et, en d'autres circonstances, il refuse au gouvernement russe la possibilité de mettre en œuvre une politique économique alternative car cela irait à l'encontre de la « voie des réformes libérales de marché ». Puisque le FMI semble satisfait de la méthode au point de la défendre sans relâche, désapprouver en public les résultats obtenus est profondément incohérent, voire malhonnête.

Le jugement sévère et extrêmement critique à l'égard du FMI émis par M. Camdessus lui-même, peu de temps après l'annonce de

17. « Russie : le FMI ne financera pas n'importe quelle politique », *La Tribune*, 28 mars 1996.

18. *Ibid.*

19. Cité par Georges Skorov, « Le changement de cap en Russie », *World Report* n° 42, 17 novembre 1998, www.inter-nat.com/v07_98/n42/04_focus2.html.

20. Michel Camdessus, « La Russie... », *op. cit.*

sa démission prochaine (devenue effective le 14 février 2000), démonte que le FMI considère avoir une part de responsabilité importante dans la crise russe : « Nous avons contribué à créer un désert institutionnel dans une culture du mensonge²¹... » Cette déclaration iconoclaste semble s'expliquer par un accroissement relatif de sa liberté de parole du fait de l'annonce de sa démission, vécue semble-t-il par lui comme une véritable libération : « C'est la première décision en douze ans que je prends de mon propre chef²². » Cela étant dit, cette liberté retrouvée semble n'avoir été que de courte durée, M. Camdessus revenant rapidement à la position officielle : « "We are convinced that our work over the last seven years has had a positive effect" Camdessus said in an advance copy of an interview in Wednesday's Die Welt newspaper²³. » Et, plus important, il ne nous explique pas les raisons de la persévérance du FMI à poursuivre la thérapie de choc.

2.2 La Russie est responsable de son malheur, mais une part de l'échec est imputable au FMI ainsi qu'au gouvernement américain

Russia failed, not because of too much capitalism, but because of government incompetence, corruption, lack of legitimacy, lack of economic skills. [...] It was because of the government of Russia's pressure and support of the Clinton administration that the IMF executive board was lobbied to allow approval of the new funds and to attempt to bail Russia out²⁴.

Le lien entre le FMI et les États-Unis est évident :

The informal influence of the U.S. become more and more visible. Indeed, official U.S. pronouncements seem at times to threaten the Fund as an arm of U.S. policy [...] Partly because of this, the IMF's own

21. *Ibid.*

22. Cité par Arnaud Zacharie, « Vers quelles institutions financières internationales ? », CADTM – Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, <http://users.skynet.be/cadtm/pages/francais/quellesifi.htm>.

23. Reuters, « IMF's Camdessus Defends Lending to Russia », (Johnson's Russia List n° 3558, 12 octobre 1999, www.cdi.org/russia/johnson/3558.html#12).

24. Ariel Cohen, témoignage devant le comité bancaire et des services financiers (traduction libre) de la Chambre des Représentants, « Statement of Dr. Ariel Cohen, Senior Policy Analyst, the Heritage Foundation », 10 septembre 1998, http://commdocs.house.gov/committees/bank/hba51201.000/hba51201_0.htm.

*credibility—admittedly, not unblemished on other fronts—has been badly dented by events in Russia*²⁵.

2.2.1 Quelles sont les explications proposées ?

Tirailé entre les intérêts du membre le plus influent en son sein et la mauvaise volonté de la Russie, le FMI n'a pas la capacité de mener à bien sa mission. Si les dirigeants russes et la population en général refusent d'entendre raison en appliquant réellement la thérapie de choc et si les États-Unis, drapés dans leur idéalisme, font la sourde oreille, il est injuste de lui faire porter la responsabilité majeure de l'échec des réformes. Les critiques que l'on est malgré tout en droit de lui adresser doivent aussi être prononcées à l'encontre des États-Unis, qui ne sont pas trop exigeants à l'égard de la Russie, mais trop conciliants. Dans ces conditions les Russes ont pu refuser d'appliquer la thérapie de choc sans en subir les conséquences de la part des bailleurs de fonds occidentaux, qui continuèrent pendant des années à financer une politique irresponsable.

La responsabilité de la situation revient en premier lieu au gouvernement russe.

*[...] it is quite difficult to blame the Fund for the shock therapy in Russia due to the fact that Russia never experienced shock therapy. [...] Certainly the main responsibility is the responsibility of the Russian authorities, first of all of the government of Mr. Chernomyrdin, which was conducting the irresponsible budget policy for five-and-a-half years.*²⁶

Ironiquement, ce constat provient d'un ancien conseiller de Victor Tchernomyrdine, redevenu conseiller économique en chef du président Poutine. La responsabilité du gouvernement russe semble patente. Les auteurs ne considèrent pas que la thérapie de choc nuise au développement de la société russe. Bien au contraire, puisque *in fine*, des réformes libérales implantées efficacement, dans le domaine bancaire par exemple, profiteront à tous :

25. Philip Hanson, « Russia : Crisis, Reform and Western Policy », The Johns Hopkins School of Advanced International Studies Russian Area and East European Studies Program, septembre 1998, p. 28, www.sais-jhu.edu/depts/res/pdfs/hanson.pdf.

26. Andrei Illarionov, témoignage devant le comité bancaire de la Chambre des Représentants, « Statement of Dr. Andrei Illarionov, Director, Institute of Economic Analysis, Moscow, and Former Chief Economic Advisor to Prime Minister Viktor Chernomyrdin », 10 septembre 1998, http://commdocs.house.gov/committees/bank/hba51201.000/hba51201_0.HTM.

The most effective thing that foreign governments and international financial institutions can do is to stop supporting both the Central Bank of Russia and attempts to reform Russian banks from within. Russia's current financial institutions have not worked and will not work well. The sooner people understand that, the better off the Russian public and taxpayers in Western countries will all be.²⁷

Les Américains utilisent à mauvais escient le FMI, ce dont profite la Russie.

« The problem with the IMF was not that it was too stringent, but that it was—under US pressure—too indulgent, especially in the early and mid-1990s²⁸. » Étant donné les enjeux, la politique étrangère américaine, empreinte d'un idéalisme inadmissible, doit être redéfinie afin de protéger les intérêts nationaux menacés par une Russie qui n'a pas fait la preuve de sa « bonne volonté ». « If Russia wants additional aid from the United-States and the West, it must act consistently as a responsible member of international community, cooperate with United-States, and reform its economy²⁹. » L'action du FMI en Russie appartient au champ des relations inter-étatiques, ce que ne semble pas comprendre l'Exécutif américain.

The Clinton Administration has attempted to decouple national security issues involving Russia and IMF assistance to that country. Officials claim that IMF lending to Russia is a strictly economic issue and should not be influenced by foreign policy and national security considerations³⁰.

Les auteurs, implicitement tout du moins, font référence à une forme de chantage russe où la menace jamais explicite de l'utilisation de son arsenal nucléaire rendrait le FMI et les autres bailleurs beaucoup moins exigeants qu'ils ne le sont vis-à-vis d'autres pays : « It is this view that lies behind the contention "we must stay engaged in Russia" If Russia's armaments were on a par with those of

-
27. Kurt Schuler et George A. Selgin, « Replacing Potemkin Capitalism Russia's Need for a Free-Market Financial System », *Policy Analysis*, n° 348, 7 juin 1999, www.cato.org/pubs/pas/pa348.pdf.
 28. Mark Kramer, « The Limits of US Influence on Russian Economic Policy », *Program on New Approaches to Russian Security Policy Memo Series*, mémo n° 173, Series Editor : Erin Powers, Harvard University, novembre 2000, www.fas.harvard.edu/~ponars/POLICY%20MEMOS/Kramer173.html.
 29. Ariel Cohen, « A New Paradigm for US-Russia Relations : Facing the Post-Cold War Reality », *The Heritage Foundation Backgrounder*, n° 1105, 6 mars 1997, p. 1, www.heritage.org/library/archives/backgrounder/bg_1105.pdf.
 30. Ariel Cohen, « Russia's Meltdown : Anatomy of the IMF Failure », *The Heritage Foundation backgrounder* n° 1228, 23 octobre 1998, www.heritage.org/library/backgrounder/bg1228.html.

Moldova, that proposition would not be heard³¹. » L'Occident ne peut tout simplement pas ignorer la Russie et cette dernière en profite pour recevoir des sommes considérables sans remplir sa part du contrat, à savoir l'instauration d'une véritable thérapie de choc.

Les prêts ne doivent pas être un préalable aux réformes, mais venir récompenser et soutenir un effort visible et concret des dirigeants russes d'appliquer la thérapie de choc et de favoriser les intérêts américains. Cela est d'autant plus impérieux que la démocratie et la prospérité économique de la Russie sont intimement liées à un « meilleur » comportement de la Russie sur le plan international.

2.2.2 Critique de ces explications

L'hostilité de la Russie à l'égard des États-Unis est le noyau central de leur analyse. Cette idée de base est fautive car la Russie post-communiste est, dans un premier temps, devenue pro-occidentale par choix :

L'objectif premier de la diplomatie russe devait être de créer des conditions favorables aux réformes économiques et politiques en cours. [...] Kozyrev [à l'époque ministre des affaires étrangères] soulignait ainsi à l'été 1992 que la Russie aspirait à « intégrer — en tant que grande puissance — la communauté des pays développés et les organisations internationales qu'ils ont fondées³².

Puis, à la suite de sa déliquescence économique, sa collaboration avec l'Ouest est devenue un non-choix :

[...] il faut surtout se rappeler les remarques de Poutine : « Le pire danger pour la Russie, c'est une politique économique inefficace. » Ce « pire danger » ne fera qu'empirer si la politique étrangère de la Russie a pour effet de lui aliéner l'Europe, le Japon ou l'Amérique du Nord. Cette réalité exercera toujours un contrôle sur la politique étrangère³³.

L'analyse est très superficielle dans le domaine économique. Elle se contente le plus souvent de blâmer la Russie, « inapte par nature » à implanter les principes de l'économie de marché. Or, la thérapie de choc s'est appliquée, comme nous l'avons vu. Pourquoi

31. Philip Hanson, « The Russian Economic Crisis and the Future of Russian Economic Reform », *Europe-Asia Studies*, vol. 51, n° 7, 1999, p. 1162.

32. Arnaud Dubien, « Russie-CEI : une hégémonie contestée », *La revue internationale et stratégique*, n° 38, juin 2000, p. 160.

33. R. P. Jakubow *et al.*, *Synthèse stratégique 2000*, Ministère de la Défense nationale du Canada, direction — analyse stratégique, division de la planification des politiques, Da Strat — compte rendu du projet 2000/18, Ottawa, septembre 2000, p. 24, www.dnd.ca/admpol/org/dg_plan/d_strat/strat_overview_2000_f.pdf

prétendre le contraire ? En outre, le FMI est critiqué pour sa faiblesse à faire respecter par les Russes les conditionnalités de ses prêts. Cette « timidité » du Fonds est difficilement défendable puisqu'il est arrivé à plusieurs reprises qu'il gèle ses crédits, lorsqu'il n'était pas satisfait de la rapidité de l'implantation des réformes.

Il convient aussi de remarquer que les conditionnalités imposées par le FMI dépassent le domaine économique et sont une véritable ingérence dans la vie politique russe³⁴. Par exemple, le prêt de 6,8 milliards de dollars discuté en octobre 1994 lors de la conférence annuelle du FMI à Madrid comportait au moins une clause secrète, que M. Tchoubais soit en charge des réformes économiques en 1995 ! La souveraineté de l'ancienne superpuissance est mise à mal de façon forte. De manière générale, l'implication des Occidentaux dans les réformes économiques en Russie est beaucoup plus profonde qu'il n'y paraît. Selon le journal *El País* du 22 janvier 1997, Jeffrey Sachs — l'un des principaux conseillers du gouvernement russe jusqu'en 1994, et professeur d'économie à Harvard — composait lui-même les décrets de Boris Eltsine concernant les réformes économiques à implanter. Lawrence Summers, lorsqu'il travaillait encore à la Banque mondiale, a envoyé une lettre à Anatoly Tchoubais lui indiquant comment réformer l'économie russe. Michel Camdessus a agi de même à l'égard du Premier ministre Tchernomyrdin. La Maison-Blanche a elle-même participé directement à cette ingérence : « President Clinton himself coached Yeltsin on several occasions about the importance of retaining such administration favorites as Chubais and former Foreign Minister Andrei Kozyrev in the government³⁵. »

Par ailleurs, le poids du FMI dans l'économie internationale lui permet de dicter ses conditions à un gouvernement *a priori* souverain, mais en grande difficulté économique. Un accord avec le Fonds est très important puisque ce dernier facilite l'obtention d'autres prêts internationaux, qu'ils soient publics ou privés. Le Fonds joue en effet le rôle de prêteur en premier ressort car ses conditionnalités sont la garantie pour les autres prêteurs du retour sur leurs investissements. Signer un accord avec le FMI est gage pour le pays d'un bon accueil auprès des autres organismes prêteurs. *A contrario*, l'échec de tout accord grève les chances de s'entendre avec le reste de la communauté financière internationale. Le

34. L'ensemble des exemples proposés sont issus de, Peter Reddaway et Dimitri Gliniski, *The Tragedy...*, *op. cit.*, p. 295-297.

35. Dimitri K. Simes, « Russia's Crisis, America's Complicity », *The National Interest*, hiver 98/99, p. 19.

rapport de force est donc en faveur du FMI et le gouvernement qui cherche à obtenir des prêts doit savoir satisfaire les exigences du Fonds.

Une anecdote est révélatrice de cette relation asymétrique : début juillet 1999, un accord est imminent entre la Russie et le FMI, afin que ce dernier reprenne ses décaissements gelés depuis août 1998. La conséquence attendue est la renégociation de la dette publique russe auprès du Club de Paris.

Une source proche du Club de Paris se laisse même aller à fixer un échéancier précis : Il est raisonnable de penser que la lettre d'intention avec le Fonds monétaire international sera signée cette semaine ; du coup, le Fonds pourrait prendre sa décision définitive le 14 ou 15 juillet. Dans ces conditions, on peut imaginer que la dette publique russe passera devant le Club de Paris dans les derniers jours de juillet³⁶.

Le lien de causalité est limpide. Egor Gaïdar, le Premier ministre qui déclencha la thérapie de choc en janvier 1992, que l'on ne peut donc soupçonner d'être un critique virulent du FMI, souligna le coût politique de ce dénouement et regretta que « la Russie se soit faite tout imposer dans cette négociation³⁷ ».

Le FMI sanctionne et félicite, tel un professeur avec un élève. Le directeur du « Département Européen II », M. John Odling-Smee s'exprime ainsi :

Why did the IMF resume lending to Russia in July 1999 (see IMF Survey, August 2, 1999, page 247) ? For the past several months Russia has been carrying out economic policies that deserve support : a cautious monetary policy, a reduction in the fiscal deficit, and progress in righting the reversals in structural reforms that occurred after August 1998. [...] The world community, through the members of this institution, has clearly expressed the view that Russia continues to deserve support as long as it is taking appropriate steps to tackle the difficult problems it faces³⁸.

Dénoncer la faiblesse du FMI et la soumission américaine aux diktats russes semble être purement et simplement ridicule.

Considérer que la thérapie de choc n'ait pu devenir réalité du fait de l'attitude scandaleuse et contre-productive du FMI et des Occidentaux est-il plus pertinent ?

36. « Russie • Le Club de Paris va geler la dette due au titre de l'Union soviétique », *La Tribune*, 5 juillet 1999.

37. *Ibid.*

38. John Odling-Smee, « Why Resume Lending ? Russia's Current Economic Policies are Deserving of IMF Support », *IMF Survey*, vol. 28, n° 7, 30 août 1999, p. 273-274.

2.3. Le FMI et les Occidentaux sont à l'origine du désastre russe

There is a very deep commitment in the Yeltsin government, starting with the president himself. This is a group absolutely committed to a key, basic, and correct idea for Russia and that is that Russia should no longer aspire to some special Russian way or special Soviet way, or should no longer try, as Gorbachev was always trying, to make socialism work. [...] So, the basic idea here is to make Russia normal—normal like Western Europe, normal like the United States and Japan—and they are fully committed to that and are acting with incredible vigour and insight into making that transformation successful³⁹.

Les conseillers économiques occidentaux de Boris Eltsine, de 1992 à 1994, défendent la thérapie de choc en critiquant sévèrement le FMI.

Lenjeu ne semble pas être pour eux uniquement de proposer les explications les plus convaincantes pour comprendre la faillite des réformes économiques. Leur réputation leur tient à cœur et ce facteur semble important pour comprendre l'articulation de leurs critiques à l'égard du FMI. Cette dimension personnelle est particulièrement claire lorsque nous mettons en parallèle le rôle que Jeffrey Sachs s'accorde dans les réformes polonaises et russes, avec son rôle effectif. En apprenant que son action en Pologne était niée, il aurait eu ce commentaire : « This is the first time I've read I *wasn't* an adviser to the Polish government⁴⁰. » Ainsi, il revendique un rôle certain dans les réformes polonaises, mais réfute une quelconque influence en ce qui concerne les changements opérés en Russie : « Advisors such as myself don't even get a bit role⁴¹. » Or, si l'on en croit le gouvernement polonais, « Professor Jeffrey Sachs of Harvard is not an economic adviser to the Polish Government. Professor Sachs [...] has no official role with the government⁴². » De plus, son rôle en Russie aurait été plus important qu'il ne l'admet,

39. Jeffrey Sachs, interviewé par Robert J. Guttman, « Harvard Economist : Jeffrey Sachs », Europe, avril 1992, p. 16.

40. D. W. Miller, « An Anthropologist Faults Academics for Offering "Misguided" Assistance to Former Soviet-Bloc Nations », *Chronicle of Higher Education*, 27 novembre 1998, www.wright.edu/~tdung/wedel.htm

41. Jeffrey Sachs, « Russia's Tumultuous Decade. An Insider Remember », *Book review Washington monthly*, mars 2000, www.washingtonmonthly.com/books/2000/0003.sachs.html

42. *Financial Times*, « Professor Jeffrey Sachs », 15 - 16 juin 1991, cité par Janine Wedel, « *Collision and collusion : The Strange Case of Western Aid to Eastern*

allant même jusqu'à rédiger les décrets signés par Boris Eltsine, comme nous l'avons évoqué.

L'attitude des conseillers économiques occidentaux en Russie a été décriée par certains universitaires (Janine Wedel notamment) et certains scandales ont terni leur image durant ces années de transition économique, ainsi que celle de l'organisme qui coordonnait leurs activités, la Harvard Institute for International Development (HIID, avec Jeffrey Sachs à sa tête)⁴³. Mais au-delà des questions de personnes, il convient de revenir à la logique des explications fournies.

2.3.1 Quelles sont les explications proposées ?

Accusée de tous les maux par nombre de chercheurs et économistes, la validité théorique de la thérapie de choc est défendue par ces économistes : « markets emerge spontaneously when economic subjects, regardless of ownership, obtain the freedom to trade and become dependent of their own profits⁴⁴ ». Plus encore, étant donné le contexte politique russe, cette stratégie était nécessaire pour parvenir à transformer la Russie en une économie capitaliste performante : « The economic strategy must take cognizance of the political context, which in our view, argues overwhelmingly for a very rapid, straightforward, and sharp program of economic reform⁴⁵. » Donc, le véritable problème n'est pas la stratégie décidée, mais le fait qu'elle n'ait pas été appliquée à la différence du cas polonais, qui lui est un succès indéniable pour ces conseillers⁴⁶. Cet échec

Europe 1989-1998 », New York, St. Martin's Press, 1998, note de bas de page n° 5 du chapitre n° 2, p. 236.

43. « The U.S. General Accounting Office, investigating HIID's activities in Russia, determined that at least two directors—Andre [sic] Shleifer and Jonathan Hay—had used their inside connections for personal profit (both were fired). », John Feffer « Containment Lite : U.S. Policy Toward Russia and its Neighbors », *Foreign policy in focus*, rapport spécial n° 3, août 1999, p. 7. www.fpif.org/pdf/reports/russia.pdf. En 2000, Andrey Shleifer a néanmoins été récompensé de l'un des prix parmi les plus prestigieux dans le domaine économique, la John Bates Clark Medal.
44. Åslund Anders, « The Russian Road to the Market », *Current History*, octobre 1995, p. 311-12.
45. David Lipton et Jeffrey Sachs, « Creating a Market Economy in Eastern Europe : The Case of Poland », *Brookings Papers on Economic Activity 1*, Washington, D.C., The Brookings Institution, 1990, p. 87, cité par, Peter Murrell, *What is Shock Therapy ? What did it do in Poland and Russia ?*, Department of Economics, University of Maryland, p. 4, www.bsos.umd.edu/econ/murrell/papers/postsov.pdf.
46. Anders Åslund, *Why has Russia's Economic Transformation been so Arduous ?*, conférence annuelle de la Banque mondiale sur le développement écono-

est imputable aussi bien aux dirigeants du G-7 qu'à ceux des institutions financières internationales.

Le fondement de la thérapie de choc est un échange : des réformes radicales en Russie contre un soutien financier occidental massif. Une division du travail s'est opérée au sein des Occidentaux : aux conseillers économiques la responsabilité de guider la réalisation de cette thérapie (en collaborant avec les hommes politiques russes), au FMI et aux gouvernements occidentaux le devoir de soutenir financièrement les réformes pour qu'elles se concrétisent. « Réformes internes et aides externes sont indissociables et complémentaires⁴⁷. » Sans financement occidental les réformes désirées ne peuvent se concrétiser⁴⁸.

Puisque le FMI était chargé d'accompagner ces réformes, la responsabilité de l'échec doit lui être imputée. Il est considéré comme dogmatique et politisé car son attitude vis-à-vis de la Russie est déterminée par la myopie qui frappe l'ensemble du monde occidental. Le résultat fut le sacrifice de la thérapie de choc : « Contrary to recent commentary, "shock therapy" did not fail in Russia. It was never tried⁴⁹. » Le tort des gouvernements occidentaux et du FMI est d'avoir réagi trop lentement aux événements de 1991-1992, qui offraient la possibilité unique de mettre en œuvre rapidement et de façon irrémédiable les réformes nécessaires à l'instauration en Russie d'un système économique calqué sur le modèle occidental.

L'argent nécessaire à la thérapie de choc n'a pas été versé à temps du fait d'un ensemble de considérations propres aux élites financières et politiques occidentales. D'une part, les élections présidentielles de 1992 auraient découragé le président-candidat Bush d'aider réellement et fortement la Russie en mue, car le peuple américain n'aurait pas approuvé une aide substantielle à l'ancien ennemi (cela souligne que, dans les mentalités tout du moins, la guerre froide n'était pas terminée). Cette méfiance héritée de qua-

mique, Washington, D.C., 28-30 avril 1999, www.worldbank.org/research/abcde/washington_11/pdfs/aslund.pdf. Ce « succès » est très discutable puisque « the two relative success stories in the region, Poland and Hungary, indicate the optimal variant of development offered by the West for the whole region. They both involve low-value-added, labour intensive production, geared to the West European export market », Peter Gowan, « The Peripheralisation of Central and Eastern Europe in the 1990s », *Labour Focus on Eastern Europe*, n° 65, 2000, p. 43.

47. Jeffrey Sachs, interviewé par Philippe Doucet, *Politique Internationale*, n° 57, automne 1992, p. 253.

48. Jeffrey Sachs, « Helping Russia : Goodwill is not Enough », *The Economist*, 21 décembre 1991 - 3 janvier 1992, p. 101-104.

49. Jeffrey Sachs, « Betrayal », *The New Republic*, vol. 210, n° 5, 31 janvier 1994, p. 14.

siment 70 ans de lutte contre l'URSS se retrouve parmi les dirigeants occidentaux. Malgré leurs discours bienveillants, ils se sont montrés incapables de dépasser leur suspicion à l'égard de leur ancien ennemi : « [...] on April 1, 1992, US President George Bush and German Federal Chancellor Helmut Kohl had declared their intent to mobilize a Western aid package of \$24 billion for Russia, but this claim was never substantiated or rendered credible⁵⁰. » D'autre part, et c'est le plus scandaleux selon les anciens conseillers économiques, le processus de réformes était inféodé aux intérêts de l'élite financière occidentale : « The West was preoccupied with securing the Soviet debt, and instead of providing money for reforms, it gave commodity credits to rent-seeking commodity traders⁵¹ » ; dans cette logique de défense des intérêts particuliers des banques et autres institutions financières occidentales, l'action du Fonds a trahi son mandat initial de favoriser l'émergence d'un capitalisme efficient en Russie : « The IMF worked mightily, and wrong-headedly, to make the world safe for these short-term money managers. The IMF bought into the investment bankers' mantra : exchange-rate stability above all else⁵². » Ces priorités du Fonds n'ont jamais changé, quelle que fut la situation russe. Lors du krach de 1998, la défense des intérêts des spéculateurs occidentaux primait avant tout :

The I.M.F. and the United States have been called in to save the ruble. This would insure that the earlier loans are repaid and that the ruble keeps its value long enough for speculators to get their money out without large losses.[...] The problem is that the I.M.F. has become the Typhoid Mary of emerging markets, spreading recessions in country after country⁵³.

Néanmoins, cet objectif constant d'œuvrer en faveur des intérêts de l'élite financière occidentale n'a pas empêché le Fonds de consacrer des sommes substantielles aux réformes russes, surtout à partir de 1995. En effet, « The IMF was considering substantial credits, and its stand-by loan in 1995 amounted to 2 percent of GDP, which gave the IMF real political weight⁵⁴ ». Mais il était trop tard, car la première phase des réformes n'étant pas assez radicale, des parasites sont apparus et gangrenèrent l'ensemble du processus,

50. Anders Åslund, *Why has Russia's Economic...*, *op. cit.*, p. 15.

51. *Ibid.*, p. 39.

52. Jeffrey Sachs, « Global Capitalism. Making it Work », *The Economist*, 12 septembre 1998, p. 24.

53. Jeffrey Sachs, « Rule of the Ruble », *The New York Times*, juin 4, 1998.

54. Anders Åslund, *Why has Russia's Economic...*, *op. cit.*, p. 15.

jusqu'à la crise d'août 1998. Ceux-ci, les oligarques et les lobbies, empêchèrent la mise en place de véritables réformes susceptibles de menacer leurs rentes de situation (cette analyse est similaire à celle développée par le Fonds). La prise de contrôle du gouvernement russe par le lobby énergétique est symptomatique de cette situation délétère pour l'application réelle de la thérapie de choc. Son représentant, Victor Chernomyrdin, fut Premier ministre de fin 1992 jusqu'au 23 mars 1998. Dans ces conditions, la thérapie n'avait aucune chance de se concrétiser. Pis encore, en soutenant les demi-réformes, le FMI est responsable de la déliquescence de la situation : quels que soient les résultats des mesures prises, le FMI est toujours là pour apporter de nouveaux prêts. Ce terreau est idéal pour le développement de la spéculation au détriment des investissements nécessaires au développement industriel et lorsque la situation devient intenable, le FMI arrive à la rescousse avec ses conditionnalités de pure forme et son argent bien réel.

Finalement, le krach de l'été 1998 a permis l'émergence d'une véritable thérapie de choc : « Ironically, the financial crash provided the shock therapy under communist aegis that the Russian reformers failed to deliver⁵⁵. » Depuis, les indicateurs économiques sont nettement meilleurs et la Russie est enfin sur le bon chemin, celui qui mène à l'efficacité économique et au bien-être social car « radical reform is socially beneficial⁵⁶ ».

2.3.2 Critique de ces explications

S'il apparaît pertinent de considérer le FMI au service des intérêts financiers des banques et des spéculateurs occidentaux, il est en revanche difficile de soutenir que la thérapie de choc n'a pas eu lieu (comme nous l'avons vu). Par ailleurs, le parallélisme opéré avec la Pologne, afin de légitimer la thérapie de choc, n'est pas acceptable. Le raisonnement est le suivant : si la thérapie de choc en Pologne est considéré comme un succès, il devrait en être de même en Russie. Puisque tel n'est pas le cas, cela signifie qu'elle a été mal implantée. Cette logique est fautive car en Pologne la thérapie de choc ne s'est pas concrétisée sur un point essentiel : la privatisation des moyens de production fut mise en œuvre de façon graduelle.

La plupart des projets d'action détaillés apparus dès le début de la transition reposaient sur deux stratégies opposées, que j'appellerai aujourd'hui

55. Anders Åslund, « Has the Financial Collapse Saved Russia ? », *Nezavisimaya Gazeta*, 28 juillet 1999.

56. Anders Åslund, « Sharp Shock Works Best », *Moscow Times*, 12 mars 1996.

d'hui la stratégie A, celle du développement organique, et la stratégie B, celle de la privatisation accélérée. [...] Bien que la Pologne ait flirté avec la stratégie B à l'occasion, elle a suivi des politiques qui s'apparentent davantage à la stratégie A. [...] L'exemple le plus navrant de l'échec de la stratégie B pourrait bien être donné par la Russie, où cette option a été appliquée sous une forme extrême⁵⁷...

De manière plus générale, les explications et les critiques semblent opportunistes. S'il est indéniable que, dès le début du processus, ils insistèrent sur la nécessité vitale d'un financement occidental massif, cela ne signifie pas pour autant que pendant longtemps le processus des réformes ne leur semblait pas satisfaisant.

The achievements of Deputy Prime Minister Chubais in privatization are astounding : 70 percent of Russia industrial enterprises have been privatized [...] A market economy has been successfully created, but people do not understand that. A major political challenge is to explain the transformation to a market economy to the population, and especially to include the workers in society. [...] The time has arrived to end discussions about the pending collapse of Russia⁵⁸.

Après le krach d'août 1998, lorsque les conséquences négatives de la transition économique se faisaient directement et profondément ressentir en Russie, le discours changea totalement. La trahison de l'esprit de la thérapie de choc devint le discours récurrent de ces conseillers économiques et le FMI leur bouc émissaire :

Many argue that Russia fared badly because its « shock therapy » reforms were too fast and too radical. But all measures show that Russia's economy is not very liberalized, and the financial collapse made it obvious that Russia's problems were actually caused by reforms that were too slow and partial. [...] in the spring of 1996 the IMF provided a \$10 billion loan program over 3 years, although the government was not committed to any reform. The political purpose of this IMF credit was obvious to everybody : helping reelect President Yeltsin in the face of a potent Communist threat. The IMF lost its economic credibility⁵⁹.

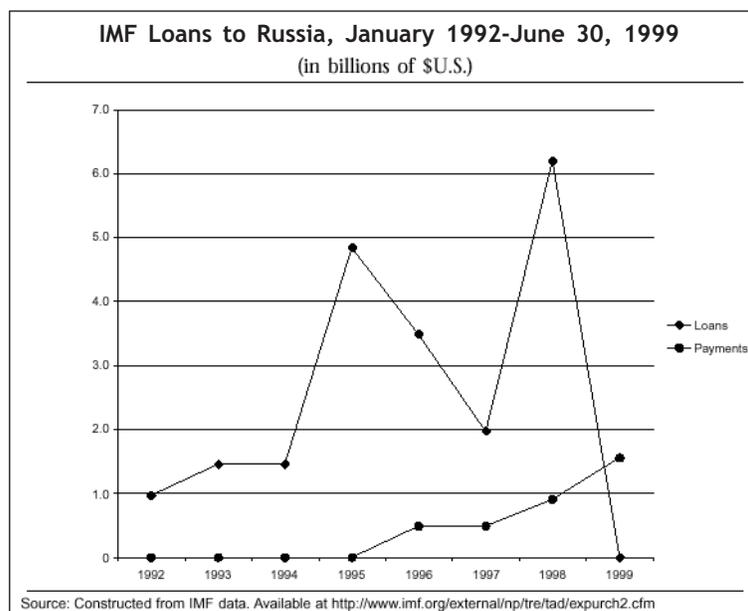
La faiblesse de l'argumentation revient en force lorsque les « bons » résultats économiques enregistrés par la Russie après le krach d'août 1998 sont assimilés à la réalisation de la thérapie de choc. Il faut garder à l'esprit que, selon ces économistes, la raison

57. János Kornai, « Le passage à la propriété privée », *Finance & Développement*, vol. 37, n° 3, septembre 2000, p. 12.

58. Anders Åslund, « Russia Success Story », *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 5, septembre/octobre 1994, p. 68 et 70-71.

59. Anders Åslund, « Russia's Collapse », *Foreign Affairs*, vol. 78, n° 5, septembre/octobre 1999, p. 64 et 71.

Graphique 2
Prêts accordés par le FMI à la Russie en milliards de dollars
(janvier 1992 - 30 juin 1999)⁶⁰



majeure de l'échec des réformes de 1992 à 1998 fut l'absence d'un soutien financier adéquat de la part des gouvernements occidentaux et du FMI. Or, depuis août 1998, les prêts accordés par le Fonds sont en chute libre et servent à rembourser la dette de la Russie à l'égard de ce même FMI. Comment expliquer que la thérapie de choc se mette enfin en place au moment même où l'argent du FMI déserte la Russie comme jamais depuis 1992 ? Cette incohérence n'est pas abordée.

Depuis quelque temps ce courant de pensée ne semble plus unifié car les deux principaux penseurs divergent grandement. Ainsi, Jeffrey Sachs semble avoir évolué au point de douter de ses propres conseils.

At a Warsaw symposium last October, Sachs stated that he was wrong about advocating mass privatization in Poland, and in miscalculating the potential for corruption in Russia. Poland was correct to ignore his advice in 1990 and put off mass privatization, Sachs said, conclu-

60. John Feffer, « Containment Lite... », *op. cit.*, p. 6.

ding—as have many others—that « it doesn't work. » In Russia, he said, the holdover state-owned firms « did less badly than I'd thought. I had thought it would be just rape and pillage—and it wasn't. » Sachs admitted that he completely underestimated « the depth of the corruption that happened with mass privatization in Russia and the Czech Republic »⁶¹.

Mais Anders Åslund continue de défendre la stratégie décidée et à considérer qu'elle n'a pu se mettre en place faute d'un financement adéquat de la part du FMI, même s'il est beaucoup moins critique à l'encontre de l'institution que son collègue.

*A profound misperception prevails that Western aid to Russia has been enormous. In fact, it has been trivial. [...] Even so, Western aid has accomplished a lot in Russia. The IMF has assisted in the Russian financial stabilization at no cost to U.S. taxpayers, and so the fund can now declare victory and go home. [...] In short, Western assistance to Russia has been an astounding success considering the paltry amounts. Rarely has so little money made such a difference. Yet, if more had been given early on, much more could have been attained*⁶².

Quelles que soient les variantes des analyses qui sont fondées sur l'idée que la thérapie de choc ne s'est pas appliquée, elles sont fausses, du simple fait que la stratégie voulue par le FMI a effectivement eu lieu. De telles analyses ne peuvent aucunement nous rendre compréhensible la persévérance du FMI dans cette voie destructrice pour le bien-être de la Russie.

Mais, considérer que le Fonds a une lourde part de responsabilité dans la terrible dépression économique russe, du fait de l'application de la thérapie de choc, ne semble pas suffisant en soi pour comprendre pourquoi le Fonds a implanté et défend depuis lors la continuité de cette stratégie.

61. Ewa Pagacz, « Bribery Culture, or the Republic of Zloties », *Bad Subjects, political education for everyday life*, n° 48, mars 2000, p. 11, <http://eserver.org/bs/48/pagacz.html>.

62. Anders Åslund, « Think Again », *Foreign Policy*, juillet/août 2001, (Johnson's Russia List n° 5329, 30 juin 2001, www.cdi.org/russia/johnson/5329.html#10).



Chapitre 3

Dogmatisme et aveuglement du FMI ruinent la bonne volonté occidentale

Introduction

Deux autres courants explicatifs développent une critique de l'action du FMI. Le premier se fonde sur une approche économique et, à cet égard, se montre le plus véhément à dénoncer la stratégie de la thérapie de choc, responsable des graves problèmes qui minent l'économie russe. Cette stratégie désastreuse et son application implacable sont dues à la rigidité intellectuelle du FMI et à son ignorance du fonctionnement concret d'une économie de marché ainsi que des conditions particulières russes. Ces raisons sont suffisantes pour qu'il soit écarté du processus de réformes économiques. Le second courant est composé de « colombes américaines ». Ici, la thèse centrale repose sur une vision fondamentalement altruiste et idéaliste de la politique étrangère des États-Unis. La mission universelle des Américains serait de promouvoir le développement socio-économique du monde entier. Par l'intermédiaire du FMI notamment, les dirigeants politiques américains cherchent à atteindre cet objectif en Russie, mais malheureusement leurs efforts sont ruinés du fait de leur ethnocentrisme et de leur aveuglement. La différence qui démarque ces courants de pensée n'est pas de nature, mais de degré, en ce sens certaines similitudes les lient. Ils ont notamment en commun de chercher à éclairer les élites politiques occidentales, considérées comme les véritables donneurs d'ordres du FMI.



3.1 La thérapie de choc était une stratégie vouée à l'échec

Il est temps, plus que temps, que l'on cesse de prétendre que la politique de stabilisation menée en Russie était la seule possible, ou la seule concevable. De même, il est temps d'arrêter de prétendre que l'on n'avait pas idée des effets pervers des politiques qui étaient menées en Russie ; d'abord parce que ces effets pervers avaient été soigneusement prévus et décrits¹.

Les auteurs rejettent la stratégie de la thérapie de choc en lui opposant une approche plus gradualiste, plus keynésienne. Ce courant alternatif existait dès avant les réformes mais n'a jamais été écouté par le FMI. En conséquence, les critiques que lui adressent ces auteurs se situent à deux niveaux. En premier lieu, ils doutent explicitement de la compétence du Fonds en matière économique ; ensuite ils perçoivent l'inébranlable volonté du FMI de poursuivre la thérapie de choc comme une marque flagrante de fanatisme, d'arrogance, de rigidité intellectuelle et souhaitent en conséquence la fin de son *leadership* ainsi qu'un changement de politique de la part de ses « maîtres », les gouvernements du G7.

3.1.1 Quelles sont les explications proposées ?

Le FMI ignore les fondements d'une économie de marché.

Joseph Stiglitz — ancien vice-président de la Banque mondiale de 1996 à novembre 1999 et prix Nobel d'économie 2001 — taxe l'institution d'ignorance profonde du fonctionnement de l'économie de marché. « I argue that the failures [de la transition économique] go deeper, to a misunderstanding of the foundations of a market economy². » Cette critique est extrêmement forte pour une institution chargée de veiller au développement harmonieux de l'économie mondiale et repose sur la prévisibilité de l'échec total de la thérapie de choc : « The failure of privatization to provide the basis of a market economy was not an accident, but a predictable consequence of the manner in which privatization occurred³. » La conséquence de la thérapie de choc est une restructuration de l'économie russe à l'opposé des objectifs recherchés : « Russia was fast

1. Jacques Sapir, *Le krach russe*, Paris, La Découverte sur le vif, 1998, p. 47.

2. Joseph Stiglitz, *Whither Reform ? Ten Years of the Transition*, conférence annuelle de la Banque mondiale, *op. cit.*, p. 1, www.worldbank.org/research/abcde/pdfs/stiglitz.pdf.

3. *Ibid.*, p. 5.

becoming an extractive economy, rather than a modern industrial economy⁴. » L'économie de marché ne repose pas sur des règles issues de la pure théorie néoclassique (dont l'application stricte a pris le nom de « consensus de Washington »), mais se construit à travers la mise en place bien concrète d'un ensemble de règles, institutionnalisées (loi sur les faillites par exemple) ou non (connaissance et acceptation par la population des règles sociales inhérentes au capitalisme), qu'une justice efficace est capable de faire respecter. Mais le FMI, arrogant, n'a pas tenu compte de l'ensemble de ces contraintes.

La certitude de détenir une science infaillible et de portée universelle l'a conduit à traiter l'aide à la Russie dans le cadre de ses instruments matériels et intellectuels habituels. La priorité a été donnée, comme ailleurs, à la lutte contre l'inflation et à la réduction à tout prix du déficit budgétaire, par l'adoption de politiques monétaires et fiscales ignorant les relations sociales et monétaires des entreprises, héritées de l'économie soviétique⁵.

Une véritable réforme en profondeur nécessite du temps — qui fut sacrifié au profit de la mise en place rapide de réformes « irréversibles ».

[...] la création de richesse ne repose pas seulement sur des incitations économiques au sens stricte, mais aussi sur des conditions institutionnelles, des compétences entrepreneuriales et des normes sociales favorables — tout un apprentissage dont les partisans de la thérapie de choc avaient sous-estimé la complexité et la longueur⁶.

L'action du FMI est animée d'une hostilité idéologique à l'encontre de l'État. Cela est à l'origine de l'erreur du FMI de confondre fins et moyens. La privatisation est un moyen d'instaurer l'économie de marché, qui elle-même est un moyen de parvenir à « the improvement of living standards and the establishments of the foundations of sustainable, equitable, and democratic development⁷ ». Or, l'État joue un rôle extrêmement important dans l'implantation souhaitable des réformes économiques comme le souligne Grzegorz W. Kolodko, ancien ministre des Finances et premier ministre adjoint de la Pologne de 1994 à 1997 :

The wrong assumptions that emerging market forces can quickly substitute the government in its role toward new institutional set up, invest-

4. Joseph Stiglitz, *Whither Reform ?...*, *op. cit.*, p. 2.

5. Jaques Sapir, « Autisme occidental en Russie », *Le Monde diplomatique*, décembre 1999, p. 10.

6. Michel Aglietta et Sandra Moatti, *Le FMI : de l'ordre monétaire aux désordres financiers*, Paris, Economica, 2000, p. 99.

7. Joseph Stiglitz, *Whither Reform ?...*, *op. cit.*, p. 3.

ment in human capital and development of infrastructure, have caused severe contraction and growing social stress. [...] during transition a great meaning has the income policy and the governments concern for equitable growth. Whereas increasing inequity is unavoidable during the initial years of transition, the state must play active role—through fiscal and social policies—to control the income dispersion⁸.

Joseph Stiglitz développe une argumentation similaire et insiste sur la construction d'un certain type de marché, notamment grâce à la gestion directe des entreprises par les salariés :

The grabbing hand theory sees the state as being irredeemably corrupt—while the private sector is viewed through rose-colored glasses. [...] It is not the first time that strong vested interests have used political processes to maintain and strengthen their economics interests. What is remarkable about this episode is that economists, who should have known better, had a hand in helping create these interests, believing somehow—in spite of the long history to the contrary—that Coasian forces would lead to efficient social outcomes. Clothing the grabbing hand in a velvet glove does not solve the underlying problem of irresponsible power, public or private. That is why I have urged a strategy of decentralization to push power down to the levels where people can use local institutions (e.g., enterprises, associations, unions, and local governments) to protect their own interests and marshal their resources to incrementally rebuild functioning institutions on a broader scale. [...] By the beginning of 1992, some ten thousand enterprises had become leasehold enterprises. Reformers who recognize that real transformation requires participation and involvement would have welcomed this reform momentum and would have helped it push all the way to full privatization. Yet the western-oriented reformers took the opposite course. In Russia, the leasing movement was stopped dead in its tracks in favor of voucher privatization⁹.

Au-delà de la Russie, l'action du FMI apparaît toujours néfaste pour le bien-être économique des pays où il intervient. Sa stratégie pour favoriser le développement économique aboutit de façon récurrente au résultat inverse. Une étude du Center for Economic and Policy Research¹⁰ (CEPR) illustre parfaitement cette critique globale. Cette recherche prend à contre-pied l'idée généralement acceptée que la « libéralisation » des économies, et donc l'ouverture

8. Grzegorz W. Kolodko, « Transition to a Market and the Post-Washington Consensus », Overseas Development Council, www.odc.org/programs/kolodko.html

9. Joseph Stiglitz, *Whither Reform ?...*, *op. cit.*, p. 21-22 et 25.

10. Mark Weisbrot, Robert Naiman et Joyce Kim, « The Emperor has no Growth : Declining Economic Growth Rates in the Era of Globalization », Center for Economic and Policy Research www.cepr.net/IMF/The_Emperor_Has_No_Growth.htm.

des frontières au commerce international, soit un facteur de croissance économique.

In Latin America, for example, GDP per capita grew by 75 % from 1960-1980, whereas in the latter period [1980-2000] it has only risen 6 %. For sub-Saharan Africa, GDP per capita grew by 36 % in the first period, while it has since fallen by 15 %. In short, there is no region of the world that the Bank or Fund can point to as having succeeded through adopting the policies that they promote—or in many cases impose—in borrowing countries. [...] If globalization and other policies promoted by the IMF and the World Bank have not led to increased growth, it becomes extremely difficult to defend these policies¹¹.

Elle critique dès lors le comportement des institutions de Bretton Woods et leur conseille d'adopter une approche différente de celle qui les caractérise depuis vingt ans.

The IMF and the World Bank should be using their enormous capacity for research to try to find out what has gone wrong. Most importantly, they should not pretend that they have the necessary expertise nor the answers to the difficult and often country-specific problems of economic growth and development, for it is clear that they do not. They could play a much more constructive role by helping to cancel the crushing, unpayable debt of the poorer countries and allowing each nation to choose its own path to economic growth and development¹².

Malheureusement, le FMI est une institution sclérosée :

[...] changing minds at the IMF was virtually impossible [...] IMF experts believe they are brighter, more educated, and less politically motivated than the economists in the countries they visit. [...] Smart people are more likely to do stupid things when they close themselves off from outside criticism and advice¹³.

Les économistes du FMI ressemblent à des « fanatiques idéologiques » qui veulent imposer leur vérité, quelles que puissent être les conséquences néfastes pour l'économie russe.

Some economic cold-warriors seem to have seen themselves on a mission to level the « evil » institutions of communism and to socially engineer in their place (using the right textbooks this time) the new, clean, and pure « textbooks institutions » of a private property market economy¹⁴.

11. *Ibid.*

12. *Ibid.*

13. Joseph Stiglitz, « What I Learned at the World Economic Crisis. The Insider », *The New Republic*, 17-24 avril 2000, www.thenewrepublic.com/041700/stiglitz041700.html.

14. *Ibid.*

Tout au contraire, une approche gradualiste s'avère nécessaire, d'autant plus que les réformes néolibérales ont considérablement fragilisé l'économie russe. Les aides occidentales doivent avoir de nouveaux objectifs : « L'argent occidental serait dépensé en Russie, à payer des salaires, à faire travailler des entreprises russes et donc créer des emplois et une demande ayant un fort effet multiplicateur¹⁵. » Ce type de prescription est résolument keynésien et sa nécessité est impérieuse depuis le krach financier de l'été 1998 : « Passer du rebond à une croissance durable implique l'adaptation aux conditions russes des principes de l'économie mixte de la France ou de l'Italie dans les années 1950 et 1960. »¹⁶

3.1.2 Critique de ces explications

La thèse des erreurs à répétition et de l'aveuglement du FMI est superficielle.

Les auteurs n'apportent pas de réelles explications permettant de comprendre l'entêtement du FMI à poursuivre la thérapie de choc peu importe les résultats socio-économiques. Jacques Sapir esquisse néanmoins quelques suggestions sans les approfondir outre-mesure :

[...] la politique suivie par les réformateurs libéraux et leurs conseillers a été soit incohérente, soit au contraire parfaitement cohérente, mais avec des objectifs cachés. [...] Si, [...] l'objectif était de détruire une grande partie de l'industrie russe, parce qu'on la considérait, à tort ou à raison, comme la base sociale des adversaires politiques du libéralisme, alors la politique d'ouverture suivie a été parfaitement adaptée¹⁷.

Mais après avoir émis l'idée que la thérapie de choc a été choisie en toute conscience de ses conséquences négatives inévitables, il préfère néanmoins fonder son jugement sur la peur et l'aveuglement. « Que ce soit par dogmatisme intellectuel, par carriérisme, par cynisme politique ou simplement par manque de courage et par crainte d'aller contre le courant dominant, des décideurs et des experts se sont lourdement fourvoyés pendant plus de cinq ans¹⁸. »

En 1999, Jacques Sapir y revient et rejette encore cette idée :

15. Jacques Sapir, « Comment aider les Russes », *Libération*, 8 septembre 1998.

16. Jacques Sapir, « Ne décevons pas la Russie convalescente », *Le Monde*, 29 juin 2001.

17. Jacques Sapir, *Le chaos russe*, Paris, La Découverte 1996, p. 103-04.

18. Jacques Sapir, *Le krach russe, op. cit.*, p. 48.

Une thèse largement répandue en Russie veut que l'attitude occidentale depuis 1991, qu'il s'agisse des politiques gouvernementales ou de celles des organisations internationales, ait visé, consciemment et délibérément, à l'affaiblissement du pays. [...] Elle est loin cependant de refléter la réalité. [...] La certitude de détenir une science infaillible et de portée universelle l'a conduit [le FMI] à traiter l'aide à la Russie dans le cadre de ses instruments matériels et intellectuels habituels¹⁹.

Les raisons avancées pour comprendre l'incapacité Fonds est inapte à rendre l'économie russe prospère (cynisme, aveuglement, incompetence du FMI...) sont difficilement compatibles entre elles, à moins que le FMI ne soit composé de personnes totalement coupées de la réalité, ce qui est difficilement envisageable. Ici le bât blesse car au-delà de la transition économique russe, cela ferait au bas mot vingt-cinq ans que le FMI se fourvoie avec des résultats négatifs pour les pays du Tiers Monde, la Russie en étant l'exemple le plus saisissant²⁰.

En vingt ans de discussion, de débats, de contestations, de contre-propositions, le FMI n'a dans les faits jamais amendé son approche ; des personnalités reconnues à travers le monde critiquent la thérapie de choc et malgré cela le FMI reste sourd. Cela ne peut s'expliquer de façon convaincante par un quelconque aveuglement du Fonds, ou pire, par l'incompétence de ce dernier. Quant au dogmatisme du Fonds, il est surfait. Les pays du G-7 cumulent 46 % des droits de vote au sein de l'institution et appuient la poursuite des réformes. Donc ils ont une part de responsabilité dans l'échec des réformes comme le soutient Jacques Sapir. Il devient nécessaire d'expliquer « l'aveuglement » des « grands dirigeants de ce monde ». En outre, jamais ils ne poursuivraient dans leur propre pays une politique économique aboutissant à une crise économique de cette ampleur, et plus impensable encore, pendant dix ans. Pourquoi désirent-ils alors que cette politique se perpétue en Russie, malgré ses coûts socio-économiques terribles, coûts que ne nie personne ?

Errare humanum est perseverare diabolicum. Puisque ces auteurs critiques écrivent que les résultats économiques de la thérapie de choc étaient prévisibles dès le départ et à ce titre prévus par plusieurs, peut-être faut-il considérer alors tout simplement que ces résultats étaient recherchés par l'Occident ; s'ils ne sont pas recherchés *en soi*, peut-être faut-il alors envisager la thérapie de choc

19. Jacques Sapir, « Autisme occidental... », *op. cit.*

20. Depuis fin 2001, l'Argentine représente néanmoins un compétiteur extrêmement sérieux.

comme un moyen pour le FMI d'atteindre certains objectifs, prioritaires mais non précisés, et que les effets socio-économiques de cette stratégie sont des conséquences secondaires non voulues — voire regrettées — mais jugées acceptables.

La mise en lumière des véritables intérêts promus par le FMI pourrait certainement expliquer le boycottage dont sont victimes ces économistes respectés et reconnus. Cela permettrait sans doute de comprendre pourquoi le FMI refuse d'écouter Joseph Stiglitz, considéré comme l'un des plus importants économistes contemporains, membre de *l'establishment* et récompensé par le prix Nobel. Or, ce courant de pensée arrête sa réflexion à la frontière de cette importante question et refuse de développer toutes autres considérations que celles appartenant au champ économique. Il est très étonnant que ces auteurs critiquent fortement l'application de la thérapie de choc tout en refusant d'aborder la question des intérêts que celle-ci promeut.

Si les économistes critiques refusent de fonder leurs explications sur le concept *d'intérêt*, les « colombes américaines » vont plus loin en excluant toute analyse qui ne tienne pas pour acquis la bonté intrinsèque des dirigeants américains à l'égard du reste du monde.

3.2 L'idéalisme américain est desservi par l'arrogance et les illusions de l'administration Clinton

The only reasonable explanation must depart from good intentions, from an initial belief that supporting the « young reform economists » would actually be in the best interest of both Russia and the West²¹.

Aucune raison n'est avancée pour légitimer cette idée d'idéalisme américain, mais il représente la pierre angulaire idéologique sur laquelle se fonde la démonstration de ces chercheurs. L'important pour eux est de se faire entendre des dirigeants américains, dont la mission messianique est d'œuvrer à la prospérité universelle (mission jamais questionnée, quels qu'en puissent être les résultats). Donc à la différence des économistes critiques, l'approche universelle des États-Unis n'est pas critiquable, à la condition que les diri-

21. Stephan Hedlund, *Russia's « Market » Economy, a Bad Case of Predatory Capitalism*, Londres, UCL Press, 1999, p. 137.

geants américains fassent preuve d'humilité en laissant la prérogative de décider de l'avenir de la Russie aux Russes. Leurs analyses se fondent sur cet équilibre entre promotion de valeurs universelles et préservation de la spécificité du local dans laquelle elles s'insèrent. Car seul le respect des spécificités peuvent assurer l'intégration des valeurs universelles promues par les États-Unis. Or, les dirigeants américains semblent avoir oublié ce point essentiel, ce qui expliquerait l'échec de la transition russe et la mauvaise utilisation du FMI qui n'est selon eux rien d'autre qu'un instrument de la politique étrangère américaine.

La responsabilité du gouvernement russe est soulignée dans cette échec, mais cela n'empêche pas de réprover l'approche occidentale et les risques que cela comporte pour la vertu américaine (« America is in grave danger of losing something equally important in Russia—its moral reputation. [...] Yeltsin may have lost Russia, but we are losing our soul there²². »).

3.2.1 Quelles sont les explications proposées ?

La bonne volonté de l'exécutif américain est ruinée par son arrogance et son aveuglement. Il ne connaît pas la Russie mais pense savoir mieux que quiconque comment doit être opérée la transition économique. Après avoir choisi de soutenir les « jeunes réformateurs », il eut la naïveté de croire que les résultats escomptés des réformes viendraient « naturellement ». Paradoxalement, selon ces auteurs, les dirigeants américains ne se font guère d'illusion sur le processus démocratique en cours en Russie, ni sur la personnalité de Boris Eltsine et n'ignorent pas les enjeux géostratégiques :

No truly government would ever have dared impose on its citizens measures as harsh as those implemented by Yeltsin. Despite this, and after the predictable backlash, the administration endorsed Yeltsin's unconstitutional dissolution of the Congress of People's Deputies in 1993, his shelling of the Russian White House [...], and his virtual imposition of a new constitution granting the Russian president almost dictatorial powers. The administration clearly gave priority to its notion of economic reform over democracy, and to Yeltsin's personal fortunes over respect for Russia' constitution—and over the obvious U.S. interest in the establishment of political checks and balances that would discourage a future Russia autocracy from returning to an aggressive foreign policy²³.

22. Stephen F. Cohen, *Failed crusade, America and the Tragedy of Post-Communist Russia*, Londres & New York, W W Norton & Company, 2000, p. 162.

23. Dimitri K. Simes, « Russia's Crisis... », *op. cit.*, p. 12.

Mais la « bonne volonté » américaine étant inextricablement au cœur de leur analyse, les contradictions qui en résultent sont considérées comme un ensemble d'erreurs de l'administration bien intentionnée. « The United States has been asleep at the switch of its aid policies toward Russia. They have been many signs of trouble, but these have been ignored by the Clinton administration²⁴... » Tout cela donne l'impression que la transition économique fut un immense gâchis, souhaité par personne, et notamment pas par le FMI (« increased lending brought the opposite of the stability the IMF desired²⁵ »).

De manière similaire aux économistes critiques, le Fonds est présenté comme une institution dogmatique qui récuse l'esprit critique en son sein. Stephen Cohen raconte une anecdote révélatrice à ce sujet : un officiel du Fonds l'appela (et souhaita garder l'anonymat) pour lui confier « you wrote what urgently needed to be said but which I and my colleagues cannot say²⁶ ». Assurer la transition économique de la Russie est une mission trop lourde pour le FMI dont la spécialité se situe uniquement au niveau macroéconomique. Or, le passage à l'économie de marché est un processus dépassant de loin la sphère macroéconomique, conséquemment, le FMI ne peut s'imposer. Il n'est donc pas le chef d'orchestre des réformes économiques (alors qu'officiellement sa mission lui donne cette responsabilité), mais il suit le rythme imposé par les États-Unis, qui eux ont une idée stéréotypée de la Russie, forgée par la guerre froide. En conséquence, ses interventions sont coûteuses et inutiles :

The latest IMF bailout [22.6 milliards de dollars en juillet 1998] of Russia represents not only a continuation but an escalation of that policy. [...] If aid had been effective, why were billions in IMF loans needed to prevent the country from falling into crisis²⁷ ?

Les résultats ne sont d'autant pas à la hauteur que les ambitions de Washington sont d'une envergure exceptionnelle : « their [les membres de l'administration Clinton] grand policy was nothing less than missionary—a virtual crusade to transform post-Communist Russia into some facsimile of the American democratic and capita-

24. Janine Wedel, « U.S. Aid to Russia : Where it all Went Wrong », témoignage devant le comité des Relations Internationales de la Chambre des Représentants, 17 septembre 1998, <http://ukar.org/wedel01.shtml>.

25. Peter Reddaway, *The Tragedy...*, *op. cit.*, p. 295.

26. Stephen Cohen, *Failed Crusade...*, *op. cit.*, p. 146.

27. Janine Wedel, « US Assistance for Market Reforms, Foreign aid Failures in Russia and the Former Soviet Bloc », *Policy Analysis*, n° 338, 22 mars 1999, p. 11-12, www.cato.org/pubs/pas/pa338.pdf.

list system²⁸ ». L'objectif américain est donc d'ériger la Russie en une « seconde Amérique ». La stratégie décidée produit des résultats non souhaités : « Its policies [de l'administration Clinton] of promoting strict monetarism and crony privatization, however, have actually frequently worked in the opposite direction by limiting economic growth and the development of a legal framework for a free but regulated market²⁹. »

L'approche simpliste des réformes à entreprendre en Russie porte un préjudice insupportable à la réussite du projet altruiste des États-Unis et, malheureusement, les généreux dirigeants américains ne tirent pas les leçons de leurs erreurs passées.

Having correctly pointed out that « successful transformation does not end with the creation of markets, » Summers called on the Russian government to do more to create a favorable investment climate [...] and to combat crime and corruption with greater determination. If, as we assume, these calls were made in good faith, they reflect a lack of understanding of the direct links between corruption, crime, and mass tax evasion, on the one hand, and the path of economic transformation chosen in 1991 by the Yeltsin regime with Western approval on the other³⁰.

Cela est d'autant plus dommageable que la volonté de ces auteurs d'éclairer les élites dirigeantes ne peut donner des résultats que dans la mesure où ces dirigeants acceptent de s'amender en toute bonne foi afin que leurs objectifs louables puissent se concrétiser.

Despite donors' good intentions, [...] the conversion of state-owned enterprises can hardly be accelerated simply by bringing in outside consultants to promote privatization. [...] The United-States and other Western nation should learn from their experiences in Russia and many of the former Soviet Bloc countries to avoid repeating their mistakes as countries of the region continue to develop³¹.

3.2.2 Critique de ces explications

Aucune preuve n'étaye leur vision d'une Amérique altruiste. Cette idée est ethnocentriste et reflète un débat interne de la vie politique américaine. Les Démocrates sont traditionnellement considérés comme interventionnistes et idéalistes, tandis que les

28. Stephen Cohen., *Failed Crusade...*, op. cit., p. 5.

29. Dimitri K. Simes, « Russia's Crisis... », op. cit., p. 18.

30. Peter Reddaway, *The Tragedy...*, op. cit., p. 291-92. Notre emphase.

31. Janine Wedel, « US Assistance... », op. cit., p. 16. Notre emphase.

Républicains sont isolationnistes et réalistes, mais cela ne signifie pas que dans les faits, la politique étrangère de l'administration Clinton soit réellement influencée par cette dichotomie, ni que cette vision soit pertinente³².

L'idéalisme américain est en fait une idée totalement ridicule, si l'on en croit l'un des « pères » de la politique étrangère américaine de l'après-guerre, George F. Kennan, qui préconise la défense des intérêts américains au détriment des bons sentiments :

[...] we have about 50 % of the world's wealth but only 6.3 % of its population. [...] Our real task in the coming period is to devise a pattern of relationships which will permit us to maintain this position of disparity without positive detriment to our national security. To do so, we will have to dispense with all sentimentality and day-dreaming ; [...] We should stop putting ourselves in the position of our brothers' keeper³³...

Ces chercheurs veulent rendre compte de la réalité tout en évitant de considérer que les objectifs des États-Unis et du FMI puissent être guidés par des intérêts autres que le désir de rendre la Russie prospère et démocratique, à l'image des États-Unis. Ce « dogmatisme idéaliste » conduit parfois à des tensions intolérables pour la cohérence de leurs analyses.

In fact, President Clinton and his advisers supported Yeltsin not only because of naïve romanticism, but also because of perfectly pragmatic—if shortsighted—calculation that he was prepared to subordinate Russian foreign policy interests to Western, and especially American, preferences to a much greater extent than the parliament or the Russian public at large. [...] American actions [...] have been seen by some as the aggressive expansion of a hostile military alliance, an attempt to restrict Russian access to key oil resource and lucrative investments, an effort to monopolize the international arms and the technology markets, [...] and, though offering assistance on conditions that prevent economic growth in Russia, a policy intended to keep the country weak and dependent upon the West. This is certainly not a fair picture of U.S. intentions³⁴...

32. Il semble au contraire que dans le domaine de la politique étrangère, la continuité dans la poursuite des intérêts américains soit fondamentalement de rigueur pour les administrations successives. Voir à ce propos les notes de bas de page n° 16 et n° 17, p. 73-74.

33. George F. Kennan, « Review of Current Trends US Foreign Policy », Policy Planning Staff /23, 24 février 1948, cité dans *The State Department Policy Planning Staff Papers*, vol. 2, Garland Publishing Inc., New York & London, 1983, p. 121-22. Ce document du NSC a été classé *top secret* pendant plusieurs décennies. Pour une explication de la nature et de la tâche du NSC, se référer à la note de bas de page n° 10, p. 74.

34. Dimitri K. Simes., « Russia's Crisis... », *op. cit.*, p. 19 et 21. Notre emphase.

Chaque fois qu'un écart est constaté entre la rhétorique officielle et les résultats des actions prises (résultats négatifs pour l'idéal démocratique et le bien-être de la population russe), les auteurs cherchent une explication qui épargne la moralité de leurs dirigeants : les soi-disant erreurs des décideurs politiques reviennent telle une litanie, qui, sous couvert de les critiquer, les absout (à l'instar de Jacques Sapir) :

The failure to attract investment and to raise tax revenues made Yeltsin uniquely dependent upon the good will of the outside world, particularly the United States, which was rightly seen as having a decisive influence over IMF lending decisions. As a result, there are now strong suspicions in Russia that Washington deliberately sought to keep it on its knees by forcing it to accept destructive economic policies. While there is no evidence that the Clinton administration was either capable or desirous of so Machiavellian a policy, senior administration officials certainly must be aware that, [...] there could be no genuine equality in the relationship between a powerful donor and a beleaguered recipient³⁵.

Les analyses de ces chercheurs sont schizoéphrènes. Leur argumentation repose sur de nombreux éléments étayés qui font légitimement douter de la volonté des États-Unis et du FMI de contribuer réellement au développement de la Russie ; mais jamais ils ne se permettent une analyse sérieuse des intérêts poursuivis par les États-Unis. Pourquoi les États-Unis voudraient-ils entretenir des relations égalitaires avec la Russie alors qu'ils peuvent dominer ce pays ? Pourquoi chercheraient-ils à promouvoir le développement économique, développement qui risquerait de nuire fortement à la puissance économique et géostratégique des États-Unis ?

Seule l'analyse marxiste interroge ces dimensions de « l'aide » du FMI et de l'Occident à la Russie.

35. *Ibid.*, p. 19. Notre emphase.





2^e partie

L'analyse marxiste





Cette deuxième partie a pour objectif, dans un premier temps, de présenter une analyse marxiste de la politique du FMI en Russie. Ensuite, nous confronterons cette analyse à la réalité russe, pour voir dans quelle mesure elle offre une explication cohérente.



Chapitre 4

Approche marxiste de l'action du FMI en Russie

Introduction

La spécificité du courant marxiste, qui en fait un courant hors du consensus idéologique, est de refuser l'idée d'un Occident altruiste, animé par la volonté désintéressée de contribuer au développement économique et social du reste du monde, Russie y compris. Le consensus idéologique dominant exclut ce courant de pensée de la gamme des approches « sérieuses », comme l'explique M. Bricmont :

Lorsqu'un historien étudie une société dans un passé lointain, mettons l'Empire romain, il essaye de relier les actions des dirigeants de l'époque à leurs intérêts économiques et politiques, ou du moins à la perception que ceux-ci en ont. Cette façon de procéder est tellement naturelle qu'il ne faut même pas la justifier. En particulier, loin de prendre les intentions avouées des dirigeants comme étant leur véritable motivation, c'est la structure « cachée » de la société (les relations de pouvoir ou les contraintes institutionnelles) mises à jour par l'historien qui permet d'analyser le discours officiel comme justification idéologique. [...] Il existe néanmoins une exception à cette attitude méthodologique générale, et c'est là que se révèle le biais idéologique : nos propres sociétés, aujourd'hui. Les choses alors changent du tout au tout. Il devient quasi obligatoire, si on veut être pris au sérieux, d'accepter les intentions proclamées de nos gouvernements comme étant les véritables ressorts de leurs actions¹.

Une approche marxiste tentera de mettre en lumière des éléments démontrant que l'objectif prioritaire du FMI n'est pas de contribuer au développement de la Russie, mais de promouvoir les

1. Jean Bricmont, « D'une mauvaise réputation... lire Noam Chomsky en France », préface de Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Marseille, Agone Éditeur, Contre-Feux, 2001, p. 11.

intérêts du G7, et particulièrement ceux des États-Unis. Par États-Unis et G7, nous entendons leurs bourgeoisies industrielle et surtout financière, et non pas le peuple au sens large de ces États. Ces intérêts économiques sont de :

1. permettre l'accès des pays riches à ses ressources naturelles (notamment les hydrocarbures),
2. empêcher la concurrence russe dans les domaines à forte valeur ajoutée,

En conséquence, les résultats recherchés sont de :

1. rendre impossible l'adoption d'une stratégie de transition autre que le capitalisme néolibéral,
2. réduire considérablement la puissance russe, tant économique que militaire, afin de consolider *ipso facto* l'hégémonie américaine.

Pour comprendre les motivations de l'intervention du FMI en Russie, il convient de préciser au préalable le fonctionnement du système économique international d'un point de vue marxiste. Nous n'aborderons que les grandes lignes utiles à notre analyse.

4.1 Approche marxiste du système économique mondial et du rôle du FMI

Poussée par le besoin de débouchés de plus en plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier².

L'économie, et plus précisément le mode de production capitaliste, joue un rôle central dans l'évolution des relations interétatiques et entre les classes sociales à l'intérieur des États. Les États sont hiérarchisés en très grande partie en fonction de leur poids économique relatif au niveau international. Le principal critère pour déterminer la place d'un État est la Division internationale du travail (DIT).

[...] le concept de division internationale du travail signifie une spécialisation relative des diverses économies nationales dans un certain nombre d'activités productives, spécialisation sur laquelle repose, du moins en partie l'échange international. La D.I.T., souligne Boukharine, résulte soit de conditions naturelles de production [...] soit de différences au niveau de la « culture », de la structure économique et donc

2. Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Paris, Éditions sociales, éd. Bilingue, 1972, p. 41, cité par Thierry Hentsch, Daniel Holly et Pierre-Yves Soucy, *Le Système mondial, rapports internationaux et relations internationales*, Matériaux/Nouvelle optique, 1983, p. 19.

du degré de développement. [...] Le commerce mondial nous renvoie au procès de production. [...] les échanges internationaux consolident et élargissent les rapports de production sur la base desquels ils se sont développés³.

Plus un État est puissant économiquement (c'est-à-dire, pour un État capitaliste, plus sa bourgeoisie nationale détient d'importants capitaux et plus la position de cette économie dans la DIT lui permet d'engendrer des profits), plus il sera en mesure de façonner les économies des autres États en fonction de ses intérêts propres. À cet égard, les États les plus significatifs sont regroupés au sein du G7; leurs bourgeoisies exerçant une grande influence au niveau politique national et international afin de défendre et de promouvoir les conditions permettant l'accroissement de leurs capitaux. Pour autant, les systèmes politiques de ces pays ne répondent pas automatiquement à ces exigences puisque l'élite politique peut poursuivre des intérêts qui lui sont propres. La classe dominante est constituée de plusieurs sous-groupes qui peuvent ponctuellement entrer en opposition les uns avec les autres, « [...] mais, dès que survient un conflit pratique où la classe tout entière est menacée, cette opposition tombe d'elle-même⁴... ». En tout état de cause, le poids de la bourgeoisie dans la société impose le respect absolu par l'État de certains intérêts fondamentaux, notamment la défense de la propriété privée et des conditions de rentabilité du capital.

La politique de libre-échange et donc d'ouverture des frontières, qui caractérise la politique étrangère américaine depuis au moins un siècle, s'inscrit dans cette logique. Selon l'élite américaine, cette ouverture des frontières doit s'imposer à tous les États, à l'exception notable des États-Unis qui se gardent dans les faits le droit et le pouvoir de contrôler l'accès à leur marché. Sous couvert de liberté économique pointe une logique de puissance où l'État dominant, de concert avec ses partenaires du G7, cherche à façonner l'économie des autres États en fonction des intérêts propres de la fraction dominante des pays riches. Cette coalition de pays dominants emploie parfois la coercition et la force militaire pour y parvenir, lorsque les moyens économiques ne suffisent pas à plier les pays tiers à cette politique.

Précisons aussi que le paysage des relations internationales est complété par un ensemble d'institutions internationales. Parmi celles-ci, certaines regroupent les acteurs étatiques ainsi que les repré-

3. Thierry Hentsch *et al.*, *Le système...*, *op. cit.*, p. 29.

4. Marx et Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1982, p. 112.

sentants de la « société civile » les plus importants (par exemple le Bureau international du travail regroupe les représentants étatiques, les représentants de la bourgeoisie — le patronat — et les représentants des classes ouvrières — les syndicats). D'autres ne regroupent que les États (le FMI appartient à cette catégorie. Plus précisément il regroupe les exécutifs de ses 183 pays membres). Ces organisations ne sont pas « neutres » politiquement, c'est-à-dire qu'elles sont des instruments permettant aux États d'engager une lutte feutrée afin d'œuvrer à la réalisation de leurs intérêts (qui peuvent coïncider avec ceux de telle ou telle classe sociale).

Les relations internationales représentent un immense champ de luttes d'intérêts entre les différents États et les différentes classes sociales. L'enjeu de cette lutte peut être d'ordre économique, idéologique ou géopolitique et, le plus souvent, est un mélange des trois. Cette vision est très large mais elle nous offre des points de repère suffisants pour analyser l'action du FMI en Russie.

Au préalable, il convient d'expliquer les rapports de force au sein du Fonds ainsi que son rôle *en général*, c'est-à-dire comprendre ses objectifs liés à son tournant néolibéral de la décennie 1970. Ce détour est indispensable et éclairant puisque la politique économique du Fonds en Russie est une version d'un Plan d'Ajustement Structurel — PAS — (rebaptisé « thérapie de choc »). Cette stratégie fut promue par le Fonds dans une centaine de pays depuis 20 ans. Or, en 1990, une étude du FMI ne tranche pas la question de savoir si les PAS sont bénéfiques pour les pays qui l'appliquent et si sa « philosophie » est pertinente.

Although there have been a number of studies on the subject over the past decade, one cannot say with certainty whether programs have « worked » or not. [...] One further point to note in discussing the growth effects of programs is that there is a presumption, supported by limited empirical evidence, that the restoration of macroeconomic stability—which Fund policies primarily aim for—will itself have a beneficial effect on long-run economic growth. [...] macroeconomic policies are judged by the effects they have on investment (and savings), with the argument being that policies that have a favourable effect on investment are good for growth. However, growth is a multifaceted process involving many factors other than physical investment, and it is not clear precisely how macroeconomic policies will affect variables such as the growth of the labor force, changes in the efficiency of investment, technological developments, and changes in human capital, all of which are important determinants of growth⁵.

5. Moshin S. Khan, « The Macroeconomic Effects of Fund-Supported Adjustment Programs », *IMF Staff Papers*, vol. 37, n° 2, juin 1990, p. 196 et 218.

Pour comprendre pourquoi les PAS se sont généralisés et servent de cadre général à l'étude du FMI de l'économie soviétique datée de 1991 peut-être faut-il sortir du champ strictement économique et s'intéresser à la répartition des rapports de force en son sein.

Le Fonds est dominé par les États riches, et plus particulièrement les États-Unis.

Le FMI est composé de 183 pays membres et les droits de vote de ces derniers sont proportionnels à leur quote-part. Cela signifie que les États membres sont hiérarchisés en fonction de leur capacité économique. Plus les États sont riches, plus ils sont en mesure de fournir leur devise au Fonds, plus leur influence est importante. Cette logique est renforcée par le fait que plus un pays est économiquement puissant, plus sa devise sera utilisée dans les échanges internationaux et donc sera empruntée en priorité par les pays qui font appel aux ressources du Fonds.

Les États-Unis, de loin les premiers bailleurs de fonds, détiennent 17,5 % des droits de vote. Ce système leur confère un droit de veto sur l'évolution du FMI puisque « la majorité de quatre-vingt-cinq pour cent du nombre total de voix attribuées est requise pour un changement dans le principe de l'établissement de la valeur ou un changement fondamental dans l'application du principe en vigueur⁶ ». Il en va de même pour les décisions prises par le Fonds d'allouer ou d'annuler des droits de tirage spéciaux (article XIII, section 4d). Les droits de vote détenus par les Américains sont donc stratégiques pour le fonctionnement du FMI. Le système apparaît d'autant plus inégalitaire lorsqu'on totalise les pourcentages de droit de vote des pays du G7 (46,3 %), ce qui signifie que 176 pays se partagent les 53,7 % restants⁷. Surtout le principe d'inégalité se manifeste dans chaque orientation ou décision du Fonds :

Au FMI [...], même dans le cas de décisions et d'orientation concernant des problèmes aussi généraux que les réformes du système monétaire international ou les politiques d'ajustement des pays débiteurs, c'est un principe d'inégalité qui s'applique puisque la même pondération des voix préside à la constitution des différentes instances du Fonds et à leur prise de décision quelle que soit la nature des problèmes débattus⁸.

6. Article 15, section 2 des statuts du FMI.

7. www.imf.org/external/np/sec/memdir/members.htm.

8. Marie-France L'Héritau, *Le Fonds Monétaire International et les pays du Tiers Monde*, Paris, Presses Universitaires de France, I.E.D.E.S.-Collection Tiers Monde, 2^e édition, 1990, p. 16.

Cette inégalité a un impact réel sur l'action du FMI puisque les membres du bureau exécutif cherchent à favoriser les intérêts de leur pays d'origine, car « [...] each country's representative of the Fund's executive board is appointed by his or her home government (Treasury in the case of the United States)⁹ ».

Nous pouvons en conclure que les États-Unis cherchent à faire coïncider l'action du Fonds avec leurs intérêts propres (comme les autres États) ; simplement leur capacité à parvenir à ce résultat est démultipliée du fait de leur poids sans égal. En d'autres termes, les États-Unis dominent le FMI. Cette domination est renforcée par la complicité des autres pays développés qui soutiennent ce système. Cela ne signifie pas qu'il n'y a jamais de désaccords entre les pays, mais ces tensions sont ponctuelles et ne remettent pas en cause l'orientation du FMI, axée sur les principes économiques néolibéraux établis au cours de la décennie 1970.

4.2 De Bretton Woods à la crise de la dette

Pour comprendre la politique monétariste préconisée par le FMI à partir de la fin des années 1970, il convient d'évoquer la stratégie de modernisation mise en place par les pays du Tiers monde durant la période de décolonisation de l'après-guerre, et de comprendre pourquoi cette politique a abouti à un échec.

La faillite de la stratégie de l'industrialisation des pays du Tiers monde.

Les accords de Bretton Woods signés en 1944 fondent l'architecture des relations économiques internationales des pays qui acceptent la *Pax Americana*. Le dollar américain, indexé sur l'or, sert de devise internationale. La fluctuation des devises les unes par rapport aux autres est plafonnée, donc le jeu du marché est limité. L'objectif central de ce système est de promouvoir le développement économique et social dans un cadre capitaliste. Cette stratégie répondait à l'exigence de la perpétuation de la domination américaine sur le monde capitaliste : face à la menace que faisait peser l'existence de l'URSS sur leur emprise (ainsi que les mouvements révolutionnaires), les Américains ont favorisé un certain type de développement économique pour les pays en voie de développement, mais sous leur férule, pour éviter qu'ils ne soient tentés de

9. Strom C. Thacker, « The High Politics of IMF Lending », *World Politics*, vol. 52, octobre 1999, p. 41.

rejoindre le camp adverse. Cette politique économique, préconisée jusqu'à la décennie 1970, est celle prônée par, entre autres, Rostow (économiste américain, il travailla pour le département d'État sous Kennedy et fut conseiller de McNamara lors de la guerre du Viêt-nam). Il s'agit d'une vision linéaire et positiviste du développement des pays, qui s'inscrit dans un schéma universel conduisant toute société au stade ultime, la société de consommation de masse. Pour cela, la priorité est pour les pays de disposer de suffisamment de capitaux afin de développer une industrie nationale.

Dans cette perspective, les pays en développement sont incités à s'endetter auprès des institutions financières et bancaires des pays développés. Pendant plus de vingt ans, cette logique se trouvera renforcée par la situation économique internationale, comme l'explique en 1983 Elinor Constable, alors secrétaire d'État adjoint :

Our policy did not focus on the need to adjust. Rather, our primary concern was the encouragement of efficient « recycling » of the OPEC surplus—a euphemism for the assurance that countries would be able to borrow as much as the needed. The incitative to borrow rather to adjust was strong¹⁰...

Les bénéfices de cette industrialisation devaient être suffisants pour rembourser les dettes. À l'époque, ces prêts étaient bon marché puisque l'inflation internationale était forte, ce qui assurait « la dévalorisation systématique des dettes, directement sur les amortissements, indirectement par le maintien des taux d'intérêts réels négatifs¹¹ ». Néanmoins, leur situation était précaire puisque :

[...] la bancarisation croissante de la dette entraîne automatiquement une augmentation progressive du service. Pour un même montant de dette, le fait qu'elle soit d'origine bancaire oblige à payer un taux d'intérêt double de celui correspondant à un crédit d'origine public ou multilatéral. À cet écart absolu entre les taux d'intérêts nominaux, il faut en outre ajouter que les intérêts des crédits d'origine bancaire tendent à augmenter beaucoup plus rapidement. Par ailleurs, en ce qui concerne leur amortissement, la bancarisation comporte une réduction des délais de remboursement avec comme résultat une augmentation additionnelle des services annuels. [...] On est donc en présence d'un véritable *enchaînement pervers*¹².

10. Témoignage de Elinor Constable à la Chambre des Représentants, International Bank Lending (Washington, DC, 1983), p. 58, cité par Peter Gowan, *The Global Gamble, Washington's Faustian Bid for World Dominance*, Londres & New York, Verso, 1999, p. 48.

11. Carlos Ominami, *Le Tiers Monde dans la crise, essai sur les transformations des rapports Nord-Sud*, Paris, Éditions La Découverte, 1986, p. 103.

12. *Ibid.*, p. 103-104.

Il suffit d'un brusque changement de conjoncture pour que rapidement ces pays ne puissent plus faire face au remboursement du capital et des intérêts. Ce brusque changement fut mis en œuvre par les Américains durant la décennie 1970.

La fin de Bretton Woods et ses conséquences pour les États-Unis et les pays du Tiers monde.

Des changements radicaux dans la stratégie américaine contribuèrent fortement à la faillite de la politique de développement des pays du Tiers monde et à leur soumission à l'orthodoxie monétariste néolibérale. En 1973, le président Nixon rompt avec le système de Bretton Woods en mettant fin à l'encrage du dollar sur l'or. Les déficits chroniques de la balance des paiements (notamment dus à la guerre au Viêt-nam) auxquels les États-Unis devaient faire face les ont conduit à respecter les règles définies en 1944 ou les abolir.

[...] either the US could undertake the necessary economic adjustments to bring its deficit under control—cutting back on external military expenditure and reducing imports, perhaps through domestic deflation—or it could devalue the dollar against gold [...] But the Nixon administration was not prepared to take either of these steps: it preferred to break up the Bretton Woods regime instead¹³.

En abolissant le système de Bretton Woods les États-Unis gagnent une autonomie beaucoup plus importante vis-à-vis du reste du monde. Dès lors, ils adoptent une politique économique fondée sur l'unilatéralisme, sans tenir compte des effets potentiellement néfastes pour les économies très fragiles des pays en voie de développement. À cet égard, en 1979, la décision du directeur de la Réserve fédérale, Paul Volker, d'augmenter les taux d'intérêts aux États-Unis pour lutter notamment contre la dépréciation continue du dollar (1/4 de sa valeur face au mark et au yen entre 1975 et 1979), est symptomatique de cette nouvelle approche. Si elle fut bénéfique pour la puissance économique américaine, elle eut — à l'image des vases communicants — un effet désastreux pour les pays en voie de développement : « Pour les pays du Tiers Monde, cela a impliqué, à stock de dette constant, un triplement des charges à rembourser¹⁴... »

Dans cette situation, l'effet boule de neige est inévitable pour ces pays très endettés. Par effet boule de neige, nous entendons l'accumulation d'emprunts stériles servant uniquement à rembour-

13. Peter Gowan, *The Global Gamble...*, *op. cit.*, p. 17.

14. Éric Toussaint, *La bourse ou la vie, la finance contre les peuples*, Paris/Bruxelles, Éditions Syllepse/CETIM, 2^e édition actualisée, 1999, p. 125.

ser les dettes antérieures, et conséquemment une hausse intolérable de l'endettement qu'ils ne peuvent assumer. Cet engrenage s'avère mortel pour le système financier international car si l'impossibilité de rembourser devient générale dans les pays du Tiers monde, les banques du Nord feront faillite. La crise de la dette, qui éclate en août 1982 lorsque le Mexique annonce qu'il n'est pas en mesure de faire face à ses obligations financières, est porteuse de ce risque. La politique monétariste mise en place par le FMI (parmi d'autres : Banque mondiale, Club de Paris, Club de Londres notamment) fut la réponse à ce risque de crise généralisée ; ce fut aussi une occasion de réaffirmer la domination occidentale sur les pays en développement. Les banques du Nord acceptent de renégocier l'échéance des dettes en échange de la mise en place d'une politique économique axée irrémédiablement sur le remboursement du capital et des intérêts de la dette, même si cette priorité absolue grève le budget de l'État au point de fortement négliger la santé, l'éducation, la sécurité sociale au sens large. À la même époque, le FMI devient un acteur central dans ce processus de restructuration néolibérale des économies des pays en voie de développement, en tant que prêteur en premier ressort :

[...] dans tous les cas de renégociation globale de la dette bancaire, sauf celui du Nicaragua, l'accord final fut signé après qu'un accord de confirmation, ou une facilité de financement élargie, eut été accepté par le Fonds. [...] Puis ce « bulletin de notes » décerné par le professeur FMI à l'élève gouvernement débiteur est remis par ce dernier aux banques... qui décernent la « récompense » promise¹⁵.

Cette période amorcée à la fin des années 1970 correspond à un *saut qualitatif* pour le Fonds : il passe d'une politique de conditionnalités axées sur la *stabilisation* des pays du Tiers monde à une vision d'*ajustement* de ces derniers. « En ce sens, à des interventions ponctuelles du FMI, pouvant s'analyser comme des coups de pouce à la *conjoncture*, se substitue actuellement une emprise généralisée et normalisatrice, créatrice de *structures*¹⁶. »

Marie-France l'Héritau parle de « trois piliers du modèle¹⁷ » : ouverture des frontières afin que chaque pays se spécialise « dans les productions dans lesquelles il dispose d'une dotation de facteurs favorables, et à cet effet d'ouvrir ses frontières pour que le jeu du

15. Marie-France l'Héritau, « Endettement et ajustement structurel : la nouvelle canonniers », *Revue Tiers Monde*, vol. XXVIII, n° 91, juillet-septembre 1982, p. 522-523.

16. *Ibid.*, p. 528.

17. *Ibid.*, p. 529.

marché impose cette spécialisation. » Le FMI promet donc la théorie de l'avantage comparatif développée par Ricardo. Le deuxième pilier est « le niveau de *la demande globale* jugée responsable à la fois de l'inflation et du déficit de la balance des paiements ». Le FMI veut à cet égard lutter contre une trop forte création monétaire en limitant les crédits et en réduisant la demande intérieure. Il s'agit de geler ou baisser les salaires ainsi que les dépenses publiques. Enfin le troisième pilier est totalement idéologique, à savoir l'affirmation non étayée de la supériorité du secteur privé dont l'action est motivée, dans un contexte de concurrence, par la recherche du profit, par rapport à une économie plus étatique centrée sur l'idée de service public et de redistribution sociale de la richesse.

L'ajustement structurel comme paradigme incontournable.

Détaillons brièvement les fondements de la politique dite d'ajustement structurel :

- Coupures budgétaires afin de résoudre les problèmes des déficits de la balance des paiements.
- Politique de crédit stricte afin de lutter contre l'inflation à sa source.
- Réduire la dépense des gouvernements en mettant fin à la subvention de certains biens et services.
- Privatisations et dérégulations massives afin que le développement de la société se réalise en fonctions des impératifs du marché, grâce au retrait de l'État de la sphère économique.
- Augmentation du prix des biens et services fournis par les pouvoirs publics afin de financer les déficits.
- Perte de contrôle du gouvernement sur les taux d'intérêts, au profit du marché, pour l'empêcher de réduire artificiellement le poids de la dette en décidant de réduire les taux. En outre, une politique de taux bas « weakens the balance of payments by encouraging capital outflow or discouraging capital inflow¹⁸ ».
- Ouverture de l'économie au marché mondial pour permettre à « la vérité des prix » de s'exprimer, selon la loi de l'offre et de la demande. Cette ouverture est généralement accompagnée d'une dévaluation de la monnaie pour rendre les exportations compétitives et limiter les importations (en réduisant le pouvoir d'achat de la population).

18. John Loxley, *Debt and Disorder, External Financing for Development*, Boulder, Westview Press/North-South Institute, 1986, p. 27.

Les PAS annoncent donc la consécration d'un nouveau modèle économique international considéré par la littérature marxiste comme une forme de néo-impérialisme. Les relations sont totalement asymétriques puisque les pays du Tiers monde doivent sans cesse s'adapter à l'évolution des économies des pays développés. Cette relation d'inégalité extrême est néfaste pour le développement socio-économique des pays pauvres, mais assure des profits, et souvent des sur-profits, aux capitaux originaires des pays riches. Les restrictions budgétaires, les privatisations et la déréglementation, la politique de crédits stricts, l'ouverture la plus large possible du pays à la compétition internationale redéfinissent leur économie en fonction des besoins des économies du G7 : les pays doivent exporter en se spécialisant dans certains domaines. Puisqu'ils n'ont pas les moyens de développer leur industrie de transformation ou de la protéger le cas échéant, ils se tournent principalement vers l'extraction et l'exportation de matières premières. Leurs clients sont tout d'abord les pays riches, c'est-à-dire un nombre restreint de pays. Grâce à la disparition de l'URSS, ce système d'exploitation put se développer beaucoup plus facilement et s'imposer dans les territoires jusqu'ici interdit au capitalisme, dans les pays d'Europe centrale et orientale, notamment en Russie.

Ce système donne la primauté aux marchés financiers.

Le rôle central est accordé aux deux plus importants, Wall Street et la City de Londres. C'est pourquoi l'analyse marxiste assimile en priorité les intérêts promus par les politiques économiques des pays développés à ceux de leur bourgeoisie financière, avec en premier lieu la bourgeoisie financière américaine.

And it is important to note how the two poles of the system—the dollar and Wall-Street—have reinforced each other. First, we can see how the new centrality of the dollar turned people towards Wall Street for finance. Because the dollar has been the dominant world currency, the great majority of states would want to hold the great bulk of their foreign currency reserve in dollars, placing them within the American financial system (or in London). [...] thus, the dollar's role greatly boosted the size and turnover in the Anglo-American financial markets. [...] Thus the size and depth of the US financial markets and the growing strength of US financial operators acts as an attraction for people to place their funds at the centre of the dollar area or to raise funds in that centre. In this way, the strength of Wall Street has reinforced the dominance of the dollar as an international currency¹⁹.

19. Peter Gowan, *The Global Gamble...*, op. cit., p. 24-25.

Peter Gowan parle de « Dollar Wall-Street Regime » (DWSR) pour qualifier l'actuel système économique international. Ce DWSR accorde un rôle significatif au FMI, en charge de défendre la viabilité du système dans son ensemble. Dans ce contexte, le Fonds a généralisé les PAS à travers le Tiers monde puisque grâce à eux, « Washington discovered that when its international financial operators reached the point of insolvency through their international activities, they could be bailed out by the populations of the borrower countries at almost no significant cost to the US economy²⁰. »

Depuis plus de vingt ans, le FMI s'assure que le pays débiteur sera en mesure de rembourser les dettes tierces contractées auprès des banquiers et financiers internationaux (surtout occidentaux) en respectant une politique économique néolibérale.

[By] defending the integrity of the international financial system, the IMF was defending a system of US exploitation of the DWSR. [...] The IMF was not acting as a public authority above all states but as a public authority for transmitting the policy of the states controlling it—which meant, above all, the USA—into the states in varying degrees of crisis as a result of the regime's operations²¹.

Le rôle du FMI est souvent comparé à celui d'un gendarme, chargé de faire respecter les règles du système économique international. En nous fondant sur cette représentation, nous percevons les objectifs recherchés en Russie.

Quel type de capitalisme le FMI cherche-t-il à implanter en Russie ?

Le FMI a toujours défendu la thérapie de choc en Russie. Ceci revient à dire qu'il a toujours empêché la mise en place d'une politique économique alternative. Or, d'une part, comme nous l'avons vu, la transition vers le capitalisme n'impliquait pas automatiquement la mise en place des réformes radicales voulues par le Fonds, mais aurait pu prendre la forme moins spectaculaire préconisée par, entre autres, Jacques Sapir et Joseph Stiglitz. D'autre part, cette transition économique aurait pu être autre que de type capitaliste ; elle aurait pu se réaliser dans un contexte de démocratisation de l'économie planifiée fondée sur la socialisation des moyens de production. Notre objectif n'est pas d'approfondir cette réflexion, mais simplement d'indiquer que plusieurs stratégies étaient possibles. Le fait que cette possibilité n'apparaisse jamais démontre amplement que la transition économique répond avant tout à des critères politiques. Cela signifie que la volonté avouée par le Fonds de rendre

20. *Ibid.*, p. 29.

21. *Ibid.*, p. 42-43.

les réformes décidées irréversibles (objectif antidémocratique dans son essence même), exclut irrévocablement toute stratégie non capitaliste et veut rendre définitif *un certain type* de capitalisme, quelles qu'en soient les souffrances pour le peuple russe.

L'approche du FMI qui prévaut dans les pays du Tiers Monde étant fortement similaire à celle qui fonde ses recommandations et objectifs en Russie, il semble logique que les résultats soient identiques ou pire. En effet, dans le Tiers monde, la politique néolibérale bloque le développement des industries à haute valeur ajoutée des pays²². En Russie cette politique les détruit, entraînant le pays dans le sous-développement. Parmi tant d'autres, Jacques Nagels²³ avait prévu dès le début que la stratégie du FMI aboutirait à cette désindustrialisation et à la dépendance de l'économie russe à l'égard des économies développées.

Selon l'optique marxiste, le bilan des réformes russes serait globalement très positif pour les économies des pays riches. Grâce à l'application de la stratégie préconisée par le FMI, les pays développés ont établi un accès libre à une nouvelle et très importante source de matières premières, tout en éliminant un concurrent potentiel dans les domaines à forte valeur ajoutée ; la fin d'un système alternatif au capitalisme est irrévocable ; la profonde crise traversée par la Russie étend la domination occidentale à de nouveaux territoires et l'approfondit là où elle s'exerçait auparavant. Ce développement important de la puissance de l'Occident (et surtout des États-Unis) fut possible en partie du fait du déclin militaire de la Russie, qui était un objectif en soi. Le quasi-effondrement de l'armée russe (moins de conscrits, moins de matériels et surtout moins d'investissements dans la production et l'acquisition d'armes) fut voulu par le FMI — son étude de 1991 est explicite²⁴ ; la crise économique terrible issue de la thérapie de choc a entretenu cette tendance au déclin de la puissance russe, et a contribué *ipso facto* à la montée en puissance des États-Unis, qui ont donc une marge de manœuvre plus importante pour intervenir militairement à l'étranger.

Cette analyse doit maintenant faire face à une vérification concrète afin de déterminer dans quelle mesure elle est vraiment

22. Mark Weisbrot *et al.*, « The Emperor has no Growth... », *op. cit.*

23. Jacques Nagels, *La tiers-mondisation de l'ex-URSS ?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, comprendre le progrès, 1993. Voir aussi J. Sapir, *op. cit.*

24. « Des coupes plus sensibles devraient être opérées dans les dépenses les moins prioritaires, à savoir [...] les dépenses militaires [...] », FMI *et al.*, *L'économie...*, *op. cit.*, p. 48.



cohérente avec les faits connus qui ont cours en Russie et dans quelle mesure elle formule une explication adéquate des motifs réels de l'intervention du FMI en Russie.



Chapitre 5

Confrontation de l'approche marxiste avec la réalité de la Russie eltsinienne

Introduction

L'objectif du FMI fut d'intégrer la Russie, pays très industrialisé avant les réformes, dans le système mondial par le bas et de contribuer à réduire sa puissance géostratégique afin que s'étende la prééminence occidentale. Cela signifie que le FMI voulait tiers-mondiser la Russie.

5.1 Les conséquences géostratégiques de la thérapie de choc

Avec la disparition de l'URSS, la Russie a perdu son statut de superpuissance. Les États-Unis ont très rapidement voulu tirer profit de cette nouvelle donne des relations internationales puisque, selon la « doctrine Wolfowitz », l'hégémonie américaine doit se perpétuer¹. Ce mémorandum secret du Pentagone, officiellement appelé « Defense Planning Guidance for the 1994-99 fiscal years. » a fait l'objet de *fuites* dans la presse. Les extraits publiés explicitent les objectifs à atteindre par le gouvernement américain. Ce document fit scandale aux États-Unis, parce que son contenu heurtait la bonne conscience américaine ; en conséquence, la version finale dut être révisée. Ses objectifs étaient de demeurer l'unique superpuissance, d'instaurer un ordre mondial qui perpétue son hégémonie :

1. À l'époque, M. Wolfowitz était secrétaire adjoint à la Défense américaine, sous l'administration de George Bush père.

Our first objective is to prevent the re-emergence of a new rival, either on the territory of the former Soviet Union or elsewhere, that poses the threat on the order of that posed formerly by the Soviet Union. [...] The US must show the leadership necessary to establish and protect a new order that holds the promise of convincing potential competitors that they need not aspire to a greater role or pursue a more aggressive posture to protect their legitimate interests. In non-defense areas, we must account sufficiently for the interests of the advanced industrial nations to discourage them from challenging our leadership or seeking to overturn the established political and economic order. [...] democratic change in Russia is not irreversible, and that despite its current travails, Russia will remain the strongest military power in Eurasia and the only power in the World with the capability of destroying the United States².

Les révisions apportées afin de mettre un terme aux critiques semblent être de pure façade : « For instance, the new document drops the claim of an allied “victory” over the Soviet Union [...] Instead, the new draft characterizes as a “great success” the overall discrediting of Communism as an ideology and the collapse of the Soviet empire³. » La Russie est toujours perçue comme un ennemi potentiel. Des scénarii d'entrée en guerre des États-Unis sont élaborés par le Pentagone ; parmi eux la défense de la Lituanie ou de la Pologne en cas d'invasion russe. La défiance à l'égard de la Russie est de rigueur et, dans tous les cas, il n'est pas prévu de lui accorder le statut de puissance militaire ou économique.

Ce qui profite à la puissance américaine nuit fortement à celle de la Russie. Au lieu de la combattre, la thérapie de choc appliquée par le régime Eltsine a intensifié de façon incroyable la crise soviétique, avec des résultats structurels désastreux dont le pays aura beaucoup de mal à se remettre. Selon Joseph Stiglitz, le PNB de la Russie postcommuniste atteindra celui qui aurait dû être le sien en 2000, si son économie avait eu un taux de croissance identique à celui de la période soviétique, aux environs de 2220 (soit environ 220 années perdues)⁴. La déliquescence du pays est reconnue aux plus hauts échelons du pouvoir :

President Boris Yeltsin has signed Russia's first post-Soviet national security « concept », which describes a badly weakened state in which

2. Patrick E. Tyler, « Pentagon Drops Goal of Blocking New Superpowers », *The New York Times*, 24 mai 1992.
3. Barton Gellman, « Keeping the US First ; Pentagon would Preclude a Rival Superpower », *The Washington Post*, 11 mars 1992.
4. Joseph Stiglitz, « Lessons and Challenges in Transition », séminaire, 22 septembre, 2000, figure 2c, p. 8, www.cnb.cz/_mvztahy/pdf/mmf_stiglitz.pdf.

the chief threats are internal economic chaos, ethnic and regional strains, and social polarization of Russian society.

The 37-page document, a copy of which was obtained today, offers a marked contrast to the global ambitions of the Soviet Union. It is largely inward-looking, acknowledging a host of problems bedeviling Russia, including the efforts of criminals to infiltrate the government, the prospect that Russia may not hold together as a single federation and concerns that many stretches of Russia's borders are unguarded.

La Russie a perdu son influence dans les éléments essentiels de la puissance. Dans le domaine militaire, sa force repose uniquement sur son arsenal nucléaire ; au niveau économique, la Russie est un nain et, concernant le domaine culturel, elle n'est pas présente sur la scène mondiale bien que dotée de nombreux artistes et intellectuels. « Alors que "l'hégémonie américaine se manifeste sur tous les plans : l'économie, le commerce, la technologie, la capacité d'invention, l'armement, la diplomatie, la langue, les images, la technologie de l'information", la Russie n'est pas un pôle d'attraction⁶. » Son seul véritable atout semble résider dans sa faiblesse même.

Un historien russe, Vladislav Zubok, a souligné dès 1992 que sa stratégie en matière de politique étrangère consistait à en jouer. [Le Kremlin] a défini une politique étrangère qui est une « tyrannie du faible », mettant en place une coopération avec le monde occidental en projetant l'image d'une Russie dangereusement faible qui, sans aide extérieure, exporterait ses problèmes à l'étranger⁷.

La thérapie de choc a eu pour conséquence générale d'accroître durablement et profondément l'affaiblissement de la Russie au niveau international. Par leur soutien sans équivoque à cette thérapie de choc, les États-Unis ont-ils délibérément recherché ce résultat ? La réponse n'est pas univoque, mais certains documents bien antérieurs à la « doctrine Wolfowitz » font douter de la volonté officielle d'aider la Russie à se développer.

5. David Hoffman, « Russia Draws Bleak Picture Of Its Security », *Washington Post Foreign Service*, 25 décembre 1997, p. A29, www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/longterm/russiagov/stories/security122597.htm.
6. Anne de Tinguy, « La Russie entre puissance et impuissance », *La revue internationale et stratégique*, été 2000, p. 217. La citation provient de Josef Joffé, « How America does it », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 1997, vol. 76, n° 5, p. 24.
7. *Ibid.*, p. 218.

La place réservée par les États-Unis à la Russie en fait une puissance de second ordre.

La transition économique opérée par le régime Eltsine à partir de 1991-92 fut possible du fait de la chute du régime soviétique. L'importance historique de cet événement ne semble pas suffisamment pris en compte dans la littérature. Si l'on considère souvent la transition économique de la Russie vers le capitalisme comme la manifestation de la fin de la guerre froide, les analyses sont souvent déséquilibrées. L'enjeu de ce tournant historique est très souvent présenté de manière simpliste, à savoir la libération des populations de l'ancienne URSS du joug totalitaire et la possibilité offerte de fonder, notamment en Russie, une société reposant sur la démocratie et un capitalisme prospère. Cette perception ne tient pas compte des objectifs géostratégiques des États-Unis à l'égard de la Russie, objectifs qui ne favorisent pas obligatoirement la réalisation de ce projet. Zbigniew Brzezinski jette une lumière crue sur la signification réelle de la chute de l'URSS : « The Cold War did end in the victory of one side and in the defeat in the other. This reality cannot be denied, despite the understandable sensitivities that such a conclusion provokes among the tenderhearted in the West and some of the former leaders of the defeated side⁸. » Pendant des dizaines d'années, les dirigeants américains ont investi temps, énergie et argent pour lutter contre le système soviétique ; l'heure de la victoire ayant sonné, ou voulait en retirer les fruits.

À cet égard, les concessions sont à la hauteur de l'effondrement soviétique :

Germany is reunited and already wholly in NATO, with Soviet forces to be withdrawn altogether by 1994; the Warsaw Pact has been abolished, and Soviet forces have been evicted from Hungary and Czechoslovakia and are in process of their final departure from Poland. [...] Most important of all, the Soviet Union itself has crumbled and central Eurasia is now a geopolitical vacuum. [...] Indeed the economic and even the political destiny of what was not long ago a threatening superpower is now increasingly passing into de facto Western receivership.⁹

Dans ces conditions, quels sont les bénéfices pour les vainqueurs ? Quel sort réservent-ils à la Russie post-communiste ? Qu'est-ce qu'une Russie « idéale » pour les Américains ?

8. Zbigniew Brzezinski, « The Cold War and its Aftermath », *Foreign Affairs*, n° 46, hiver 1992, p. 31. À l'époque conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter.

9. *Ibid.*, p. 33.

D'importants éléments de réponse sont apportés par un mémorandum du Conseil national de sécurité (National Security Council – NSC) des États-Unis produit en 1948. Ce conseil fut créé par le président Truman en 1947 ; il est au cœur de l'élaboration de la politique étrangère américaine¹⁰.

Les documents émis par cet organe officiel sont classés *top secret* et ne sont pas publics pendant quelques décennies. La position conseillée au Président à l'égard de la Russie nous éclaire sur la stratégie et les objectifs des gouvernements américains successifs. *L'objectif principal des gouvernements américains d'après-guerre fut de miner la puissance de l'URSS.*

Peu après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le NSC a fixé les objectifs que le gouvernement devait chercher à atteindre à l'égard de l'URSS. Deux scénarii ont été envisagés. Le plus optimiste pour les intérêts américains se place dans un contexte de victoire militaire, avec pour conséquence majeure un changement de régime en URSS, et plus précisément l'arrivée au pouvoir d'une élite favorable aux États-Unis. L'autre, moins optimiste, se situe dans un contexte de paix. Les deux présentent des similitudes :

Our basic objectives with respect to Russia are really only two :

- a. To reduce the power and influence of Moscow to limits in which they will no longer constitute a threat to the peace and stability of international society ; and*
- b. To bring about change in the theory and practice of international relations observed by the government in power in Russia.*¹¹

La paix, la stabilité internationale ainsi que la vision du monde menacées par Moscou sont bien évidemment celles de la *Pax Ame-*

10. « The National Security Council (NSC) has been at the center of this foreign policy coordination system, but it has changed many times to conform with the needs and inclinations of each succeeding chief executive. The National Security Act of July 26, 1947, created the National Security Council under the chairmanship of the President, with the Secretaries of State and Defense as its key members, to coordinate foreign policy and defense policy, and to reconcile diplomatic and military commitments and requirements. [...] For 50 years, 10 Presidents have sought to use the National Security Council system to integrate foreign and defense policies in order to preserve the nation's security and advance its interests abroad », *History of the National Security Council (1947-1997)*, Office of the Historian, U.S. Department of State, août 1997, www.whitehouse.gov/nsc/history.html.

11. Policy Planning Staff, « United States objectives with respect to Russia », PPS/38, 18 août 1948, cité dans *The State Department Policy...*, *op. cit.*, p. 378.

ricana. Les stratèges américains proposent de réduire l'influence de l'URSS d'un point de vue géographique et idéologique :

There are two spheres in which the power and the influence of Moscow have been projected beyond the borders of the Soviet Union in ways detrimental to the peace and stability of international society.

The first of these spheres is what may be defined as the satellite area. [...]

The second of these spheres embraces the relation between [...] the Soviet Union and [...] groups or countries in country abroad, beyond the limits of the satellite area [...]

The countries in the satellite area must be given the opportunity to free themselves fundamentally from Russia domination and from undue Russia ideological inspiration. And the myth which causes million of people in countries far from the Soviet borders to look Moscow as the outstanding source of hope for human betterment must be thoroughly exploded and its workings destroyed¹².

Deux grandes possibilités sont évoquées concernant l'avenir de l'URSS dans le cas d'une défaite militaire face aux États-Unis : soit le régime communiste en place arrive à se maintenir malgré cette défaite, soit il est remplacé par un régime postcommuniste (implicitement, un régime capitaliste). Dans l'éventualité où le régime en place survit à sa défaite militaire, les exigences américaines doivent être blessantes, voire humiliantes : « It is safe to say that such terms would have to be harsh ones and distinctly humiliating to the communist regime in question. They might well be something along the line of the Brest-Litovsk settlement of 1918 which deserves careful study in this connection¹³. » Si un changement de régime se produit, les exigences restent considérables :

[...] we should set up automatic safeguards to assure that even a regime which is non-communist and nominally friendly to us :

- 1. Does not have strong military power ;*
- 2. Is economically dependent to a considerable extent on the outside world ;*
- 3. Does not exercise too much authority over the national minorities ; and*
- 4. Imposes nothing resembling the iron curtain over contacts with the outside world.*

12. *Ibid.*, p. 378-79.

13. *Ibid.*, p. 402.

In the case of such a regime, professing hostility to the communists and friendship to us, we should doubtless take care to impose these conditions in a manner which would not be offensive or humiliating. But we would have to see to it that one way or another they were imposed, if our interest and the interests of world peace were to be protected.

We are therefore safe in saying that it should be our aim in the event of war with the Soviet Union, to see to it that when the war was over no regime on Russian territory is permitted :

1. *To retain military force on a scale which could be threatening to any neighboring state ;*
2. *To enjoy a measure of economic autarchy which would permit the erection of the economic basis of such armed power without the assistance of the western world ;*
3. *To deny autonomy and self-government to the main national minorities ; or*
4. *To retain anything resembling the present iron curtain¹⁴.*

La forme des exigences doit s'adapter à l'interlocuteur russe, mais le fond reste le même : le soumettre à l'hégémonie américaine. Cela étant fixé, les stratèges de l'époque tiennent pour acquis une coopération limitée des nouveaux dirigeants avec les États-Unis : « We could not expect, in the aftermath of successful military operations in Russia, to create there an authority entirely submissive to our will or entirely expressive of our political ideals¹⁵. »

Ce document officiel de 1948 est pertinent car :

[...] the historical credit for fashioning the winning strategy and for forging the victorious coalition must go to one man above all. Harry Truman. He committed America because he understood the stakes. Eisenhower then built on Truman regarding NATO ; Carter built on Nixon regarding China ; Bush built on Reagan regarding the arms race. America may not have been brilliant and, at times, it was overly defensive, but it was steady¹⁶.

Cette continuité à travers les administrations successives est une tendance lourde de sa politique de l'après-guerre :

In the next thirty-five years [à partir de 1953], administrations in Washington would change and tactics would vary ; but the fundamental strategy would stay constant. Eisenhower decisions in 1953 demonstrated that there would be continuity in America's global strategy no

14. *Ibid.*, p. 403-04.

15. *Ibid.*, p. 398.

16. Zbigniew Brzezinski, « The Cold War... », *op. cit.*, p. 45-46.

*matter which party occupied the White House. [...] Democrats and Republicans alike sought to create a geopolitical configuration that comported with U.S. strategic and economic needs*¹⁷.

Les objectifs du mémorandum ont été atteints.

La Russie ne se pose plus en rivale des États-Unis, elle a perdu sa sphère d'influence en Europe de l'Est et ailleurs, elle ne propose aucune alternative idéologique au capitalisme néolibéral, son économie dépend du marché mondial.

Les objectifs du mémorandum ont été atteints, et même dépassés. Les stratèges de l'époque préconisaient la neutralité à l'égard des forces politiques de la Russie post-communiste, car ils n'envisageaient pas que les intérêts d'un groupe en particulier puissent coïncider très fortement avec ceux des États-Unis. L'attitude partisane des Occidentaux depuis plus de dix ans démontre au contraire à quel point cet obstacle a été moins important que prévu. La « compréhension » du régime Eltsine à l'égard des « conseils » occidentaux était inespérée et cela explique pourquoi le régime Eltsine a été aussi fermement soutenu par les dirigeants occidentaux et le FMI. En 1993, l'assentiment qu'ils lui accordèrent de bombarder le Parlement récalcitrant à poursuivre la thérapie de choc, bombardement justifié au nom de la défense de la démocratie !, s'apparente à un viol à peine caché de la souveraineté russe, car manifestement il s'agit d'une ingérence dans ce contentieux opposant l'Exécutif au Législatif. Tout au long de la décennie 1990, de telles ingérences dans la vie politique russe ont eu lieu. Le régime corrompu d'Eltsine a été soutenu ouvertement, puisque considéré, selon la rhétorique américaine, comme le garant de la démocratie et de la mise en place du « marché libre » en Russie. La raison de ce soutien semble être plus prosaïquement la correspondance des intérêts américains avec ceux du nouveau régime. Ce régime post-soviétique a démantelé l'ancien système afin qu'un petit groupe bien placé amasse des fortunes très rapidement, entraînant une crise économique jamais vue dans un pays industriel, et renforçant par voie de conséquence la position des États-Unis comme unique superpuissance du moment.

La réalité ayant dépassé les espoirs du mémorandum, ce document nécessite donc une lecture actualisée pour se révéler pertinent. Cette actualisation est d'autant plus indispensable dans sa dimension économique, car le paysage économique international s'est profondément modifié en 50 ans. Le fait que la Russie doit

17. Melvyn P. Leffler, *The Spectre of Communism: the United States and the Origins of the Cold War: 1917-1953*, Hill and Wang, New York, 1994, p. 125.

être économiquement dépendante du reste du monde, comme l'affirme le mémorandum, peut s'articuler de différentes manières puisque, au final, l'ensemble des économies nationales dépendent les unes des autres. Comprendre comment cette dépendance de l'économie russe se traduit dans la réalité requiert donc de déterminer dans quelle position la Russie s'est intégrée dans le système capitaliste mondial.

5.2 La restructuration de l'économie russe la soumet aux exigences des économies développées

Nous élaborerons notre vérification de la validité de l'analyse marxiste en confrontant la situation économique russe à l'approche « centre – périphérie » reprise par Jacques Nagels. « La périphérisation est un processus économique, social, politique, culturel au travers duquel un pays perd une partie de son autonomie au profit d'un Centre. [...] À l'heure actuelle, trois grands Centres coexistent sur le plan économique : les États-Unis, le Japon, l'Europe occidentale¹⁸. » Il explicite brièvement les caractéristiques d'une économie du Centre par rapport à celle de la périphérie :

La corrélation négative entre développement économique et part de la valeur ajoutée du secteur primaire [...] est extrêmement forte. Le secteur primaire a donc très peu de poids dans les économies du Centre. [...] Les entreprises manufacturières et les entreprises fournissant des services marchands sont compétitives. [...] La politique économique du Centre [...] influencent fortement le revenu, le niveau de vie, la satisfaction des besoins collectifs des populations de la périphérie. L'inverse n'est pas vrai. [...] Les Centres [...] sont d'abord et avant tout de grandes puissances technologiques. Ils contrôlent l'essentiel de la recherche fondamentale et l'essentiel de la R&D (recherche-développement) mondiale : 96 % des dépenses consacrées à la R&D émane des pays du Centre¹⁹.

Selon l'auteur, certains indicateurs permettent de déterminer si une économie est sous la dépendance d'un Centre :

La position dominante s'exprime par le truchement d'au moins quatre éléments : le poids prépondérant du Centre dans ses échanges avec la périphérie ; le contenu des paniers d'exportations de biens et services ; les mouvements de capitaux à long terme ; la dépendance des décisions de politique économique de la périphérie. Ces éléments ne doivent pas être tous présents, ni avec une égale intensité. [...] L'appré-

18. Jacques Nagels, *la tiers-mondisation...*, *op. cit.*, p. 85.

19. *Ibid.*, p. 86-87.

ciation du caractère « Centre-périphérie » découle d'une vision d'ensemble de ces éléments constitutifs²⁰.

La dépendance des décisions de politique économique de la Russie à l'égard de l'Occident, par le truchement du FMI, ne faisant aucun doute, elle ne sera pas abordée dans notre démonstration.

Évolution de la structure interne de l'économie russe.

L'URSS était un pays fortement indépendant du marché mondial, du fait de son « système économique propre, autocentré, peu ouvert sur le monde extérieur et qui évoluait, en grande partie, indépendamment des fluctuations du marché mondial²¹ ». Elle n'en était pas moins une puissance industrielle :

L'Union soviétique fournit plus de 20 % de la production industrielle mondiale. En 1985, elle produisait chaque jour 4,38 milliards de kWh d'électricité, 1,68 million de tonnes de pétrole brut, 1,88 milliard de m³ de gaz naturel, 2,05 millions de tonnes de charbon, 0,44 million de tonnes d'acier, 6000 automobiles et camions, 1600 tracteurs, 370 000 tonnes de ciment et 33,7 millions de m² de tissus²².

Les réformes néolibérales ont modifié en profondeur, et semble-t-il pour longtemps, la nature de l'économie russe.

The fact that during the reform period the structure of Russia's economy has changed, and the share of natural resources and primary processing has increased, is officially acknowledged. For example, in the USSR the fuel and energy sector comprised 8 % of the economy, while now (1996) it is over one-third. The GDP has decreased by 51 % (in comparison with 1990), while light industry has shrunk six-fold, the food industry has shrunk 60 %, and machine building by 60 %²³.

La production industrielle russe a décliné de 66.1 % lors de la période 1991-1997²⁴. L'industrie russe de transformation meurt littéralement. Le déclin de l'industrie des machines-outils est symptomatique de la crise de l'industrie du pays :

L'indice est de 100 en 1989, et de l'ordre de 43 en 1999. Son domaine de recherche et développement civil est peut-être plus sinistré encore, ce qui grève fortement le développement économique

20. *Ibid.*, p. 98.

21. *Ibid.*, p. 114.

22. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Manuel du commerce avec les pays socialistes d'Europe orientale*, 1987, p. 93-94.

23. Igor Volodin, « How Russia got Chubaised. A Close Look at the Activity of Anatoly Chubais », WPS Monitoring Agency, (Johnson's Russia List no 5357, 20 juillet 2001, www.cdi.org/russia/johnson/5357.html##2)

24. Leonid Gokhberg, *Russia: a Science and Technology Profile*, The British Council, www.britishcouncil.ru/science/sciprof.pdf, Tableau 2.2 p. 15.

Tableau 2
Évolution des secteurs des machines-outils
et de la métallurgie, en pourcentage de l'année précédente²⁵

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
101	90	85	84	69	91	95	104	93	114

futur de la Russie. Sa chute apparaît d'autant plus spectaculaire qu'il fut du temps soviétique au moins aussi développée que celui des États-Unis.

[...] the estimated number of scientists and engineers engaged in R&D in the U.S.S.R. today [1980] substantially exceeds the number in the United States. [...] The distribution of Soviet personnel by branch of science and engineering, though differing from the U.S. distribution, reflects a commitment to scientific endeavor generally as broad as in the United States. Although no qualitative comparison is made here between Soviet and U.S. scientific personnel and scope of R&D, the U.S.S.R. has reached or surpassed the U.S. level during the past decade in number of branches of science and engineering²⁶.

Depuis la thérapie de choc, le nombre de chercheurs a chuté et les ressources financières ont fortement diminué (voir tableau 3, p. suivante).

La chute de la part relative (en pourcentage du PNB) consacrée aux investissements dans le domaine des sciences est d'autant plus éloquente que le PNB de la Russie en 1999 équivalait à environ 62 % du PNB de 1989²⁷ (voir tableau 4, p. suivante).

Pour la période 1993-2000, l'étude de Graham et Dezhina évalue la « fuite des cerveaux », aussi bien interne (changement de profession des chercheurs) qu'externe (poursuite des recherches à l'étranger) ainsi : entre 40 000 et 45 000 scientifiques selon les estimations les plus pessimistes et, pour les plus optimistes, entre 10 000 et 12 000. Cette fuite profite directement aux Occidentaux : « Western scientists, especially Americans, often strengthen these tendencies by searching for futur postdocs among graduate students they meet while visiting Russian laboratories²⁸. » Moins connue et plus surprenante est la dépendance de la science russe à l'égard du financement étranger. Selon la même étude, le phénomène devint important à partir de 1994 :

25. Goskomstat Rossii, *Rossiiskii statisticheskii ezhegodnik*, 2000, Moscou, p. 425.

26. Louvan E. Nolting et Murray Feshbach, « R&D Employment in the U.S.S.R. », *Science*, vol. 207, 1^{er} février 1980, p. 502.

27. Joseph Stiglitz, séminaire, *op. cit.*, p. 12.

28. Irina Dezhina et Loren Graham, *Russian Basic Science...*, *op. cit.*

Tableau 3
The dynamics of the expenditures on science and changes
in the personnel in the economic branch
« Science and scientific services²⁹ »

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Share of allocations for civilian science in GNP, %	1,03	0,54	0,49	0,46	0,36	0,34	0,43	0,28	0,32
Share of allocations for civilian science, in % of the total expenditures from federal budget	7,43	2,62	3,11	1,96	1,99	1,80	2,47	1,58	2,15
Personnel, involved in R&D, in percent to 1990	86,3	78,9	67,7	56,9	54,6	51,0	48,1	44,0	44,9

Tableau 4
PNB en pourcentage de l'année précédente,
en prix comparable³⁰

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
97	95	85,5	91,3	87,3	95,9	96,6	100,9	95,1	103,2

The first « peak » of activity of foreign foundations occurred in 1994 and 1995 when the ISF alone provided 12.6 % and 13.6 %, respectively, of total domestic expenditures on basic research in Russia. [...] Sociological surveys show that the most successful Russian research institutions derive 25 % or more of their budgets from foreign sources. From this point of view Russia is unique ; in comparison with both the developed countries of the West and the former socialist East European countries the level of foreign participation in research is very high, and the growth of this participation is unprecedented.

Non seulement la thérapie de choc a éliminé un concurrent extrêmement sérieux pour les Occidentaux, mais en plus elle permet à ces derniers de modeler la production du savoir russe en fonction de leurs intérêts propres.

29. Irina Dezhina et Loren Graham, *Russian Basic Science: Changes since the Collapse of the Soviet Union and the Impact of International Support*, Institute for the Economy Transition, Moscou, présenté à la Royal Society, Londres, 22 octobre 2001, www.crdf.org/Conference2001_Papers/GrahamDezhina_paper.htm.

30. Goskomstat Rossii, *Rossiskii... , op. cit.*, p. 35.

Parallèlement à cette restructuration, la Russie a considérablement développé ses relations économiques avec le monde capitaliste, mais d'une manière qui la rend dépendante du marché mondial. Pour évaluer cette dépendance, nous allons appliquer au cas russe les trois axes d'analyse de Jacques Nagels.

Le poids prépondérant du Centre dans ses échanges avec la périphérie.

The most distinctive change in trade direction was the dramatic cut in Russia's trade with the former CMEA countries. [...] the share of ex-CMEA countries in Russia's exports dropped from 43 per cent in 1990 to some 14 per cent in January-August 1994. [...] the share of industrial countries increased from 36 per cent in 1990 to 67 per cent in the first eight months of 1994³¹.

Cette prépondérance a relativement décliné depuis, sans pour autant faire douter de l'importance primordiale que représentent les marchés des pays développés pour les exportations russes.

Russia's dependence on exports to developed market economies has been gradually declining, their share of the total falling from 52.6 per cent in 1994 to 46.6 per cent in the first half of 1997. This shift away from developed markets has been compensated by an increasing share of exports to transition and developing economies³².

Le contenu des paniers d'exportations de biens et services.

Les exportations d'une économie périphérique sont à faible valeur ajoutée, et proviennent principalement du secteur primaire. Ses importations sont en revanche à forte valeur ajoutée. La Russie remplit ces critères comme le montre le tableau 5³³ :

L'économie s'est spécialisée dans l'extraction et l'exportation de matières premières, en tout premier lieu les hydrocarbures.

Russia is important to world energy markets because it holds the world's largest natural gas reserves, the second largest coal reserves, and the eighth largest oil reserves. Russia is also the world's largest exporter of natural gas, second largest oil exporter, and second largest energy consumer. [...] Because energy accounts for 40 % of Russia's exports

31. Nations Unies. Commission économique pour l'Europe, *Economic Bulletin for Europe*, « Foreign Trade of the Russian Federation in 1992-1994 », vol. 46, 1994, p. 69-70.

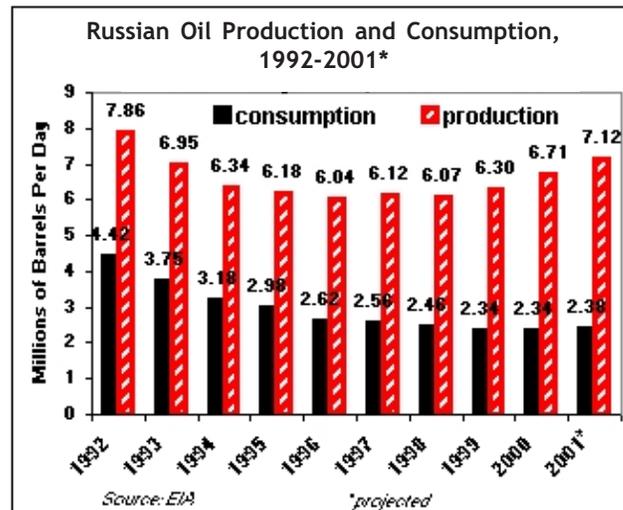
32. Nations Unies, Commission économique pour l'Europe, *Economic Bulletin for Europe*, « Foreign Trade of the Transition Economies », vol. 49, 1997, p. 63.

33. Official Russian State Customs Committee Statistics, 1994-2001 « Foreign Trade : Change of Time », Moscou, 1996, www.users.globalnet.co.uk/~chegeo/index2.htm

Tableau 5
Structure des exportations et des importations
de la Russie en 2000 (hors pays CIS)

ALL GROUPS OF PRODUCTS	2000	
	Export	Import
Food Products and Agricultural Raw Materials	1,0	23,9
Mineral Goods(Gas, Oil, Petrol, Ores, Coal etc,)	54,5	1,7
Chemical Products and Rubber	6,7	20,7
Leather Raw Materials, Furs and Products from them	0,3	0,3
Wood, Timber, Pulp and Paper Goods	4,5	4,5
Textiles and Footwear	0,6	3,9
Precious Stones and Precious Metals	5,5	0,2
Ferrous and Non-Ferrous Metals and Products	18,0	4,7
Machinery, Equipment and Transport Equipment	7,5	36,3
Other goods (which are not mentioned above)	1,4	3,8
TOTAL	100 %	100

Graphique 3



and 13 % of GDP, Russia's economy is extremely sensitive to global energy price fluctuations³⁴.

La consommation de pétrole par la Russie a diminué (ce qui traduit le déclin de son économie), mais pas son exploitation. Donc

34. Marcon International Inc., *Country Briefs Archive: Russia*, 16 octobre 2001, www.marcon.com/main/marcon_st1.cfm?Archive=437&StoryID=221.

Tableau 6
Parts respectives des États-Unis et de la Russie
dans le marché mondial des armements (en %)³⁵

	États-Unis	Russie
1970	53,3	25,8
1975	38	31
1980	22	39,3
1984	22	26,9
1985	26	32
1986	22	40
1987	27	37
1988	23	37
1989	29	35
1990	30	31
1991	40	17
1992	45	9
1993	49	10
1994	46	6
1995	49	10
1995-1997	55	7

ce pétrole est destiné à l'exportation. Le pays ne consomme pas cette matière première mais la vend, à l'instar d'un pays du Tiers monde. La vente d'armement, seul véritable domaine d'exportation à forte valeur ajoutée de la Russie, a connu un important déclin au cours des 10 dernières années.

Cette crise de la Russie profite directement aux États-Unis, qui s'imposent comme le premier exportateur d'armes au monde, loin devant ses compétiteurs. La tendance est depuis quelques années à un retour de la Russie dans ce marché, en tant que deuxième exportateur mondial, mais l'écart reste extrêmement important avec son principal rival. Cette situation est d'autant plus structurelle que l'investissement public dans la R&D pour l'armement des deux pays est sans commune mesure. En dollar constant de 1998, les États-Unis ont dépensé 39,8 milliards de dollars en 1998, et la Russie 1,5

35. Pour la période 1970-1984: Jacques Nagels, *la tiers-mondisation...*, *op. cit.*, tableau n° 10, p. 122 ; pour la période 1985-1995 : U.S. Arms Control and Disarmament Agency, *World Military Expenditures and Arms Transfers*, 1996, p. 19, www.state.gov/www/global/arms/wmeat96/wmeat96.pdf, p. 25 ; enfin pour les années 1995-1997: Bureau of Verification and Compliance U.S. Department of State, *World Military Expenditures and Arms Transfers 1998*, Washington, DC, 21 août, 2000, www.fas.org/man/docs/wmeat98/wmeat98fs.html. Selon les documents, les pourcentages peuvent varier, mais les tendances lourdes sont clairement établies.

milliard de dollars, soit un ratio de 1 à 26,5³⁶. Ces chiffres sous-estiment l'écart en omettant l'aide publique américaine à la R&D privée³⁷.

L'investissement étranger est négligeable, la fuite des capitaux endémique et la dette extérieure russe de plus en plus importante.

Au niveau mondial, les détenteurs des capitaux sont principalement des agents économiques des Centres. Paradoxalement, alors que la périphérie en manque de manière chronique, ces derniers circulent majoritairement entre les Centres, ce qui accentue la polarisation entre les économies riches et pauvres. Ainsi, en 2000, la somme totale de l'investissement direct étranger (IDE) à travers le monde atteint 1300 milliards de dollars. « [...] les flux d'IDE à destination des pays développés représentent un peu plus de 1000 milliards de dollars, soit plus des trois quarts du total mondial³⁸ ». Cette inégalité est renforcée par le transfert des capitaux des pays pauvres vers les pays riches. Ces transferts sont dus soit au « remboursement » de la dette (le Tiers monde a depuis longtemps remboursé le montant initial de ses emprunts aux institutions financières publiques et privées des Centres mais continue à assumer une dette gigantesque qui rend impossible tout développement économique durable), soit à la fuite des capitaux.

À l'instar d'une économie typique de la périphérie, la Russie accueille un montant négligeable d'IDE, destinés prioritairement

36. Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *SIPRI Yearbook, 2001*, Stockholm, p. 232-33. Les dépenses russes sont des estimations.

37. « [...] une part non négligeable de l'effort privé peut être supporté par du financement public. Les E.-U. sont les champions dans ce cas. En effet, 15 % des dépenses de R&D des entreprises ont un financement public [...] Si à la fin de la guerre froide, les budgets de défense des principaux pays [...] ont décru, il n'en a pas été de même aux États-Unis, qui conservent sur toute la période, pour le DOD [Department of Defense], un budget de R&D de l'ordre de 40 milliards de dollars. Concomitamment, les dépenses des marchés publics de défense croissent [...] Le rôle de l'état fédéral à la fois moteur en termes de soutien à la technologie, et acheteur de biens technologiques, est donc resté considérable. On comprend donc aussi l'importance d'une discussion internationale (après Seattle) sur ce qui n'est rien d'autre que du keynésianisme militaire », M. P. Verlaeten, *Background paper: Choix démocratiques et défis des transitions économiques : un éclairage du souhaitable via quelques comparaisons entre les États-Unis et l'Europe*, OCDE, Paris 20 février 2000, www1.oecd.org/dsti/sti/industry/indcomp/act/indgrowth/Belgium.pdf. Italiques dans l'original.

38. Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, « après s'être envolé en 2000 l'investissement étranger direct sera cette année à la baisse », conférence de presse, 18 septembre 2001, www.unctad.org/en/press/pr0121fr.htm.

Tableau 7
Évolution des Investissements Directs Étrangers,
de la fuite des capitaux et de la dette extérieure russe
1992-1999 (en milliards de US \$)⁴⁰

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
IDE entrants	0,7	0,9	0,64	2,016	2,479	6,241	2,761	2,9	1,1 ^a
Fuite de capitaux ^b	18,5	15,8	14,5	13,3	14,4	34,8	37,7	15,7	20 ^c
Dette extérieure	105,8	112,5	119,9	120,4	125,0	123,5	145,5	158,4	144,4

a : janvier-juin ; b : moyenne arithmétique des estimations disponibles ; c : projections gouvernementales, février 2000.

au secteur primaire. Ainsi, en 1994, sur 640 millions de dollars d'IDE, 57 % étaient destinés au secteur primaire, pour seulement 7 % investis dans le secteur manufacturier.³⁹ Le pays connaît de plus une importante fuite de ses capitaux et doit assumer une dette de plus en plus lourde.

Avec 1,1 milliard de dollars d'IDE, la Russie accueille moins de 1/1000^e du total. En l'an 2000, pour chaque dollar d'IDE, 18,2 dollars d'origine russe ont quitté le pays.

Lors de la dissolution de l'URSS, il fut décidé que la Russie assumerait la dette extérieure soviétique (96,6 milliards de dollars). En 1999, la dette extérieure russe s'élève à 140 milliards de dollars ; le pays est tenu de rembourser 17,5 milliards de dollars cette année-là, puis 15 à 17 milliards de dollars chaque année durant la prochaine décennie⁴¹. La crise de l'économie russe en 1998 (moratoire sur le remboursement des dettes externes pendant 90 jours et dévaluation du rouble) traduit ce poids insupportable qui pèse sur l'économie. La dette soviétique de la Russie a connu des restructurations. Une partie de cette dernière fut effacée par ses crédateurs (par exemple, le Club de Londres a rayé environ 50 % de ses créances commerciales datant de l'Union soviétique). Mais sous le régime Eltsine, le pays s'est retrouvé dans la situation d'un pays sur-

39. Joseph Stiglitz, séminaire, *op. cit.*, p. II.

40. Compilation à partir de, Julien Vercueil, « Politique commerciale et sélection adverse en Russie. Une évaluation des politiques menées depuis 1992 », document de travail CEMI, mai 2001, www.ehess.fr/centres/cemi/pages/doc5-vercueil.pdf, et B. Kheifets, « Russia's external debt: new management strategy », Institute for International Economic and Political Studies, Russian Academy of Sciences, tableau n° 1, www.wider.unu.edu/conference/conference-2001-2/poster%20papers/Kheifet.pdf.

41. The Russia Journal, « What Russia Owes to Foreign Creditors », 7 juin 1999, www.russiamjournal.com/weekly/article.shtml?ad=380.

endetté, « [...] Russia is caught in the third world development trap of constantly falling behind in servicing its debt⁴² ».

La structure de l'économie russe répond donc aux critères d'une économie du Tiers monde et les conséquences sont aussi géopolitiques puisque la Russie a perdu une grande partie de l'influence internationale qu'elle possédait du temps de l'Union soviétique. L'analyse marxiste semble donc offrir une explication cohérente des faits connus. Le FMI promeut en priorité les intérêts des économies développées en tiers-mondisant, par le biais de la thérapie de choc, l'économie russe et en favorisant ainsi la domination géostratégique des États-Unis. Aux yeux du Fonds, manifestement, la destruction des potentiels de l'industrie russe et les répercussions socio-économiques qui en découlent ne sont pas des éléments suffisamment importants pour mettre fin à cette stratégie.

42. John Feffer, « Containment lit... », *op. cit.*, p. 6.

Conclusion

L'analyse marxiste explique de manière cohérente les agissements du FMI en Russie, par le simple fait de lier les objectifs du Fonds aux intérêts de la classe dominante des pays développés.

L'élite au sein des pays riches n'est pas monolithique puisque composée de plusieurs sous-groupes, dont les intérêts peuvent être parfois contradictoires. Par exemple, la paupérisation massive du peuple russe ne permet pas à ce marché de 145 millions de consommateurs nouvellement accessible aux entreprises occidentales d'être exploité au maximum. Or, cette situation est le fruit des agissements du gouvernement russe, directement reliés aux « conseils » du FMI. Ici pointe une contradiction entre les intérêts de la bourgeoisie financière et ceux de la bourgeoisie industrielle. Néanmoins, si l'élite peut apparaître à l'occasion relativement fractionnée, il existe de forts intérêts convergents entre les élites financière et industrielle. Parmi les plus importants se trouve du point de vue géostratégique la soumission de la Russie à la *Pax Americana* et du point de vue économique l'élimination d'un concurrent potentiellement très important dans les industries à forte valeur ajoutée, ainsi que l'accès aux matières premières de la Russie pour un faible coût. De plus, ces élites industrielles et financières s'interpénètrent dans une mesure importante, donc la nuance apportée ne doit pas faire oublier que leurs intérêts sont beaucoup plus convergents que divergents.

L'analyse marxiste n'est pas fragilisée par les incohérences de la littérature dominante, mais reste pourtant extrêmement marginale. Pourquoi ? Du point de vue médiatique, il semble logique que les médias de masses, qui appartiennent aux élites, cloisonnent le débat de manière à filtrer les critiques « acceptables » et à boycotter l'analyse marxiste. Le système, et c'est l'une de ses grandes forces, promeut une certaine gamme de critiques qui renforce la dynamique de sa domination. Mais pourquoi nombre d'intellectuels acceptent-ils de se conformer à cette condition ? Notre objectif ici

est de dévoiler quelques pistes de réflexions, sans revendiquer une quelconque réponse définitive. La première considération a déjà été évoquée dans le mémoire : ces intellectuels se sont donnés comme tâche d'éclairer les élites. Il est dès lors indispensable de pouvoir être écouté par les dirigeants politiques, donc de faire partie de la gamme des critiques acceptables. Cela pourrait expliquer pourquoi le FMI est dénoncé par eux en priorité, et non pas les pays du G7, qui sont pourtant les véritables patrons du Fonds. En clair, une certaine diplomatie est de rigueur si l'on veut parvenir à modifier le comportement des dirigeants politiques, même si cela exige du temps et de la patience. L'idéologie néolibérale est au cœur de leur analyse ; elle est l'ennemi à abattre puisque source d'aveuglement et responsable de la catastrophe socio-économique qui ravage la Russie depuis dix ans, et plus généralement le Tiers monde depuis vingt-cinq ans. Aucun fait tangible ne permet de penser qu'ils parviennent effectivement à faire passer leur message aux dirigeants, pourtant leur ligne de conduite n'évolue pas. Dans ces conditions, il semble qu'un certain blocage psychologique, voire de la peur, soit à l'origine de leur soutien indéfectible au capitalisme ainsi qu'à leur optimisme, qui s'assimile en définitive à la méthode Coué.

L'amoralité des leaders politiques, le fait que leurs objectifs ne concordent pas *ipso facto* avec la recherche du bien-être de la population russe, semblent être autant de considérations difficiles à intégrer pour eux. Finalement, le mieux est encore de reprendre la citation de Jacques Sapir pour formuler cet état d'esprit des intellectuels appartenant au courant dominant : « Que ce soit par dogmatisme intellectuel, par carriérisme, par cynisme politique ou simplement par manque de courage et par crainte d'aller contre le courant dominant, [ces intellectuels] se sont lourdement fourvoyés pendant plus de cinq ans¹. » Refuser d'imaginer que le FMI et les décideurs politiques aient cherché à favoriser les intérêts de l'élite des pays riches (sans se soucier le moins du monde des conséquences pour plusieurs dizaines de millions de Russes) permet de développer toute une gamme de critiques, de se donner bonne conscience, sans jamais prendre la menace de déplaire au Prince. En évitant de percevoir le processus des réformes économiques d'une manière cohérente, en acceptant une certaine part d'ombre — l'aveuglement côtoyant certaines analyses pertinentes — ces intellectuels ne mettent pas en danger leur carrière, ont accès aux « grands » médias et jouent le jeu de « donner vie à la démocratie ». C'est une mystification, puisque toute analyse en termes d'intérêts étant à ban-

1. Jacques Sapir, *Le krach russe*, *op. cit.*, p. 48.

nir, il en résulte inévitablement une autocensure, plus ou moins consciente. Ce « compromis » n'est pas viable à terme et se montre rapidement tel qu'il est réellement : un jeu de dupes car les élites font peut-être, de temps à autre, semblant d'écouter et de *comprendre* ces analyses critiques, mais n'en tiennent jamais compte. En outre, les changements de gouvernements survenus en Occident ces dix dernières années n'ont absolument pas amendé les demandes continues des pays riches de poursuivre la thérapie de choc, ni leur soutien au FMI. La position de ces intellectuels en devient coupable, car en refusant d'évoquer les intérêts, ils défendent implicitement la moralité des dirigeants politiques. Cette situation facilite la poursuite de la thérapie de choc par le fait même obscurcit les véritables enjeux d'une critique cohérente et constructive ; ces intellectuels sont en définitive des complices indirects et passifs de la tragédie russe.

L'approche marxiste, elle, ne cherche pas à éclairer les élites, et considère au contraire cet objectif chimérique. L'analyse en termes d'intérêts permet de voir ces dirigeants des pays riches ainsi que ceux du FMI pour ce qu'ils sont réellement : des gens sans moralité aucune, qui n'ont pas pour intention première d'œuvrer pour le bien-être de la population. Tout au contraire, ils ont contribué à la mise en place et à la perpétuation d'un processus de profondes transformations socio-économiques en Russie, ayant coûté jusqu'à aujourd'hui plus de trois millions de vies². La « transition économique » a bien eu lieu, mais pas de la manière dont on la perçoit généralement. La Russie est passée d'une économie planifiée appelée par les élites soviétique et occidentale « système économique socialiste » à une économie du Tiers monde, définie par l'élite russe postcommuniste de concert avec l'élite occidentale comme « passage obligé pour parvenir à un capitalisme développé apte à apporter la prospérité à sa population ». Le mensonge peut apparaître grossier, mais l'influence marginale du courant de pensée qui le dénonce lui assure une place de choix dans les « ingrédients » indispensables à l'élaboration d'une analyse convenable. L'on serait alors obligé de faire « comme si » les intentions affichées par les élites étaient celles réellement poursuivies (d'où la pertinence du commentaire de Jean Bricmont)³.

2. « [...] 3.4 million Russian premature deaths in 1990-98 [are] plausibly attributable to the travails of post-communism », Steven Rosefelde, « Premature Deaths : Russia's Radical Economic Transition in Soviet Perspective », *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n° 8, 2001, p. 1159.

3. Se référer à la note de bas de page n° 1, p. 55.

Très souvent, lorsqu'on commence à parler d'intérêts, la critique surgit rapidement et de façon radicale : il s'agirait d'une théorie du complot, fondée sur des considérations paranoïaques, donc incapables d'étayer une analyse éclairante. Selon les intellectuels du courant dominant, cette théorie du complot — la volonté de l'Occident de miner la puissance russe — est très présente dans l'opinion publique russe. Ils pardonnent aisément cet aveuglement des masses, aveuglement facilement explicable par leur quotidien épuisant. Ce qui est autorisé à la population est interdit aux intellectuels. « Cette lecture est significative d'une société dont les acteurs sont privés de tout contrôle sur leur destin. [...] Elle est loin cependant de refléter la réalité⁴. »

Si la rigueur et la cohérence sont des aspects essentiels que doit recouvrir une analyse éclairante, le rejet de la grille de lecture marxiste est alors de pure mauvaise foi, car aucun élément utilisé dans cette analyse ne se fonde sur le complot. Certes, la plupart des documents de travail du FMI sont secrets et les relations qu'il entretient avec la Russie sont présentées par les officiels sous leurs aspects les moins tragiques, et peuvent même faire l'objet d'un révisionnisme certain, mais des documents sont publics et la couverture médiatique nous apporte suffisamment d'éléments factuels pour que l'analyse proposée n'ait pas besoin d'extrapoler. Le FMI est au service des intérêts des pays riches. Ces intérêts sont définis en priorité par les intérêts de la classe dominante à l'intérieur de ces pays. Les intérêts des bourgeoisies occidentales sont connus : faire des profits (et si possible des sur-profits) et assurer la perpétuation de ce système qui leur assure leur position dominante. La boucle est bouclée : le FMI permet d'assurer des profits aux classes dominantes et il exécute son devoir avec *maestria*. C'est un instrument sans âme, implacable et surtout efficace.

La misère du peuple russe, résultat de la crise socio-économique, n'est pas l'objectif recherché. D'après l'analyse marxiste, les élites et leurs subordonnés (les dirigeants politiques et le FMI) n'ont jamais voulu « détruire » le peuple russe ou lui faire endurer les souffrances que lui cause la concrétisation de la thérapie de choc. Simplement, cette crise est considérée par eux comme un « dommage collatéral » non souhaité, mais acceptable. L'impératif d'assurer des profits aux détenteurs de capitaux n'est pas chose aisée ; sa réalisation comporte des coûts sociaux externes très élevés qu'il faut accepter (et surtout qu'il faut *faire accepter* par ceux qui les supportent, en l'occurrence la population russe), car

4. Jacques Sapir, « Autisme occidental... », *op. cit.*

ne pas y souscrire remettrait en cause la logique du capitalisme, ce qui s'avérerait dangereux pour sa reproduction. Or, le marxisme cherche délibérément à remettre en cause ce système, en mettant en lumière le lien de cause à effets : des profits assurés pour les bourgeoisies occidentales au prix accepté d'une désindustrialisation de la Russie et d'un retour au XIX^e siècle pour le pays. Donc, encore une fois, le marxisme ne doit pas devenir crédible.

Dans le domaine juridique, un problème se pose. Trois millions de morts représentent un poids certain. Pour éviter la menace d'un procès incriminant les élites dirigeantes, le « crime économique contre l'humanité » ne doit jamais incorporer la liste des crimes reconnus par la justice internationale. Si tel était le cas, George Bush père, Bill Clinton, Boris Eltsine, Michel Camdessus ainsi que les principaux dirigeants occidentaux devraient comparaître devant un tribunal international pour répondre de leur volonté implacable de poursuivre la thérapie de choc, volonté traduite par des actes.

Dans le domaine géostratégique, la situation issue de la thérapie de choc est ambivalente. D'un côté, la faiblesse russe profite à la puissance américaine ; de l'autre, les conséquences d'une trop grande faiblesse russe peuvent être terribles pour la stabilité internationale et pour le bien-être de l'Occident. Donc, la thérapie de choc permet la montée en puissance de certaines menaces pour l'Occident. Des actes sont posés pour éviter la concrétisation de ce risque de *blow back*. Mais ils sont limités par l'impossibilité de remettre en question la thérapie de choc, qui est la cause fondamentale de cette situation périlleuse. Pour paraphraser le spéculateur milliardaire du film *Wall Street*, réalisé par Oliver Stone, nous pouvons dire que la thérapie de choc répond à un objectif prioritaire qui ne doit jamais être remis en cause : « Il s'agit de pognon, le reste c'est des foutaises. »

Bibliographie

Sources officielles

- Bureau of Verification and Compliance U.S. Department of State, « World Military Expenditures and Arms Transfers 1998 », Washington, DC, 21 août 2000, www.fas.org/man/docs/wmeat98/wmeat98fs.html.
- Camdessus, Michel, conférence de presse, « Camdessus Reports “Unanimous Support” for Fight against Poverty, Defends Russian Program », *IMF Survey*, 11 octobre 1999.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Manuel du commerce avec les pays socialistes d'Europe orientale*, 1987.
- _____, « Après s'être envolé en 2000 l'investissement étranger direct sera cette année à la baisse », conférence de presse, 18 septembre 2001, www.unctad.org/en/press/pr0121fr.htm.
- Conseil européen des 8/9 décembre 1989, à Strasbourg, http://cuej.u-strasbg.fr/forma/euroj/euro_ser/cons_01_42/42_strasbourg_09_12_89.html.
- Conseil européen des 14/15 décembre 1990, à Rome, http://cuej.u-strasbg.fr/forma/euroj/euro_ser/cons_43_63/44b_rome_15_12_90.html.
- Conseil européen (réunion spéciale), Dublin, 28 avril 1990 : conclusions de la Présidence, http://cuej.u-strasbg.fr/forma/euroj/euro_ser/cons_43_63/43_dublin_29_04_1990.html.
- Fisher, Stanley, « The Russian Economy at the Start of 1998 », 9 janvier 1998, www.imf.org/external/np/speeches/1998/010998.htm.
- FMI, OCDE, BERD, *L'Économie de l'URSS : résumé et recommandations*, Paris, Washington, DC, 1991, www.imf.org
- IMF, « Transition Economies : An IMF Perspective on Progress and Prospects », 3 novembre 2000, www.imf.org/external/np/exr/ib/2000/110300.htm.
- Kennan, George F., « Review of current trends US foreign policy », Policy Planning Staff /23, 24 février 1948, *The State Department Policy Planning Staff Papers*, vol. 2, New York & London, Garland Publishing Inc., 1983.

Nations Unies, Commission économique pour l'Europe, *Economic bulletin for Europe*, vol. 49, 1997.

_____, *Economic bulletin for Europe*, vol. 46, 1994.

Odling-Smee, John, « Why Resume Lending ? Russia's Current Economic Policies are Deserving of IMF support », *IMF Survey*, vol. 28, n° 17, 30 août 1999.

Official Russian State Customs Committee Statistics, 1994-2001 ; « Foreign Trade : Change of Time », Moscou, 1996, www.users.globalnet.co.uk/~chegeo/index2.htm.

Policy Planning Staff, « United States objectives with respect to Russia », PPS/38, 18 août 1948, *The State Department Policy Planning Staff Papers*, vol. 2, New York & London, Garland Publishing Inc., 1983.

Rossiiskii statisticheskii ezhegodnik, Goskomstat Rossii, 2000, Moscou.

U.S. Arms Control and Disarmament Agency, *World Military Expenditures and Arms Transfers*, 1996, www.state.gov/www/global/arms/wmeat-96/wmeat96.pdf.

U.S. Department of State, *History of the National Security Council (1947-1997)*, Office of the Historian, août 1997, www.whitehouse.gov/nsc/history.html.

Verlaeten, M. P., *Background paper : Choix démocratiques et défis des transitions économiques : un éclairage du souhaitable via quelques comparaisons entre les États-Unis et l'Europe*, OCDE, Paris 20 février 2000, www1.oecd.org/dsti/sti/industry/indcomp/act/indgrowth/Belgium.pdf.

World economic outlook, « Transition : Experience and Policy Issues », octobre 2000, www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2000/02/pdf/chapter3.pdf.

Sources secondaires

AFP, « Children Die in Russia at Five Times Rate of Europe », 22 octobre 1998.

Aglietta, Michel et Moatti, Sandra, *Le FMI : de l'ordre monétaire aux désordres financiers*, Paris, Economica, 2000.

Åslund, Anders, « Think Again - Russia », *Foreign Policy*, juillet/août 2001.

_____, « Russia's Collapse », *Foreign Affairs*, vol. 78, n° 5, septembre/octobre 1999.

_____, « Has the Financial Collapse Saved Russia ? », *Nezavisimaya Gazeta*, 28 juillet 1999.

_____, *Why has Russia's Economic Transformation been so Arduous ?*, Conférence annuelle de la Banque mondiale sur le développement économique, Washington, D.C., 28-30 avril 1999,

- www.worldbank.org/research/abcde/washington_11/pdfs/aslund.pdf.
- _____, « Sharp Shock Works Best », *Moscow Times*, 12 mars 1996.
- _____, « The Russian road to the Market », *Current History*, octobre 1995.
- _____, « Russia success story », *Foreign Affairs*, vol. 73, n°5, septembre/octobre 1994.
- Bradley, Pamela J., « L'association de l'URSS au FMI marque la fin d'un coûteux détour », *Bulletin du FMI*, 25 novembre 1991.
- Bricmont, Jean, « D'une mauvaise réputation... lire Noam Chomsky en France », préface de, Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Marseille, Agone Éditeur, Contre-Feux, 2001.
- Brzezinski, Zbigniew, « The Cold War and its Aftermath », *Foreign Affairs*, n° 46, hiver 1992.
- Camdessus, Michel, « Russia : Long Climb Out of a Black Hole », *The Washington Post*, 13 septembre 1999.
- _____, « La Russie a mis un coup de canif dans son contrat avec le FMI », interview de *Libération*, 31 août 1999.
- Cohen, Ariel, « Russia's Meltdown : Anatomy of the IMF Failure », *The Heritage Foundation backgrounder* n° 1228, 23 octobre 1998, www.heritage.org/library/backgrounder/bg1228.html.
- _____, « Statement of Dr. Ariel Cohen, Senior Policy Analyst, the Heritage Foundation », témoignage devant le comité bancaire et des services financiers (traduction libre) de la Chambre des Représentants du Congrès américain, 10 septembre 1998, http://comm-docs.house.gov/committees/bank/hba51201.000/hba51201_0.htm.
- _____, « A New Paradigm for US-Russia Relations : Facing the Post-Cold War Reality », *The Heritage Foundation Backgrounder* n° 1105, 6 mars 1997.
- Cohen, Stephen F., *Failed crusade, America and the Tragedy of Post-Communist Russia*, W W Norton & Company, 2000.
- CREDES, « Espérance de vie à la naissance, dans quelques pays de l'OCDE 1998 », www.credes.fr/En_ligne/Chiffres/Cadrage/demosante/espvie/evieocde.htm.
- Dezhina, Irina et Graham, Loren, *Russian Basic Science : Changes since the Collapse of the Soviet Union and the Impact of International Support*, Institute for the Economy Transition, octobre 2001.
- Doucet, Philippe, « Entretien avec Jeffrey Sachs – Aider la Russie », *Politique Internationale*, n°57, automne 1992.
- Dubien, Arnaud, « Russie-CEI : une hégémonie contestée », *La revue internationale et stratégique*, n° 38, juin 2000.

- Feffer, John, « Containment Lite : U.S. Policy Toward Russia and its Neighbors », *Foreign policy in focus*, rapport special n° 3, août 1999, www.fpif.org/pdf/reports/russia.pdf.
- Fisher, Stanley et Sahay, Ratna, « Économie en transition, bilan nuancé », *Finance & Développement*, septembre 2000, vol. 37, n° 3.
- Gellman, Barton, « Keeping the US First ; Pentagon would Preclude a Rival Superpower », *The Washington Post*, 11 mars 1992.
- Goble, Paul, « Compounding a Demographic Disaster », Radio Free Europe/Radio Liberty, 20 novembre 2000.
- Gokhberg, Leonid, *Russia : a Science and Technology Profile*, The British Council, www.britishcouncil.ru/science/sciprof.pdf.
- Gowan, Peter, « The Peripheralisation of Central and Eastern Europe in the 1990s », *Labour Focus on Eastern Europe*, n° 65, 2000.
- _____, *The Global Gamble, Washington's Faustian Bid for World Dominance*, Londres & New York, Verso, 1999.
- de Groote, Jacques, *Reform in Russia : Another Chance*, 1993, mémorandum non publié.
- Guttman, Robert J., « Harvard Economist : Jeffrey Sachs », *Europe*, avril 1992.
- Hanson Philip, « The Russian Economic Crisis and the Future of Russian Economic Reform », *Europe-Asia Studies*, vol. 51, n° 7, 1999.
- _____, « Russia : Crisis, Reform and Western Policy », The Johns Hopkins School of Advanced International Studies Russian Area and East European Studies Program, septembre 1998, www.sais-jhu.edu/depts/res/pdfs/hanson.pdf
- Hedlund, Stephan, *Russia's « Market » Economy, a Bad Case of Predatory Capitalism*, Londres, UCL Press, 1999.
- Helmer, John « The Imf and Russia – who Pays the Piper Calls the Tune », Johnson's Russia List, 17 février 1999.
- Hentsch, Thierry, Holly, Daniel et Soucy, Pierre-Yves, *Le Système Mondial, rapports internationaux et relations internationales*, Matériaux/Nouvelle optique, 1983.
- Hoffman, David, « Russia Draws Bleak Picture Of Its Security », *The Washington Post Foreign Service*, 25 décembre 1997.
- Illarionov, Andrei, « Statement of Dr. Andrei Illarionov, Director, Institute Of Economic Analysis, Moscow, and Former Chief Economic Advisor to Prime Minister Viktor Chernomyrdin », témoignage devant le comité bancaire et des services financiers (traduction libre) de la Chambre des Représentants du Congrès américain, 10 septembre 1998, http://commdocs.house.gov/committees/bank/hba51201.-000/hba51201_0.HTM.

- INED, « Ensemble de la population urbaine et rurale », http://census.ined.fr/demogrus/Demographie/Conjoncture/conj_tot_t.htm.
- Itar-Tass, « 10 % of Richest Russians Hold 1/3 of Population's income », 4 mai 2000.
- Jakubow, R. P. *et al.*, *Synthèse stratégique 2000*, Da Strat — compte rendu du projet 2000/18, Ministère de la Défense nationale du Canada, direction — analyse stratégique, division de la planification des politiques, Ottawa, septembre 2000.
- Joffé, Josef, « How America does it », *Foreign Affairs*, vol. 76, n° 5, septembre-octobre 1997.
- Johnson's Russia List, www.cdi.org.
- Khan, Moshin S., « The Macroeconomic Effects of Fund-Supported Adjustment Programs », *IMF Staff Papers*, vol. 37, n° 2, juin 1990.
- Kheifets, B., « Russia's External Debt : New Management Strategy », Institute for International Economic and Political Studies, Russian Academy of Sciences, [www.wider.unu.edu/conference/conference-2001-2/poster %20papers/Kheifet.pdf](http://www.wider.unu.edu/conference/conference-2001-2/poster%20papers/Kheifet.pdf).
- Kolodko, Grzegorz W., « Transition to a Market and the Post-Washington Consensus », Overseas Development Council, www.odc.org/programs/kolodko.html.
- Kornai, János, « Le passage à la propriété privée », *Finance & Développement*, septembre 2000, vol. 37, n° 3.
- Kramer, Mark, « The Limits of US Influence on Russian Economic Policy », *Program on New Approaches to Russian Security Policy Memo Series*, mémo n° 173, Series Editor : Erin Powers, Harvard University, novembre 2000, [www.fas.harvard.edu/~ponars/POLICY %20MEMOS/Kramer173.html](http://www.fas.harvard.edu/~ponars/POLICY%20MEMOS/Kramer173.html).
- La Tribune*, « Russie : le FMI ne financera pas n'importe quelle politique », 28 mars 1996.
- _____, « Russie • Le Club de Paris va geler la dette due au titre de l'Union soviétique », 5 juillet 1999.
- Leffler, Melvyn P., *The Spectre of Communism : the United States and the Origins of the Cold War : 1917-1953*, New York, Hill and Wang, 1994.
- Le Monde*, « La liberté et la prospérité économique se renforcent mutuellement affirment [sic] la déclaration finale », 13 juillet 1990.
- L'Héritau, Marie-France, « Endettement et ajustement structurel : la nouvelle canonniers », *Revue Tiers Monde*, vol. XXVIII, n° 91, juillet-septembre 1982.
- _____, *Le Fonds Monétaire International et les pays du Tiers Monde*, Paris, Presses Universitaires de France, I.E.D.E.S.-Collection « Tiers Monde », 2^e édition, 1990.

- Lipton David, et Sachs, Jeffrey, « Creating a Market Economy in Eastern Europe : The Case of Poland », *Brookings Papers on Economic Activity I*, Washington, D.C., The Brookings Institution, 1990.
- Loxley, John, *Debt and Disorder, External Financing for Development*, Boulder, Westview Press/North-South Institute, 1986.
- Marcon International Inc., *Country Briefs Archive : Russia*, 16 octobre 2001, www.marcon.com/main/marcon_st1.cfm?Archive=437-&StoryID=221.
- Marx et Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1982.
- Miller, D. W, « An Anthropologist Faults Academics for Offering "Mis-guided" Assistance to Former Soviet-Bloc Nations », *Chronicle of Higher Education*, 27 novembre 1998.
- Murell, Peter, *What is Shock Therapy ? What did it do in Poland and Russia ?*, Department of Economics University of Maryland, www.bsos.umd.edu/econ/murrell/papers/postsov.pdf.
- Nagels, Jacques, *La tiers-mondisation de l'ex-URSS ?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, comprendre le progrès, 1993.
- Nolting, Louvan E. et Feshbach, Murray, « R&D Employment in the U.S.S.R. », *Science*, vol. 207, 1^{er} février 1980.
- Ominami, Carlos, *Le Tiers Monde dans la crise, essai sur la transformation des rapports Nord-Sud*, Paris, Éditions La Découverte, 1986.
- Pagacz, Ewa, « Bribery Culture, or the Republic of Zloties », *Bad Subjects, political education for everyday life*, n° 48, mars 2000, <http://eserver.org/bs/48/pagacz.html>.
- Reddaway, Peter, et Glinski, Dmitri, *The Tragedy of Russia's Reforms, Market Bolshevism Against Democracy*, United States Institute of Peace Press, Washington, DC, 2001.
- Reuters, « IMF's Camdessus Defends Lending to Russia ».
- Roche, Michel, *Thérapie de choc et autoritarisme en Russie, la démocratie confisquée*, Paris/Montréal, L'Harmattan, 2000.
- Rosefielde, Steven, « Premature Deaths : Russia's Radical Economic Transition in Soviet Perspective », *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n° 8, 2001.
- Sachs, Jeffrey, « Russia's Tumultuous Decade. An Insider Remember », *Book review Washington monthly*, mars 2000.
- _____, « Global capitalism. Making it work », *The Economist*, 12 septembre 1998.
- _____, « Rule of the Ruble » *The New York Times*, 4 juin 1998.
- _____, « Betrayal », *The New Republic*, vol. 210, n° 5, 31 janvier 1994.
- _____, « Helping Russia : Goodwill is not Enough », *The Economist*, 21 décembre 1991 – 3 janvier 1992.

- Sapir, Jacques, « Ne décevons pas la Russie convalescente », *Le Monde*, 29 juin 2001.
- _____, « Autisme occidental en Russie », *Le monde diplomatique*, décembre 1999.
- _____, « Comment aider les Russes », *Libération*, 8 septembre 1998.
- _____, *Le krach russe*, Paris, La Découverte sur le vif, 1998.
- _____, *Le chaos russe*, Paris, La Découverte, 1996.
- Schuler, Kurt, et Selgin, George A., « Replacing Potemkin Capitalism Russia's Need for a Free-Market Financial System », *Policy Analysis* n° 348, 7 juin 1999.
- Shevardnadze, Edouard, « la XIX^e Conférence du PCUS : la politique extérieure et la diplomatie », *La vie internationale*, n° 10, octobre 1988.
- Simes, Dimitri K., « Russia's Crisis, America's Complicity », *The National Interest*, hiver 98/99.
- Skorov, Georges, « Le changement de cap en Russie », *World Report* n° 42, 17 novembre 1998.
- Stiglitz, Joseph, « Lessons and Challenges in Transition », séminaire, 22 septembre, 2000, www.cnb.cz/_mvztahy/pdf/mmf_stiglitz.pdf.
- _____, « What I Learned at the World Economic Crisis. The Insider », *The New Republic*, 17-24 avril 2000.
- _____, *Whither Reform ? Ten Years of the Transition*, Conférence annuelle de la Banque mondiale sur le développement économique, Washington, D.C., 28-30 avril 1999, www.worldbank.org/research/abcde/pdfs/stiglitz.pdf.
- Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *SIPRI Yearbook*, Stockholm, 2001.
- Synovitz, Ron, « EBRD Report Sees Big Disparities Between CIS and Central Europe », Radio Free Europe/Radio Liberty, 15 novembre 2000.
- Thacker, Strom C., « The high politics of IMF lending », *World Politics*, vol. 52, octobre 1999.
- The Russia Journal*, « What Russia Owes to Foreign Creditors », 7 juin 1999.
- de Tinguay, Anne, « La Russie entre puissance et impuissance », *La revue internationale et stratégique*, été 2000.
- Toussaint, Eric, *La bourse ou la vie, la finance contre les peuples*, Paris / Bruxelles, Éditions Syllepse/CETIM, 2^e édition actualisée, 1999.
- Tyler, Patrick E., « Pentagon Drops Goal of Blocking New Superpowers », *The New York Times*, 24 mai 1992.
- Vercueil, Julien, « Politique commerciale et sélection adverse en Russie. Une évaluation des politiques menées depuis 1992 », document de travail CEMI, mai 2001, www.ehess.fr/centres/cemi/pages/doc5-vercueil.pdf.

- Volodin, Igor, « How Russia got Chubaised. A Close Look at the Activity of Anatoly Chubais », WPS Monitoring Agency.
- Wedel, Janine, « US Assistance for Market Reforms, Foreign aid Failures in Russia and the Former Soviet Bloc », *Policy Analysis*, vol. 38, n° 3, 22 mars 1999, www.cato.org/pubs/pas/pa338.pdf.
- _____, « U.S. Aid to Russia : Where it all Went Wrong », témoignage devant le comité des Relations Internationales de la Chambre des Représentants du Congrès américain, 17 septembre 1998, <http://ukar.org/wedel01.shtml>.
- _____, « *Collision and collusion : The Strange Case of Western Aid to Eastern Europe 1989-1998* », New York, St. Martin's Press, 1998.
- Weisbrot, Mark, Naiman, Robert et Kim, Joyce, « The Emperor has no Growth : Declining Economic Growth Rates in the Era of Globalization », Center for Economic and Policy Research, www.cepr.net/IMF/The_Emperor_Has_No_Growth.htm.
- World Ressource Institute, « World Ressource 1996-1997, a Guide to the Global Environment. 8. Population and Human Development », www.wri.org/wri/wr-96-97/hd_txt3.html
- Zacharie, Arnaud, « Vers quelles institutions financières internationales ? », CADTM – Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde.

Table des matières

Résumé	4
Introduction	5
1^{re} Partie Analyse de la littérature non marxiste.....	9
Chapitre 1 Aperçu historique: l'implication du FMI dans les réformes économiques de la Russie.....	11
1.1 <i>Le FMI comme chef d'orchestre des réformes russes</i>	11
1.2 <i>Que propose l'étude du FMI ?</i>	15
Chapitre 2 La thérapie de choc n'a jamais été appliquée en Russie, ce qui explique les résultats catastrophiques de la transition	18
<i>Introduction</i>	18
2.1 <i>Comment le FMI appréhende-t-il les résultats observables des réformes russes ?</i>	18
2.1.1 Quelles sont les explications proposées?	18
2.1.2 Critique de ces explications	21
2.2 <i>La Russie est responsable de son malheur, mais une part de l'échec est imputable au FMI ainsi qu'au gouvernement américain</i>	25
2.2.1 Quelles sont les explications proposées?	26
2.2.2 Critique de ces explications	28
2.3 <i>Le FMI et les Occidentaux sont à l'origine du désastre russe</i>	31
2.3.1 Quelles sont les explications proposées?	32
2.3.2 Critique de ces explications	35

Table des matières	101
Chapitre 3 Dogmatisme et aveuglement du FMI ruinent la bonne volonté occidentale.....	39
<i>Introduction</i>	39
3.1 <i>La thérapie de choc était une stratégie vouée à l'échec</i>	40
3.1.1 Quelles sont les explications proposées ?	40
3.1.2 Critique de ces explications	44
3.2 <i>L'idéalisme américain est desservi par l'arrogance et les illusions de l'administration Clinton</i>	46
3.2.1 Quelles sont les explications proposées ?	47
3.2.2 Critique de ces explications	49
2^e partie L'analyse marxiste	53
Chapitre 4 Approche marxiste de l'action du FMI en Russie.....	55
<i>Introduction</i>	55
4.1 <i>Approche marxiste du système économique mondial et du rôle du FMI</i>	56
4.2 <i>De Bretton Woods à la crise de la dette</i>	60
Chapitre 5 Confrontation de l'approche marxiste avec la réalité de la Russie eltsinienne	69
<i>Introduction</i>	69
5.1 <i>Les conséquences géostratégiques de la thérapie de choc</i>	69
5.2 <i>La restructuration de l'économie russe la soumet aux exigences des économies développées...</i>	77
Conclusion	87
Bibliographie	92